

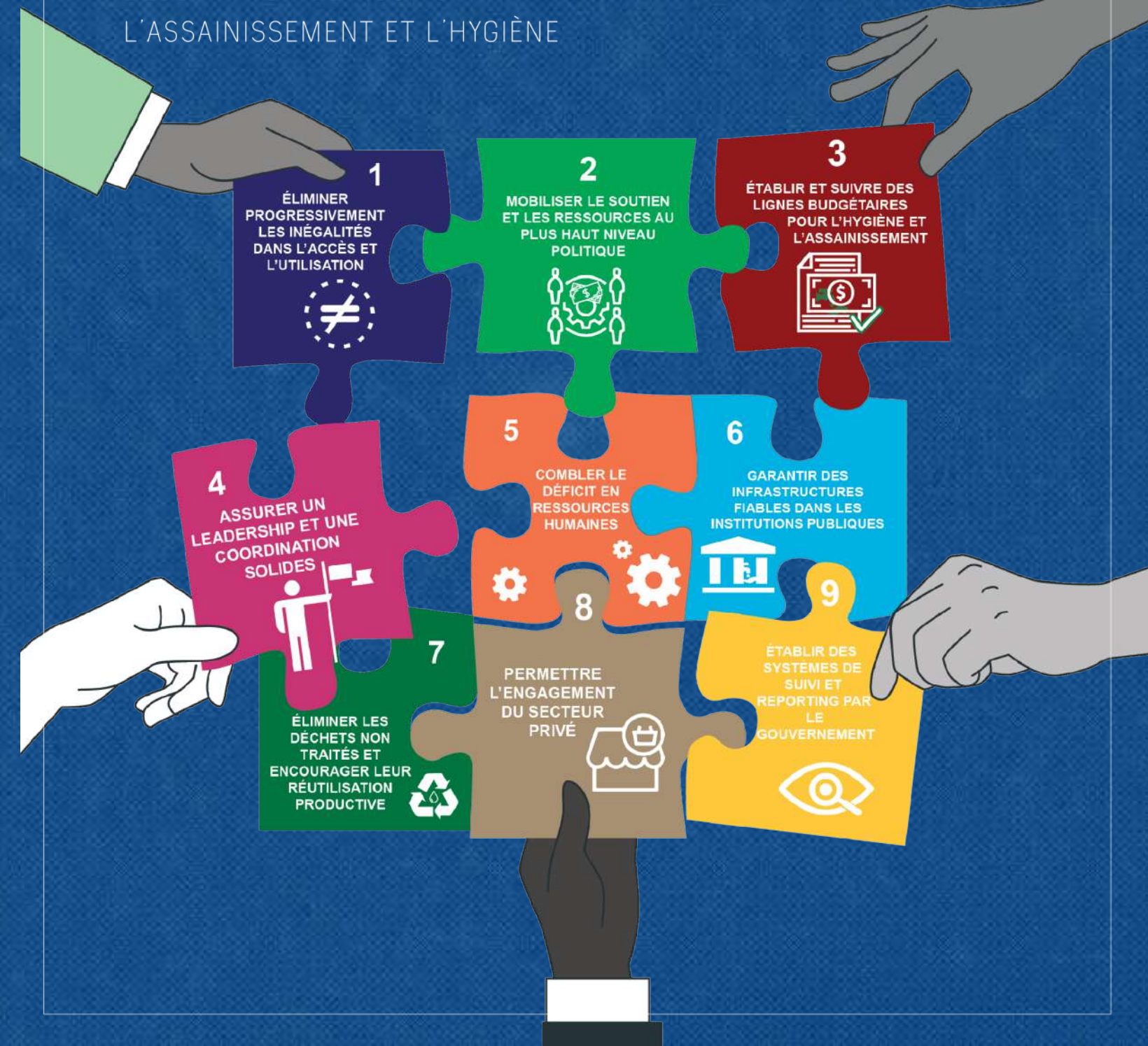


Version digitale



PARTENARIAT POUR L'ACTION VISANT À RENFORCER LA FOURNITURE DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA
DÉCLARATION DE NGOR SUR
L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE



© AMCOW 2022. Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau (CMAE) 2023
ISBN 978-978-783-205-9

Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau
11 T. Y. Danjuma St.
Asokoro, Abuja, Nigéria
Tel: +234 9096074166
<https://amcow-online.org>

Toutes les photos de ce rapport ont été gracieusement fournies par : Speak Up Africa 2022

REMERCIEMENTS

Le rapport de suivi des engagements d'AfricaSan Ngor a été préparé par le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW).

La préparation de la troisième édition du rapport n'aurait pas été possible sans les informations fournies par les 40 États membres de l'Union africaine qui ont participé à ce cycle de rapport. De même, nous reconnaissons le soutien de tous les partenaires qui ont contribué à la collecte des données, au processus de validation et à la révision du rapport.

© AMCOW 2023. Tous droits réservés.

Toutes les précautions nécessaires ont été prises par le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW) pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Cependant, le matériel publié est distribué sans garantie d'aucune sorte, qu'elle soit explicite ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du matériel incombe au lecteur. Le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW) ne peut en aucun cas être tenu responsable des préjudices résultant de son utilisation.



AVANT-PROPOS

HON. PROF. DR. HANI SEWILAM

*Ministre des ressources en eau et
de l'irrigation, Égypte, et Président
de l'AMCOW*



En mai 2015, les ministres africain.e.s en charge de l'eau et de l'assainissement ont approuvé la déclaration de Ngor d'AfricaSan, qui comprend 10 engagements. Par la suite, le Conseil des ministres africain.e.s chargés de l'eau (AMCOW) a mis en place un système de surveillance pour suivre et rendre compte des progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre des objectifs de la déclaration de Ngor. Ce rapport représente la troisième édition depuis la création du système. Des données ont été collectées auprès de 40 États membres de la région du nord, du sud, de l'est, du centre et de l'ouest de l'Afrique. Dans l'ensemble, le rapport de suivi de Ngor 2023 montre des améliorations pour tous les indicateurs des engagements d'AfricaSan Ngor. Plus précisément, des améliorations sont enregistrées sur les indicateurs liés à :

- a.** La réduction des inégalités dans l'accès à l'assainissement et à l'hygiène.
- b.** L'intégration de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans de développement nationaux.
- c.** L'élaboration de politiques liées à l'assainissement et à l'hygiène.
- d.** La création de cadres de suivi et d'établissement de rapports.
- e.** La coordination des acteurs du secteur pour des services d'assainissement et d'hygiène performants et équitables.

En outre, il convient d'accorder une attention particulière à l'amélioration des indicateurs suivants afin d'atteindre les objectifs de l'engagement de Ngor :

- a.** La mise en place d'un cadre au niveau national et infranational pour des évaluations régulières des facteurs affectant la durabilité des services d'assainissement.
- b.** L'alignement de la mise en œuvre des politiques sur les cadres législatifs relatifs à l'assainissement et à l'hygiène.

- c.** L'augmentation du budget consacré à l'assainissement et à l'hygiène pour atteindre au moins 0,5 % du PIB.
- d.** L'établissement de plans stratégiques avec des objectifs et des étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions publiques et les espaces publics.
- e.** La mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle de l'élimination des déchets fécaux non traités dans l'environnement.
- f.** L'intégration de la gestion des déchets fécaux dans les définitions de l'absence de défécation à l'air libre et d'autres normes de services d'assainissement dans les plans de suivi nationaux.
- g.** L'implication du secteur privé dans la stratégie d'assainissement et d'hygiène ou dans les politiques connexes.
- h.** L'utilisation des informations issues de l'examen multipartite pour éclairer la prise de décision et la mise en œuvre des activités.

La réalisation des objectifs de l'engagement de Ngor nécessite une approche intégrée. Ainsi, le secrétariat de l'AMCOW renforcera la collaboration avec les États membres et les communautés économiques régionales (CER) afin de maximiser les résultats. La septième édition de la Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène (AfricaSan7), qui aura lieu prochainement, constituera une première étape dans la diffusion et l'examen des conclusions du rapport Ngor. Elle donnera aux États membres l'occasion de partager leurs expériences et les progrès réalisés en ce qui concerne tous les engagements de Ngor. Enfin, la conférence AfricaSan guidera la transformation des recommandations du rapport en un plan d'action multipartite.

Par ailleurs, le secrétariat de l'AMCOW facilitera et coordonnera le dialogue, l'apprentissage entre pairs et le partage d'expériences entre les États membres. Cette approche de partage des connaissances vise à aider les États membres à élaborer des stratégies et des plans nationaux alignés sur les objectifs continentaux et mondiaux. Le programme «African Sanitation Policy Guidelines (ASPGs) in action» (les Lignes directrices de la politique africaine d'assainissement en action) contribue stratégiquement au renforcement de l'environnement politique en matière d'assainissement et d'hygiène. Parallèlement aux recommandations des ASPG, AMCOW fournira des conseils aux niveaux national et continental afin d'accélérer la formulation de plans d'action complets.

La préparation du rapport Ngor 2023 n'aurait pas été possible sans les précieuses contributions de tous les États membres. L'AMCOW remercie également ses partenaires pour leur soutien tout au long de ce processus. Nous prévoyons une collaboration continue avec toutes les parties prenantes pour relever les défis qui demeurent et améliorer l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène en Afrique pour notre croissance et notre développement collectifs.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ANEW	Réseau africain des organisations de la société civile pour l'eau et l'assainissement
BAD	Banque africaine de développement
AMCOW	Conseil des Ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau
APHRC	Centre africain de recherche sur la population et la santé
ASPG	Lignes directrices de la politique africaine d'assainissement
UA	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
AITF	Task Force internationale AfricaSan
BMGF	Fondation Bill & Melinda Gates
ESAWAS	Association des régulateurs de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique orientale et australe
GBV	Gestion des boues de vidange
PIB	Produit intérieur brut
HWWS	Lavage des mains au savon
RH	Ressources humaines
PCS	Programme commun de suivi
ESC	Examen sectoriel conjoint
ODF	Absence de défécation en plein air
PCEP	Plateforme de coordination et d'engagement politique
PPP	Partenariats public-privés
CER	Communautés économiques régionales
SUA	Speak Up Africa
ODD	Objectifs de développement durable
CTC	Comité technique consultatif
CTE	Comité technique d'experts
ONU	Organisation des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
WASSMO	Système de suivi et de rapport du secteur de l'eau et de l'assainissement
WASH	Eau, assainissement et hygiène
OMS	Organisation mondiale de la santé



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

DR RASHID MBAZIIRA

*Secrétaire exécutif du Conseil des
ministres africain.e.s chargé.e.s
de l'eau (AMCOW)*



Les ministres et les chef.fe.s de délégation chargé.e.s des questions d'assainissement et d'hygiène, ainsi que les parties prenantes concernées, ont adopté la déclaration de Ngor en mai 2015. La vision de la déclaration de Ngor vise à réaliser l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables et à éliminer la défécation en plein air d'ici 2030. En conséquence, les gouvernements africains se sont engagés à prendre 10 mesures, connues sous le nom d'engagements de Ngor, pour soutenir la réalisation de la vision de Ngor. À la suite de cela, le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW) a été mandaté pour suivre et rendre compte des progrès accomplis par les États membres de l'Union africaine dans la réalisation de la vision de Ngor.

Jusqu'à présent, deux éditions du rapport de suivi des engagements d'AfricaSan Ngor ont été produites. Ce rapport 2023 est la troisième édition du suivi de la mise en œuvre de l'engagement de Ngor. Les recommandations politiques qui y sont formulées sont basées sur l'analyse des informations provenant des auto-évaluations de 40 États membres. L'état d'avancement des États membres dans la réalisation des objectifs de Ngor peut être résumé comme suit :

Engagement 1 – Éliminer les inégalités dans l'accès et l'utilisation des infrastructures d'assainissement et d'hygiène

L'analyse du premier engagement se concentre sur les performances des États membres en matière d'évaluation des inégalités d'accès aux installations d'assainissement et d'hygiène au cours des trois dernières années. Les résultats ont démontré une perspective à multiples facettes, à la fois positive et négative, de la poursuite de l'élimination des disparités dans l'accès et l'utilisation des infrastructures d'assainissement et d'hygiène. Toutefois, il est nécessaire de renforcer les cadres continentaux pour relever les défis de la fourniture de services d'assainissement.

Engagement 2 – Mobiliser le soutien et les ressources au plus haut niveau pour l'assainissement et l'hygiène

Au cours de la période couverte par le rapport, les progrès globaux concernant l'engagement 2 indiquent un engagement accru des États membres au plus haut niveau pour

soutenir la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène. Ce constat est manifeste puisque vingt-trois États membres ont signalé l'inclusion de l'assainissement et de l'hygiène dans les programmes de développement nationaux. Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour donner la priorité à l'assainissement et à l'hygiène dans les structures décisionnelles continentales et mondiales. Si ces efforts ne sont pas poursuivis, l'élan pourrait être perdu. La poursuite de l'accès universel nécessite une augmentation urgente du financement et une utilisation performante des maigres ressources disponibles. Pour accélérer les progrès, AMCOW collaborera avec les institutions partenaires afin de promouvoir la mobilisation des ressources pour la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène. On ne saurait trop insister sur l'engagement continu des dirigeants dans l'élaboration de l'ordre du jour afin de placer l'assainissement et l'hygiène au premier plan des programmes de développement.

Engagement 3 – Établir des lignes budgétaires pour l'assainissement et en assurer le suivi

Certains États membres ont déclaré avoir mis en place des systèmes de suivi des allocations budgétaires en faveur de l'assainissement et de l'hygiène. Toutefois, seuls quelques-uns ont indiqué qu'ils avaient porté les budgets d'assainissement à la hauteur de l'objectif de 0,5 % du PIB. Malheureusement, les données d'un nombre considérable d'États membres restent indisponibles, ce qui empêche une évaluation complète. En partenariat avec des organisations compétentes telles que l'OMS, AMCOW travaille activement à la sensibilisation aux comptes WASH et à la promotion de leur utilisation efficace. Cet effort conjoint vise à accélérer la disponibilité d'informations essentielles pour le prochain cycle de suivi de Ngor. En outre, le cadre de coordination des partenaires de développement établi par l'AMCOW et la Banque africaine de développement (BAD) jouera un rôle crucial dans le suivi de l'aide publique au développement aux États membres.

Engagement 4 – Assurer un leadership et une coordination solides

Les États membres ont fait état de progrès vers une gouvernance efficace en matière d'assainissement et d'hygiène grâce à la mise en place de cadres institutionnels et de mécanismes de coordination clairs. La désignation d'organismes gouvernementaux mandatés pour diriger les activités d'assainissement est de plus en plus fréquente dans de nombreux pays africains. Les principes de l'engagement multisectoriel gagnent du terrain, comme en témoignent les actions accrues visant à inclure les acteurs de la santé, de l'éducation, de l'égalité des genres, de l'agriculture et de l'environnement. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir une participation globale à tous les niveaux. Si la dynamique positive est évidente, il reste encore des étapes à franchir pour que la prise de décision, l'allocation des ressources et le suivi des progrès soient pleinement performants. Si l'élan se maintient, la capacité institutionnelle à assurer la sécurité en matière d'assainissement et d'hygiène en Afrique semble prête à s'accroître.

Engagement 5 – Combler les déficits en ressources humaines

Une tendance mitigée a été observée dans les efforts des États membres pour renforcer les ressources humaines dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène afin de réaliser les engagements de Ngor. Certains États membres ont fait état de progrès dans l'intégration du renforcement des capacités dans les stratégies nationales, en particulier dans les zones rurales. Toutefois, des carences persistent, notamment en ce qui concerne la

planification systématique et le financement d'un personnel qualifié pour l'assainissement urbain. À mesure que les services d'assainissement et d'hygiène se développent et s'étendent dans les pays, il faut parallèlement investir dans la formation de personnel qualifié et de professionnels pour exploiter, gérer et entretenir efficacement ces systèmes à long terme. Des stratégies ciblées visant à former des experts de la gestion des infrastructures et de la fourniture de services sont essentielles pour accélérer les progrès. Grâce à des investissements appropriés dans les ressources humaines, le continent peut stimuler l'innovation et accroître la productivité. Mais si les contraintes liées aux ressources humaines ne sont pas résolues, les progrès risquent de cesser.

Engagement 6 – Garantir des services d'assainissement équitables et accessibles à tous.

Les États membres ont progressé dans la mise en place ou le renforcement de services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité, ainsi que d'infrastructures de lavage des mains au sein des institutions publiques. Ces progrès représentent une évolution notable des normes en matière d'assainissement et d'hygiène. Toutefois, l'évaluation met également en évidence des niveaux de conformité variables entre les États membres. Alors que certains ont fait des progrès substantiels, il y a un besoin évident d'améliorer la planification stratégique et la mise en œuvre pour s'assurer que des infrastructures d'assainissement et d'hygiène inclusives sont universellement accessibles dans les institutions et les espaces publics à travers le continent africain. Il s'agit là d'un domaine crucial pour une amélioration et une collaboration ciblées à l'avenir.

Engagement 7 – Traitement et réutilisation des déchets

En ce qui concerne la gestion des déchets fécaux, les États membres doivent créer un environnement favorable à l'engagement du secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de services d'assainissement. Cela peut également nécessiter une approche intégrée comprenant la santé, l'assainissement et le secteur agricole pour convenir des rôles et des responsabilités en matière de traitement et de réutilisation des matières fécales ainsi que d'un plan de durabilité. Le secrétariat de l'AMCOW collaborera avec des partenaires pour renforcer les capacités des États membres en matière de gestion des déchets fécaux dans les zones rurales et pour fournir les éléments nécessaires à la mise en place de technologies d'assainissement appropriées.

Engagement 8 – Engagement du secteur privé

Les États membres ont fait des progrès dans l'engagement du secteur privé, bien que des disparités persistent. Certains États membres ont pris des mesures louables pour intégrer l'engagement du secteur privé dans leurs stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène. Toutefois, un grand nombre d'entre eux ne disposent pas de stratégies et d'objectifs bien définis, ce qui entrave la participation effective du secteur privé. Des politiques globales sont nécessaires de toute urgence pour attirer les investissements du secteur privé et garantir une couverture durable pour les communautés marginalisées. Dans certains États membres, l'impact positif de l'implication du secteur privé est évident, les solutions d'assainissement et d'hygiène atteignant les populations marginalisées à grande échelle. Néanmoins, de nombreux États membres doivent encore exploiter pleinement le potentiel du secteur privé à cet égard. Pour combler cette lacune, il est nécessaire de présenter les avantages de l'investissement dans l'assainissement pour que le secteur privé saisisse pleinement l'opportunité.

Engagement 9 – Mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation

De nombreux États membres ont mis en place des systèmes de suivi et de reporting solides, qui constituent la base d'une utilisation performante des recommandations de l'examen et des données de suivi. Il est essentiel que les États membres renforcent les examens sectoriels conjoints nationaux, afin de garantir une évaluation régulière des progrès en matière d'assainissement et d'hygiène. Ces examens devraient déboucher sur des plans d'action orientant les priorités sectorielles et s'alignant sur les engagements de Ngor et les Objectifs du Millénaire pour le développement. AMCOW, en collaboration avec les parties prenantes, soutiendra activement les initiatives de renforcement des capacités, en donnant aux parties prenantes et aux partenaires gouvernementaux les moyens d'analyser et d'interpréter efficacement les données et d'utiliser les recommandations des rapports de suivi pour une planification et une programmation fondées sur des données probantes.

Engagement 10 – Participation au processus AfricaSan

Les États membres ont progressivement manifesté un vif intérêt pour l'initiative AfricaSan depuis sa création. Ceci est évident dans leur participation à des événements de partage de connaissances tels que la conférence AfricaSan. Cela témoigne d'un engagement considérable pour atteindre les objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène. De même, la participation des pays a connu une constante augmentation au cours de chaque cycle de rapport. Des efforts supplémentaires seront déployés pour s'assurer qu'au-delà de la participation, les États membres sont en mesure de fournir toutes les données nécessaires aux processus de suivi et d'établissement de rapports de Ngor.

Les États membres ont atteint une performance élevée concernant certains éléments pour l'établissement d'un environnement favorable. Cependant, selon le rapport 2022 de la Commission sur la mise en œuvre de la déclaration de l'Assemblée de juillet 2008 pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique, environ 800 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à des services d'assainissement et d'hygiène de base gérés en toute sécurité et 18 % pratiquent encore la défécation en plein air. Il faut donc une collaboration multipartite pour traduire les progrès accomplis dans la mise en place d'un environnement favorable en stratégies applicables, avec pour résultat une augmentation de la couverture en matière d'assainissement et d'hygiène.

Par conséquent, sur la base des résultats, les recommandations suivantes seront prioritaires pour atteindre les objectifs de la déclaration de Ngor et les objectifs de développement durable 6.2.

A. Implication de la Task Force internationale AfricaSan :

L'AMCOW poursuivra son engagement et sa collaboration avec la Task Force internationale AfricaSan (AITSF) et les États membres afin de mener des actions collectives et nécessaires pour revitaliser les efforts visant à réaliser les engagements de Ngor, y compris :

- i. Coordination et suivi : collaborer avec les États membres pour mettre en place des mécanismes de suivi des progrès dans la mise en œuvre des engagements de Ngor, en assurant transparence et responsabilité.
- ii. Engagement et plaidoyer : participer aux efforts de plaidoyer avec les États membres pour relever les défis et mobiliser le soutien en faveur de l'assainissement et de l'hygiène aux niveaux national et régional, en mobilisant l'action collec-

tive en vue d'améliorer les résultats.

- iii. Échange de connaissances et apprentissage par les pairs : faciliter les plateformes permettant aux États membres d'échanger leurs connaissances, de partager leurs expériences et de tirer les leçons des réussites et des échecs de chacun, en favorisant un environnement de collaboration et de soutien pour la réalisation des engagements de Ngor.

B. Mise en œuvre des lignes directrices de la politique africaine d'assainissement (ASPG) :

Les lignes directrices de la politique africaine d'assainissement (ASPG) serviront de guide aux États membres pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques globales en matière d'assainissement. Le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires soutiendront sa mise en œuvre par les moyens suivants :

- i. L'alignement et l'adoption des politiques : le Secrétariat de l'AMCOW facilitera et coordonnera l'utilisation continue des lignes directrices de la politique africaine d'assainissement (ASPG) pour contribuer à l'amélioration d'un environnement propice à l'assainissement et à l'hygiène sur le continent. Cela permettra de progresser davantage dans la réalisation des objectifs nationaux et continentaux.
- ii. Assistance technique à la mise en œuvre : offrir une assistance technique et des conseils aux États membres pour traduire les principes des ASPG en mesures politiques réalisables, en fournissant des modèles et des cadres pour une mise en œuvre efficace.
- iii. Examen et mises à jour périodiques : faciliter les révisions et les mises à jour régulières de l'ASPG pour refléter la transformation des contextes, les nouveaux défis et l'évolution des meilleures pratiques dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène.
- iv. Institutionnaliser le suivi et le reporting : plaider pour la revitalisation d'un mécanisme robuste de suivi et de reporting afin de suivre les progrès réalisés dans l'utilisation des ASPG. Ce niveau supplémentaire de suivi complétera le suivi des engagements de Ngor, garantissant une évaluation complète des efforts en matière d'assainissement et d'hygiène. Il permettra de combler les lacunes dans les rapports concernant certains aspects, offrant ainsi une représentation plus nuancée et plus précise des progrès réalisés par les États membres en matière de politiques et de stratégies d'assainissement. En intégrant cette approche de suivi, les États membres peuvent mieux appréhender le rôle des ASPG dans l'élaboration de leurs politiques d'assainissement et procéder à des ajustements en connaissance de cause afin d'en renforcer l'impact et l'efficacité. Cet effort de suivi intégré favorisera une approche plus holistique et basée sur des données pour atteindre les engagements de Ngor et promouvoir des pratiques d'assainissement et d'hygiène durables sur le continent africain.

C. Apprentissage par l'expérience et partage des connaissances :

un programme de liaison réciproque sera développé sur les différents engagements d'AfricaSan Ngor pour créer des opportunités de partage d'informations, de connaissances et d'expériences afin d'améliorer l'accès à l'assainissement et les pratiques d'hygiène. Des

efforts sont en cours pour institutionnaliser un système d'apprentissage de pair à pair entre les États membres qui ont réussi à faire progresser leurs engagements individuels et ceux qui sont confrontés à des difficultés. Cette approche encouragera le partage des leçons apprises, l'adaptation et la reproduction parmi les États membres et les partenaires.

D. Introduire de nouvelles approches dans les mécanismes de financement sectoriels :

Le déficit dans le financement de l'assainissement et de l'hygiène à travers le continent est important. Pour y remédier, l'AMCOW collaborera avec la Banque africaine de développement (BAD), d'autres institutions financières multilatérales et des acteurs privés, notamment des banques de financement et d'investissement, afin d'identifier et de promouvoir des mécanismes de financement novateurs. En outre, l'AMCOW et ses partenaires coordonneront les efforts visant à améliorer l'accès à ces mécanismes financiers au sein des États membres.



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	I
AVANT-PROPOS.....	II
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	IV
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	VI
TABLE DES MATIÈRES.....	XII
LISTE DES FIGURES.....	XVI
LISTE DES TABLEAUX.....	XVI
1. INTRODUCTION	2
1.1 L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE.....	2
1.2 LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE.....	3
1.3 LE RÔLE D'AMCOW DANS LE SUIVI DES PROGRÈS.....	6
2. SUIVI ET REPORTING SUR LES ENGAGEMENTS NGOR	7
2.1 PROCESSUS DE SUIVI DE LA MISE EN UVRE DE LA DÉCLARATION D'AFRICASAN NGOR.....	7
2.2 LES INDICATEURS PERMETTANT LE SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DES ENGAGEMENTS DE NGOR.....	8
2.3 A PROPOS DU RAPPORT DE SUIVI D'AFRICASAN NGOR 2023.....	9
2.4 PRÉPARATION DU RAPPORT DE MISE EN UVRE DES ENGAGEMENTS NGOR 2023.....	9
2.5 MÉTHODOLOGIE.....	12
3. PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES SUR LES OBJECTIFS DES ENGAGEMENTS DE NGOR	13
3.1 À PROPOS DE CETTE SECTION.....	13
3.2 ENGAGEMENT 1	13
3.2.1. MESSAGES CLÉS.....	14

TABLE DES MATIÈRES

3.2.2. PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 1	15
3.2.2.1 INDICATEUR C1A	15
3.2.2.2 INDICATEUR C1E	17
3.2.3 SYNTHÈSE	20
3.3 ENGAGEMENT 2	20
3.3.1 MESSAGES CLÉS	21
3.3.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 2	21
3.3.2.1 INDICATEUR C2A	21
3.3.2.2 INDICATEUR C2B	23
3.3.3 SYNTHÈSE	25
3.3.4 ÉTUDE DE CAS: NIGERIA	25
3.4 ENGAGEMENT 3	26
3.4.1 MESSAGES CLÉS	27
3.4.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES SUR LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 3	27
3.4.2.1 INDICATEUR C3B	27
3.4.2.2 INDICATEUR C3C	29
3.4.2.3 INDICATEUR C3D	31
3.4.3 SYNTHÈSE	32
3.4.4 ÉTUDE DE CAS: ÉGYPTÉ	32
3.5 ENGAGEMENT 4	33
3.5.1 MESSAGES CLÉS	34
3.5.2 PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 4	35
3.5.2.1 INDICATEUR C4A	35
3.5.2.2 INDICATEUR C4B	38

TABLE DES MATIÈRES

3.5.3	SYNTHÈSE	39
3.6	ENGAGEMENT 5	40
3.6.1	MESSAGES CLÉS.....	41
3.6.2	PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 5	41
3.6.2.1	INDICATEUR C5B.....	41
3.6.3	SYNTHÈSE	43
3.7	ENGAGEMENT 6	45
3.7.1	MESSAGES CLÉS.....	46
3.7.2	PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 6	46
3.7.2.1	INDICATEUR C6AIII.....	46
3.7.2.2	INDICATEUR C6BIII	48
3.7.3	SYNTHÈSE.....	49
3.7.4	ÉTUDE DE CAS: NAMIBIE	49
3.8	ENGAGEMENT 7	50
3.8.1	MESSAGES CLÉS.....	51
3.8.2	PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 7	51
3.8.2.1	INDICATEUR C7A.....	51
3.8.2.2	INDICATEUR C7B.....	53
3.8.3	SYNTHÈSE	54
3.8.4	ÉTUDE DE CAS: ZAMBIE	55
3.9	ENGAGEMENT 8	56
3.9.1	MESSAGES CLÉS.....	57
3.9.2	PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 8	58
3.9.2.1	INDICATEUR C8A.....	58
3.9.2.2	INDICATEUR C8B	59

TABLE DES MATIÈRES

3.9.3 SYNTHÈSE	61
3.10 ENGAGEMENT 9	61
3.10.1 MESSAGES CLÉS	62
3.10.2 PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS RELATIFS À L'ENGAGEMENT 9	62
3.10.2.INDICATEUR C9A.....	62
3.10.2.2 INDICATEUR C9C	64
3.10.3 SYNTHÈSE	65
3.10.4 ÉTUDE DE CAS : NIGÉRIA	66
3.11 ENGAGEMENT 10	66
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	68
4.1 CONCLUSION	68
4.2 RECOMMANDATIONS	71
4.3 PERSPECTIVES D'AVENIR : UNE FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LES OBJECTIFS DE LA DÉCLARATION DE NGOR D'ICI À 2030	72
4.3.1 LE SECRÉTARIAT D'AMCOW.....	72
4.3.2 LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT.....	74
4.3.3 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE.....	75
4.3.4 OPPORTUNITÉS SUPPLÉMENTAIRES.....	76
ANNEXES.....	77
ANNEXE 1 : LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE	77
ANNEXE 2 : INDICATEURS POUR LE SUIVI DES ENGAGEMENTS AFRICAN NGOR	79
ANNEXE 3 : ENGAGEMENTS DES PAYS AFRICAINS EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE.....	81
ANNEXE 4 : LES DIX ENGAGEMENTS DE NGOR.....	83
ANNEXE 5 : PRINCIPAUX ACTEURS AFRICAINS DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE	83
CONTRIBUTEURS	84

LISTE DES FIGURES

- 8 ... FIGURE 1 : Cycle de suivi et de reporting de Ngor
- 11 ... FIGURE 2 : Participation des États membres au cycle de suivi et de reporting AfricaSan Ngor 2023
- 14 ... FIGURE 3 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 1
- 16 ... FIGURE 4 : Progrès rapportés par les États membres sur l'indicateur C1A
- 18 ... FIGURE 5 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement C1E
- 21 ... FIGURE 6 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 2
- 26 ... FIGURE 7 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 3
- 30 ... FIGURE 8 : Progrès rapportés par les États membres sur l'indicateur C3C
- 34 ... FIGURE 9 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 4
- 36 ... FIGURE 10 : Progrès rapportés par les États membres sur l'indicateur C4A
- 39 ... FIGURE 11 : Progrès rapportés par les États membres sur l'indicateur C4B
- 41 ... FIGURE 12 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 5
- 45 ... FIGURE 13 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 6
- 51 ... FIGURE 14 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 7
- 57 ... FIGURE 15 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 8
- 62 ... FIGURE 16 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 9

LISTE DES TABLEAUX

- 4 ... TABLEAU 1 : Précédentes conférences AfricaSan
- 5 ... TABLEAU 2 : Engagements continen-taux en matière d'assainissement et d'hygiène en Afrique
- 9 ... TABLEAU 3 : Niveaux et stades des indica-teurs de suivi de l'engagement de Ngor
- 10 ... TABLEAU 4 : Ateliers de formation orga-nisés avant la collecte de données à Ngor
- 15 ... TABLEAU 5 : Progrès réalisés dans l'évaluation nationale sur les inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainis-sement et d'hygiène reconnues par le gouverne-ment
- 17 ... TABLEAU 6 : Progrès réalisés dans l'élaboration d'un cadre pour les évaluations ré-gulières des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et/ou environnementaux de la durabilité des services d'assainissement

22 ... TABLEAU 7 : Progrès dans l'inclusion de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans de mise en œuvre au niveau du développement national.

23 ... TABLEAU 8 : Progrès des États membres dans l'adoption de politiques d'assainissement et d'hygiène au plus haut niveau politique.

27 ... TABLEAU 9 : Progrès dans l'existence d'un plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène qui répond à l'ODD 6.2

29 ... TABLEAU 10 : Progrès dans le suivi des budgets et des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène

31 ... TABLEAU 11 : Progression de l'allocation budgétaire des États membres pour l'assainissement et l'hygiène

35 ... TABLEAU 12 : Progrès des États membres dans la mise en place d'un organisme gouvernemental chargé de diriger et de coordonner les activités d'assainissement

38 ... TABLEAU 13 : Progrès concernant l'inclusion des secteurs concernés dans le mécanisme de coordination de l'assainissement

42 ... TABLEAU 14 : Progrès dans la prise en compte des besoins en ressources humaines dans les stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène

46 ... TABLEAU 15 : Progrès dans l'élaboration de politiques et de lignes directrices pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité

48 ... TABLEAU 16 : Progrès des plans stratégiques assortis d'objectifs et d'étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics.

52 ... TABLEAU 17 : Progrès réalisés en ce qui concerne les mécanismes de suivi des déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement

53 ... TABLEAU 18 : Inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les définitions de l'absence de défécation en plein air dans le plan de suivi du pays

58 ... TABLEAU 19 : Mesure dans laquelle l'engagement du secteur privé est inclus dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène

60 ... TABLEAU 20 : Progrès de l'engagement du secteur privé dans la résolution des problèmes d'assainissement et d'hygiène

63 ... TABLEAU 21 : Progrès concernant l'existence d'un système national de suivi et de rapport sur l'assainissement et l'hygiène

64 ... TABLEAU 22 : Résultats des États membres en matière d'examen multipartite et d'utilisation des informations pour la prise de décision



1

INTRODUCTION

1.1 L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'assainissement et l'hygiène sont des composantes essentielles du développement durable, car ils améliorent le bien-être des individus et jouent un rôle central dans la prospérité des communautés. Les pratiques d'hygiène, telles que le lavage des mains à l'eau et au savon, se sont révélées être des mesures préventives efficaces pour rompre le cycle de transmission des maladies (Organisation mondiale de la santé, 2021)¹. Cela a été particulièrement mis en exergue lors de la pandémie de Covid-19, le lavage des mains au savon et à l'eau étant considéré comme l'une des premières mesures de réduction de la propagation du virus².

D'autre part, le manque d'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats peut avoir de graves et lourdes répercussions sur la santé, la société et l'économie. Une mauvaise gestion des excréments tout au long de la chaîne d'assainissement augmente le risque de transmission de maladies, en particulier de maladies mortelles comme la diarrhée et le choléra. La défaillance des systèmes d'assainissement amplifie encore la stigmatisation et l'exclusion sociales. Les communautés qui ne disposent pas d'infrastructures adéquates sont souvent confrontées à la marginalisation et à la discrimination, ce qui exacerbe les inégalités (Nations unies, 2019).

Les conséquences économiques d'un mauvais assainissement sont considérables. Elles vont de la charge financière individuelle (parfois lourde), liée à la maladie, à la ponction sur les budgets nationaux consacrés aux soins de santé et à l'infrastructure médicale. En outre, la maladie (tant celle des malades que celle des personnes qui les soignent) entraîne une baisse de la productivité et, en fin de compte, entrave le développement économique. Ainsi, investir dans l'assainissement n'est pas seulement bénéfique pour l'environnement et le bien-être de la société, c'est aussi financièrement rentable. Pour chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement, le rendement est de 4,3 dollars, avec un gain estimé à 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial grâce à la réduction des coûts liés aux soins de santé et à l'augmentation de la fréquentation scolaire³.

¹ Organisation mondiale de la santé (OMS). (2021). *L'hygiène des mains pour tous : Un appel à l'action pour faire de l'hygiène des mains une priorité dans tous les établissements de santé*.

² Pramod, K., et al (2020). *Surfactant-based prophylaxis and therapy against COVID-19: A possibility*. *Medical Hypotheses*. <https://doi.org/10.1016/j.mehy.2020.110081>.

³ IISD 2014 <http://sdg.iisd.org/news/who-un-water-report-finds-investing-us1-in-wash-delivers-us4-3-return/>

En conséquence, l'importance de l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène est reflétée dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine : «L'Afrique que nous voulons». Dans ce cadre, l'assainissement et l'hygiène sont considérés comme indispensables pour relever les défis essentiels liés à la santé sur le continent, favoriser la résilience et le bien-être des communautés africaines et parvenir à un développement durable. De même, l'assainissement et l'hygiène sont au cœur des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement. L'ODD 6 reconnaît l'importance fondamentale d'une eau salubre et d'un assainissement adéquat pour promouvoir la santé, le bien-être et la durabilité de l'environnement, et vise à garantir l'accès de toutes et tous à une eau potable salubre et abordable et à des services d'assainissement adéquats d'ici à 2030.

Ces dernières années, de nombreux efforts ont été déployés pour améliorer la couverture des services d'assainissement et d'hygiène en Afrique. Le *rapport annuel 2022 de la Commission sur la mise en œuvre de la déclaration de l'Assemblée de juillet 2008 sur les engagements de Charm El-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique (Assembly/AU/ Decl.1 (XI))*⁴, indique que l'investissement dans l'assainissement et l'hygiène a augmenté pendant la pandémie de Covid-19. En moyenne, le financement est passé de 0,1 % à 0,25 % du PIB des nations, ce qui reflète une reconnaissance grandissante de l'importance de l'assainissement et de l'hygiène parmi les États membres de l'Union africaine. Toutefois, le rapport indique également que des enjeux demeurent. Par exemple, plus de 850 millions d'Africain.es n'ont pas accès à des installations sanitaires sûres. Environ 18 % de la population pratique la défécation en plein air, et un nombre important de personnes vivent dépourvues d'infrastructures de lavage des mains (Rapport annuel 2022 de la Commission, Assembly/AU/ Decl.1 (XI)).

Mais les défis s'accompagnent toujours de solutions. Dans toute l'Afrique, des stratégies sont mises en œuvre pour rehausser le profil de l'assainissement et progresser graduellement vers l'accès à des services sûrs et durables. L'une de ces stratégies est l'institutionnalisation de la Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène (AfricaSan).

1.2 LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

La conférence AfricaSan est une initiative développée par le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW). Le concept de la conférence est né de la nécessité de créer une dynamique politique en faveur de l'assainissement et de l'hygiène et de fournir un forum pour présenter les meilleures pratiques et les solutions permettant de relever les défis continentaux.

Les objectifs initiaux d'AfricaSan étaient de souligner l'importance de l'assainissement et d'obtenir un financement accru du secteur. Au fil du temps, la conférence s'est également transformée en un événement continental de premier plan pour le partage des connaissances et l'établissement d'un calendrier. La conférence réunit les gouvernements, les organisations de la société civile, les partenaires de développement, le secteur privé et les parties prenantes concernées afin de discuter d'approches et de solutions durables pour relever les défis de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique. Chaque conférence AfricaSan aboutit à une déclaration multipartite qui énonce les mesures convenues pour améliorer l'assainissement et l'hygiène au niveau national, continental et mondial.

⁴ <https://knowledgehub.amcow-online.org/resource/2022-africa-water-and-sanitation-report>

Depuis sa conférence inaugurale en 2002, AfricaSan a connu cinq éditions en présentiel, tandis que la sixième édition s'est déroulée virtuellement en raison de la pandémie de COVID-19. Le tableau 1 présente les précédentes conférences AfricaSan.

Tableau 1: Précédentes conférences AfricaSan

Edition de la conférence	Thème
AfricaSan 6 2021, Virtuel	Accélérer l'accès à l'assainissement et à l'hygiène en Afrique à l'ère des ODD+5 et de la Covid-19.
AfricaSan 5 2019, Le Cap, Afrique du Sud	Transformer l'assainissement en Afrique : accélérer les progrès vers les engagements de Ngor pour atteindre les ODD.
AfricaSan 4 2015, Dakar, Sénégal	Faire de l'assainissement pour tous une réalité en Afrique
AfricaSan 3 2011 Kigali, Rwanda	Consolider la croissance du mouvement AfricaSan
AfricaSan 2 2008, Durban, Afrique du Sud	Évaluation à l'échelle du continent en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière d'assainissement
AfricaSan 1 2002 Johannesburg, Afrique du Sud	Soutien politique de haut niveau en faveur de l'assainissement

La première conférence AfricaSan, qui s'est tenue à Johannesburg en 2002, a contribué à créer une dynamique politique pour que le Sommet mondial pour le développement durable adopte les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière d'assainissement.

Le principal résultat de la deuxième conférence AfricaSan, qui s'est tenue en 2008, a été la déclaration d'eThekwin, qui a fait date. Celle-ci visait à améliorer l'assainissement sur le continent par le biais de plusieurs engagements et à permettre aux pays africains de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. La déclaration a été approuvée par les chef.fe.s d'État africain.e.s lors du sommet de l'Union africaine en 2008 dans la déclaration de Charm El-Cheikh.

Grâce à des examens nationaux et à l'auto-évaluation, le premier suivi d'eThekwin a été effectué et présenté à AfricaSan3 à Kigali, au Rwanda. À cette occasion, les ministres ont accepté les recommandations relatives à de nouveaux indicateurs et ont proposé des objectifs sur des questions pour lesquelles il n'existait pas d'indicateurs. Ils ont également demandé à ce que les progrès réalisés sur ces indicateurs fassent partie des futures conférences AfricaSan. En outre, la troisième édition de la conférence AfricaSan a lancé une campagne quinquennale en faveur de l'assainissement durable en Afrique.

En 2015, AfricaSan4 a vu l'introduction d'une autre déclaration historique, les ministres africain.e.s ayant adopté la déclaration de Ngor pour l'assainissement et l'hygiène à la place de la déclaration d'eThekwin. La déclaration de Ngor soutient explicitement les aspirations des ODD (également annoncés en 2015), dont l'ODD 6.2 comprenant la cible «D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des

femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable». L'objectif de la déclaration de Ngor était d'intégrer cette aspiration dans les politiques et les plans nationaux et de définir des indicateurs clairs pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus.

AfricaSan5 et 6 ont reconduit la déclaration de Ngor en élaborant des déclarations multipartites qui renforcent les efforts déployés pour concrétiser les engagements de Ngor. Il s'agit notamment des déclarations suivantes :

- La déclaration multipartite de Camissa de 2019 sur l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous et l'élimination de la défécation en plein air en Afrique d'ici à 2030.
- La résolution multipartite de Windhoek de 2021 visant à accélérer la sécurité de l'eau et l'accès à des services d'assainissement et à d'hygiène gérés en toute sécurité en Afrique.

AfricaSan6 a été organisé conjointement avec la Semaine africaine de l'eau durant la période de la Covid-19. En tant que telle, la déclaration de la conférence a développé les questions relatives à l'eau et les parties prenantes se sont réengagées à prendre des mesures pour la réalisation de la Vision africaine de l'eau 2025 (VAE), des engagements de Ngor et des OMD.

Le tableau 2 présente un résumé des déclarations de l'Afrique en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous.

Tableau 2 : Engagements continentaux en matière d'assainissement et d'hygiène en Afrique

ENGAGEMENTS CONTINENTAUX EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE EN AFRIQUE

La feuille de route 2016 de Dar es Salaam pour la réalisation des objectifs de la Commission de Ngor sur la sécurité de l'eau et l'assainissement en Afrique présente un plan stratégique pour relever les défis de la sécurité de l'eau et de l'assainissement sur le continent. Elle souligne la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, d'un meilleur accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, et de mécanismes de financement durables. La feuille de route vise à renforcer la coopération entre les États membres africains et les partenaires internationaux pour atteindre ses objectifs.

La déclaration de Ngor de 2015 sur l'assainissement et l'hygiène est un engagement pris par les ministres africain.e.s responsables de l'eau et de l'assainissement. Elle reconnaît l'importance fondamentale de l'assainissement et de l'hygiène pour la santé, le développement social et la croissance économique. La déclaration fixe des objectifs ambitieux pour accélérer les progrès en vue d'améliorer la qualité des services d'assainissement et d'hygiène et l'accès à ces services, d'éliminer la défécation en plein air et de promouvoir les pratiques d'hygiène. Elle appelle à une augmentation des investissements, à des réformes politiques et à une collaboration multisectorielle afin de parvenir à un assainissement et à une hygiène durables pour tou.te.s les Africain.es.

La déclaration de Charm El-Cheikh de 2008 est un accord historique approuvé par les dirigeant.e.s africain.e.s qui souligne l'importance d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Les objectifs de la déclaration sont d'assurer une gestion durable de l'eau et des services d'assainissement, de promouvoir les pratiques d'hygiène et de

parvenir à un accès universel à l'eau potable et aux services d'assainissement, contribuant ainsi au développement global et au bien-être des communautés africaines. Ses engagements soulignent la nécessité d'une volonté politique, d'investissements accrus et de partenariats solides pour relever les défis de l'eau et de l'assainissement.

La déclaration d'eThekwini de 2008 sur l'assainissement et l'hygiène contient 11 engagements visant à améliorer les performances des secteurs de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique. La déclaration d'eThekwini a été approuvée par les chef.fe.s d'État africains lors de l'assemblée générale de l'UA à Charm El-Cheikh en 2008, et réaffirmée dans d'autres déclarations de dirigeant.e.s africain.e.s de premier plan, comme la déclaration de Libreville de 2008 sur la santé et l'environnement en Afrique.

1.3 LE RÔLE D'AMCOW DANS LE SUIVI DES PROGRÈS

En juillet 2008, lors de la 11^e session ordinaire du sommet des chef.fe.s d'État et des gouvernements de l'Union africaine à Charm El-Cheikh, l'Égypte a chargé l'AMCOW de suivre et de rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la déclaration d'eThekwini (et, par la suite, de la déclaration de Ngor). En collaboration avec les États membres de l'Union africaine (UA) et les secteurs concernés, l'AMCOW a formulé les indicateurs qui devaient être utilisés pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés. Au départ, les progrès ont été signalés manuellement par les pays à l'aide d'une feuille Excel. Au fil du temps, les indicateurs ont été intégrés dans le portail web du système de suivi et de rapport du secteur de l'eau et de l'assainissement (WASSMO). Les données saisies dans le système WASSMO sont analysées, validées, rapportées et mises à la disposition des États membres pour leur permettre de prendre des décisions fondées sur des données concrètes.





2

SUIVI ET REPORTING SUR LE ENGAGEMENTS NGOR

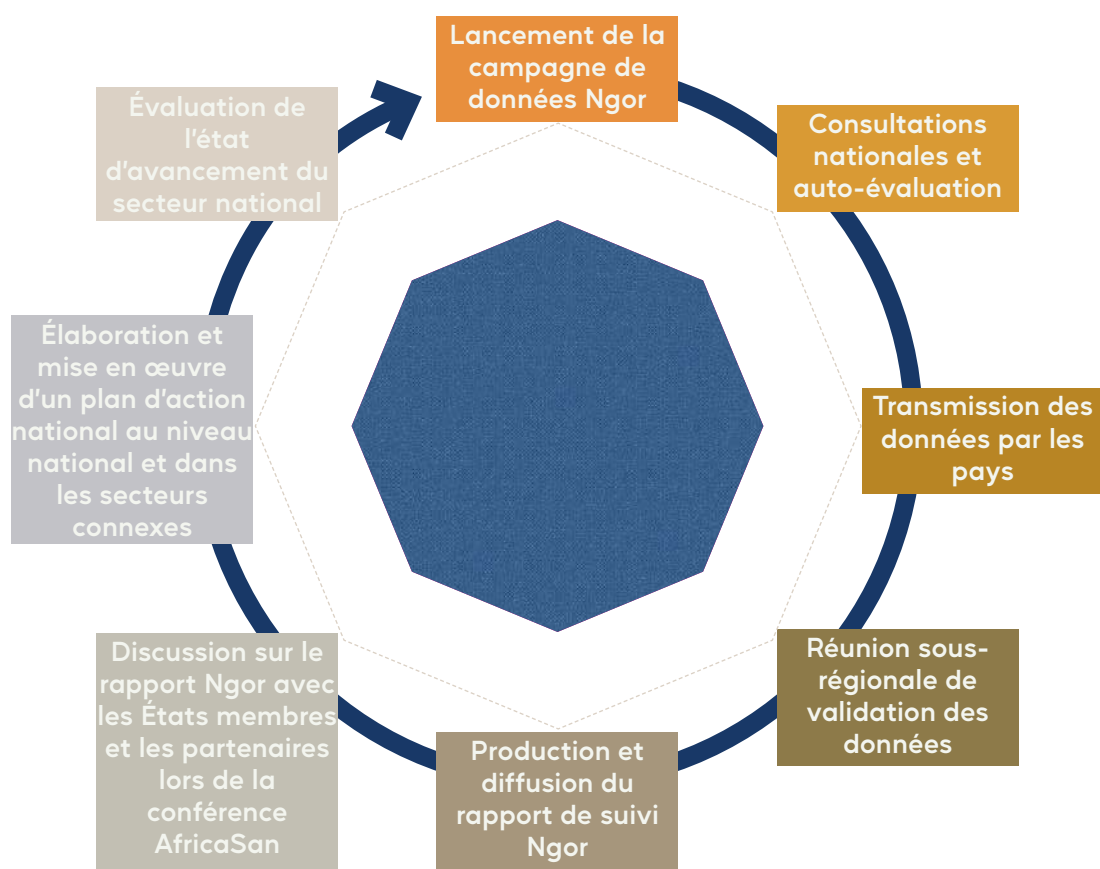
2.1 PROCESSUS DE SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DE LA DÉCLARATION D'AFRICASAN NGOR

La vision de la déclaration AfricaSan Ngor est de parvenir à un accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables et d'éliminer la défécation en plein air d'ici à 2030. Cette vision est fortement alignée sur les ODD, en particulier l'ODD 6.2.

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements de la déclaration de Ngor font l'objet d'un suivi régulier et un rapport correspondant est produit tous les deux ans : le rapport de suivi d'AfricaSan Ngor. À ce jour, deux rapports sur le cycle de suivi et de rapport de Ngor ont été réalisés, en 2019 et 2021. Le présent document est la troisième édition du rapport Ngor. L'objectif général est de documenter les progrès réalisés par les États membres dans la réalisation des engagements de Ngor. En outre, le rapport sert de source de connaissances et ses recommandations peuvent être appliquées pour informer les discussions continentales et définir l'orientation politique appropriée.

Le suivi et l'établissement de rapports sur la déclaration de Ngor comportent plusieurs éléments. Le renforcement des capacités, la collecte de données, l'analyse, l'établissement de rapports et la diffusion sont les éléments clés de ce processus. Le processus, tel qu'illustré ci-dessous dans la figure 1, constitue un outil d'aide à la décision pour une politique et un plaidoyer fondés sur des données probantes.

Figure 1: Cycle de suivi et de reporting de Ngor



2.2 LES INDICATEURS PERMETTANT LE SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DES ENGAGEMENTS DE NGOR

Au total, 49 indicateurs ont été retenus pour suivre la réalisation progressive des engagements de Ngor. Les indicateurs sont soit des indicateurs de vision, soit des indicateurs d'engagement, tous deux décrits dans le tableau 3. Les indicateurs d'engagement se répartissent en deux niveaux : les indicateurs du stade 1 et les indicateurs du stade 2.

- Les indicateurs d'engagement du **stade 1** permettent de recenser les environnements propices afin de s'assurer que les structures fondamentales nécessaires à la réalisation des objectifs sont mises en place. Ils mesurent la présence et/ou l'absence d'un aspect particulier de l'environnement favorable. Par exemple, le pays a-t-il mis en place une stratégie pour répondre aux besoins des communautés marginalisées en matière d'assainissement ?
- Les indicateurs d'engagement du **stade 2** permettent de mesurer si les objectifs établis par un pays au cours du stade 1 sont en passe d'être atteints avec succès. Par exemple, les besoins des communautés marginalisées en matière d'assainissement et les objectifs stratégiques associés sont-ils satisfaits ? En général, un pays ne passe aux indicateurs du stade 2 que lorsque les indicateurs du stade 1 correspondants ont atteint le statut vert [voir section 2.5 Méthodologie pour plus d'informations sur le code couleur]. Il est également possible qu'un pays passe au stade 2 lorsque les indicateurs du stade 1 sont au moins au jaune.

Tableau 3 : Niveaux et stades des indicateurs de suivi des engagements de Ngor

Type d'indicateurs	Niveaux
Indicateurs de vision: les indicateurs de vision sont basés sur les résultats et se réfèrent aux données du WASSMO et au suivi des ODD.	
Indicateurs d'engagement: les indicateurs d'engagement assurent le suivi de l'environnement favorable (stade 1) et des objectifs nationaux (stade 2) afin d'appréhender les différents niveaux de progrès dans les États membres africains.	* Indicateurs de stade 1 - environnement favorable. Ils permettent d'évaluer les progrès réalisés en examinant l'existence de structures fondamentales dans le pays.
	* Indicateurs de stade 2 - indicateurs nationaux. Ils suivent la réalisation des objectifs nationaux publiés. Ils sont donc spécifiques aux États membres.

2.3 A PROPOS DU RAPPORT DE SUIVI D'AFRICASAN NGOR 2023

Ce rapport représente la troisième édition du cycle de suivi et de reporting AfricaSan Ngor. Il s'agit d'une analyse complète qui évalue les progrès de 40 États membres de l'UA par rapport à des objectifs spécifiques décrits dans les engagements d'AfricaSan Ngor, à l'aide de données volontairement fournies par ces pays. La méthodologie suit une approche comparative, en confrontant les données de 2021 et 2023, afin de déterminer la performance par rapport aux objectifs fixés au fil du temps.

Le rapport est organisé en cinq sections comme suit :

- **La section 1** présente le sujet.
- **La section 2** couvre les processus de suivi de l'engagement de Ngor.
- **La section 3** présente l'analyse et les tendances qui se dégagent des informations recueillies auprès des 40 États membres.
- **La section 4** propose des conclusions et des recommandations.
- **La section 5** contient des annexes, comprenant des notes techniques et des informations supplémentaires.

2.4 PRÉPARATION DU RAPPORT DE MISE EN OEUVRE DES ENGAGEMENTS NGOR 2023

Avant d'entamer la phase de collecte des données et de rédaction du présent rapport, quatre ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés pour guider les points focaux nationaux relatifs à l'assainissement à travers les procédures et les protocoles de collecte des données. La formation a présenté les processus de collecte de données de manière à établir une cohérence dans la collecte et à améliorer la fiabilité des informations recueillies et soumises par les États membres. Ce faisant, les ateliers ont permis de minimiser les erreurs et de réduire la nécessité

d'un vaste nettoyage et d'une validation des données. En outre, les points focaux nationaux étaient mieux équipés pour coordonner leurs équipes nationales respectives afin de soumettre de manière appropriée les données Ngor requises par le biais du système WASSMO. Les ateliers se sont déroulés comme suit :

Tableau 4 : Ateliers de formation organisés avant la collecte de données à Ngor

Région	Date	Lieu
Afrique australe	4-6 Mai 2022	Gaborone, Botswana
Afrique de l'Ouest et Centrale	10-12 Mai 2022	Cotonou, Bénin
Afrique du Nord et de l'Est	14-17 Mai 2022	Le Caire, Égypte
Formation de rattrapage	20-22 Juin 2022	Addis-Abeba, Éthiopie

Plus de 100 points focaux nationaux de 50 États membres ont participé aux ateliers, à l'exception du Cap-Vert, de l'île Maurice, de l'Algérie, du Maroc et de la République arabe sahraouie démocratique. Après la formation, la campagne de collecte de données 2023 a été lancée par AMCOW de mai au 20 septembre 2022. Un contrôle de qualité a été effectué pour nettoyer les données reçues et supprimer toute information inutilisable. Le processus de contrôle de la qualité a été mené par AMCOW en collaboration avec les différents États membres afin de s'assurer de l'état des données reçues sans altération. L'analyse des données a ensuite commencé.

Au total, 40 États membres de l'UA des régions du nord, du sud, de l'ouest, du centre et de l'est de l'Afrique ont participé au cycle 2022 de la campagne de données de Ngor. Ces pays étaient l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée équatoriale, Eswatini, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Figure 2: Participation des États membres au cycle de suivi et de reporting AfricaSan Ngor 2023.



2.5 MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du rapport AfricaSan Ngor 2023 a été conçue pour évaluer les progrès réalisés aux niveaux national et infranational en fonction d'indicateurs spécifiques et attribuer des codes couleur pour représenter leurs performances. Le statut de chaque État membre est présenté à l'aide de couleurs de feux tricolores (rouge, jaune et vert)⁵. Cela permet une identification efficace du statut au niveau national et des comparaisons au niveau continental, afin de faciliter la prise de décision éclairée pour atteindre l'excellence en terme de performance. Cette méthodologie a été appliquée avec succès dans divers domaines, dont les suivants :

1. Le rapport annuel 2022 de la Commission de l'Union africaine sur la mise en œuvre de la déclaration de l'Assemblée de juillet 2008 sur les engagements de Charm El-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique.
2. Le rapport 2021 d'AfricaSan Ngor (AMCOW, 2021)⁶;
3. La mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique en 2018 (PNUE & AMCOW, 2018)⁷;
4. La métaphorisation des termes avec des composantes de couleur dans le discours financier et économique (Apresyan, 2020)⁸.

Le système de code couleur se décline en trois catégories :

1. Score vert : un score de 70 % ou plus sur l'indicateur est spécifié en vert. Cela indique un niveau élevé de performance, une mise en œuvre efficace des politiques et des conditions propices à l'avancement des pratiques d'assainissement et d'hygiène.
2. Score jaune : un score compris entre 40% et 69% pour l'indicateur est spécifié en jaune. Cela implique un niveau de performance modéré et un environnement intermédiaire propice à la mise en œuvre des politiques. Un score jaune signifie que des progrès ont été réalisés, mais que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour optimiser les environnements favorables et améliorer les résultats en matière d'assainissement et d'hygiène.
3. Score rouge : un score inférieur à 40 % pour l'indicateur est spécifié en rouge. Cela représente un faible niveau de performance et des environnements défavorables à la mise en œuvre des politiques. Les scores rouges nécessitent des interventions substantielles pour atteindre l'indicateur correspondant.

⁵ Manuel révisé des indicateurs d'engagement de Ngor, deuxième édition, 2020

⁶ Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW) (2021), *Tracking progress on the Ngor Engagements: is Africa on Track to end open defecation and attain universal access to decent and basic hygiene?*

⁷ Rapport de situation 2018 sur la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique

⁸ *Metaphorization of terms with colour component in financial and economic discourse* (Apresyan, 2020)



3

■ PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES SUR LES OBJECTIFS DES ENGAGEMENTS DE NGOR

3.1 À PROPOS DE CETTE SECTION

Cette section présente un aperçu détaillé des progrès réalisés en ce qui concerne les 10 engagements de Ngor et les indicateurs associés, sur la base des données communiquées par les États membres. Le tableau complet des indicateurs est présenté en annexe.

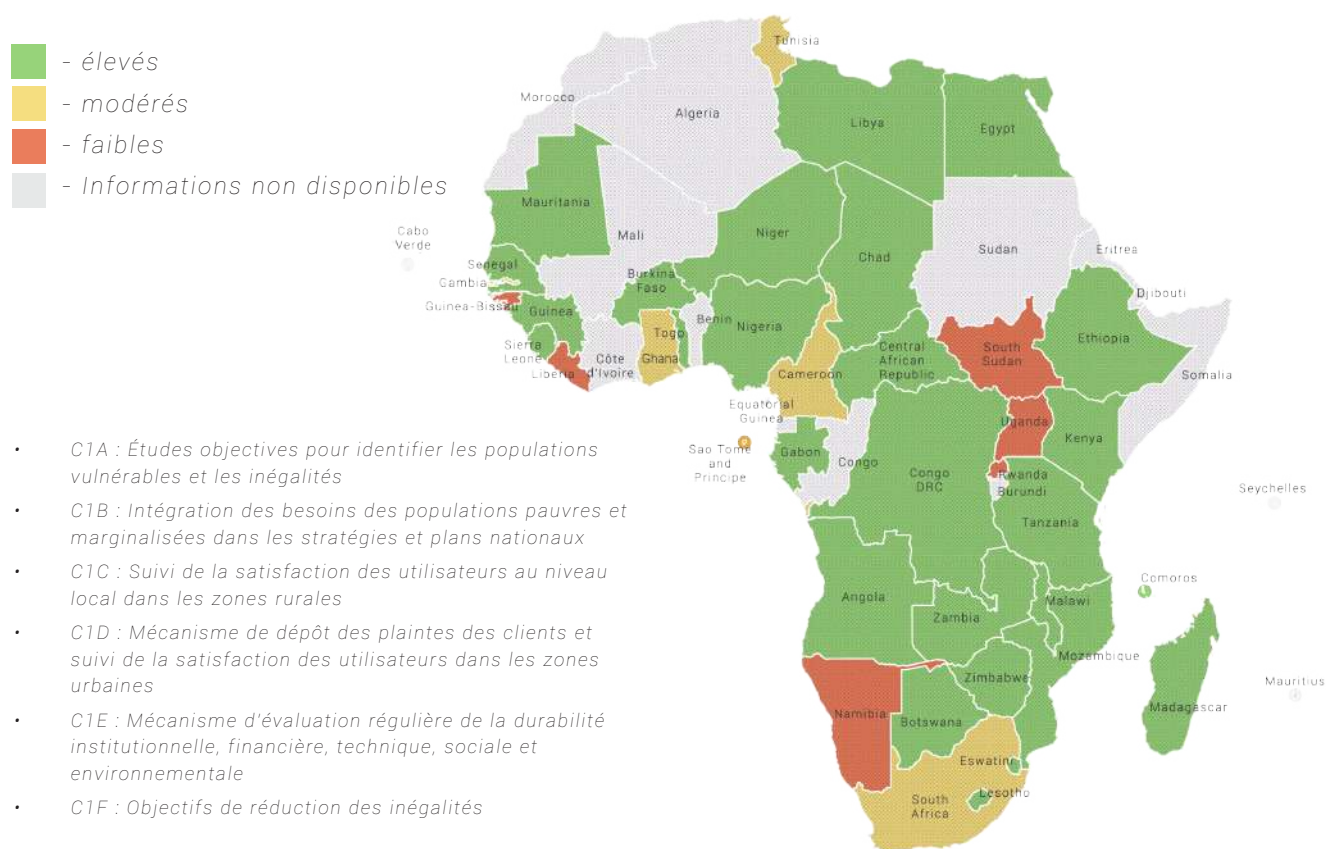
3.2 ENGAGEMENT 1

Se concentrer sur les plus pauvres, les plus marginalisés et les moins bien desservis afin d'éliminer progressivement les inégalités en termes d'accès et d'utilisation ainsi que sur la mise en œuvre de stratégies nationales et locales mettant l'accent sur l'équité et la durabilité.

On ne saurait trop insister sur l'importance de l'élimination des inégalités dans l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène. Les inégalités dans l'accès aux infrastructures sanitaires et d'hygiène affectent de manière disproportionnée les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes ayant des besoins particuliers. En donnant la priorité aux efforts visant à éliminer les disparités d'accès, on s'assure que personne n'est laissé pour compte et on améliore la réalisation des engagements de Ngor, des ODD et des objectifs connexes.

Le premier engagement évalue le degré de réduction des inégalités dans l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène par les États membres, notamment en ce qui concerne les populations pauvres et les groupes marginalisés. Il souligne également l'importance d'assurer la durabilité de l'accès et de l'utilisation des infrastructures sanitaires pour les groupes marginalisés. Les performances globales des États membres, les messages clés, les résultats des indicateurs et la synthèse sont présentés comme suit

Figure 3: Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 1



3.2.1. MESSAGES CLÉS

Les messages clés qui ressortent des données sont les suivants :

- 16 États membres sur 31 ont réalisé des évaluations des inégalités nationales en termes d'accès à l'assainissement et à l'hygiène dans les zones rurales et urbaines. Ces évaluations ont été officiellement reconnues par leurs gouvernements respectifs comme une première étape dans la lutte contre ces inégalités.
- 11 États membres sur 31 ont procédé à des évaluations régulières des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et environnementaux pour la durabilité des services d'assainissement aux niveaux national et infranational.
- Les Comores et la République centrafricaine n'avaient pas effectué d'évaluation nationale des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et environnementaux en 2021. Cependant, en 2023, ils ont indiqué qu'ils avaient depuis mené ces évaluations, ce qui signifie l'établissement de facteurs de durabilité pour les infrastructures d'assainissement et d'hygiène.
- L'indicateur concernant le cadre pour la mise en œuvre d'évaluations régulières des facteurs de durabilité des services d'assainissement n'était pas accessible pour 16 États membres.

- v. Il existe des carences dans la disponibilité des données sur les inégalités en matière d'assainissement et d'hygiène dans l'accès et l'utilisation, ainsi que dans les évaluations des facteurs de durabilité des services d'assainissement dans les États membres africains. Il est donc difficile de suivre les progrès réalisés et d'identifier les domaines dans lesquels des actions supplémentaires sont nécessaires.

3.2.2. PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 1

Les progrès réalisés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 1 ont été évalués en examinant les résultats obtenus par chaque pays pour les indicateurs C1A et C2A.

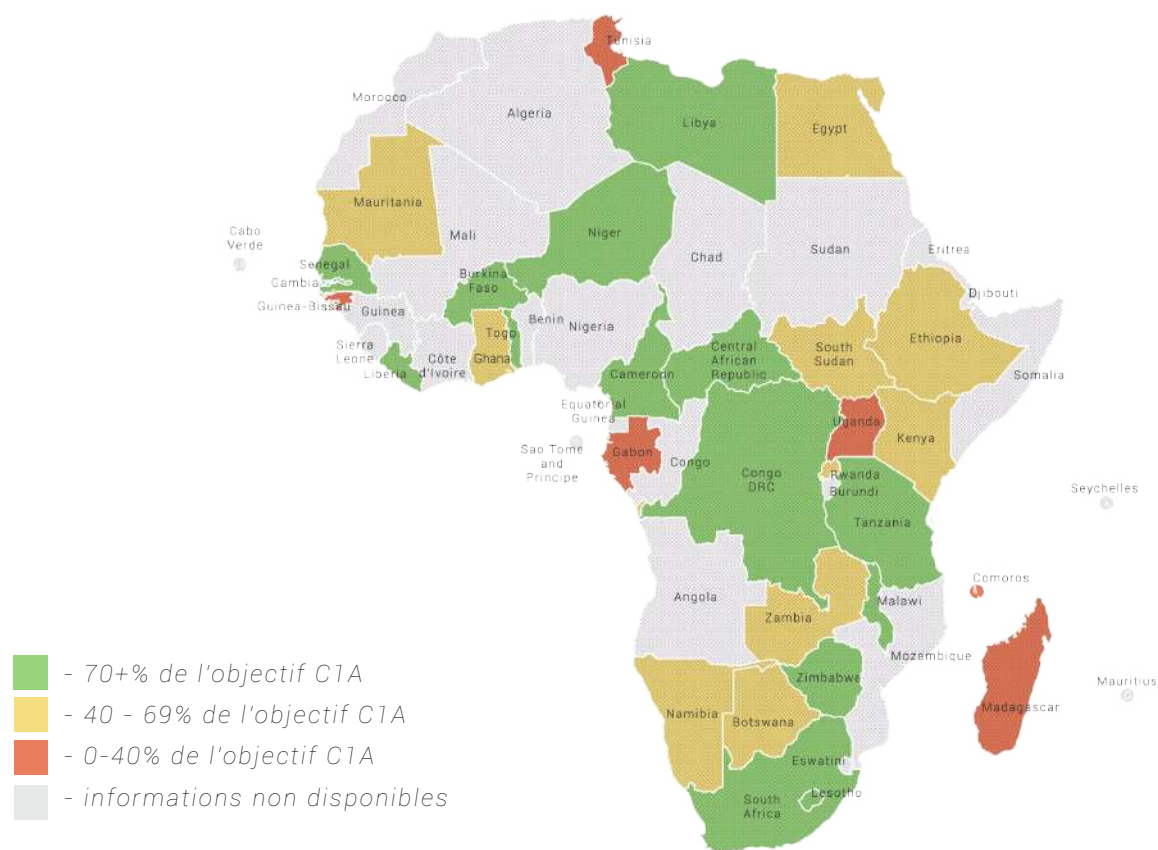
» 3.2.2.1 INDICATEUR C1A

L'indicateur C1A est le suivant «Une étude/évaluation objective et représentative au niveau national a-t-elle été réalisée auprès des populations les plus pauvres et les plus vulnérables afin d'identifier les inégalités en matière d'accès à l'assainissement et à l'hygiène et d'utilisation de ces services, et le gouvernement a-t-il reconnu ces inégalités ?

Tableau 5 : Progrès réalisés dans l'évaluation nationale sur les inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène reconnues par le gouvernement

C1A : Y a-t-il eu une étude/évaluation objective, représentative au niveau national, de la population la plus pauvre et la plus vulnérable pour identifier les inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène reconnues par le gouvernement	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C1A	États membres
Élevés 70-100%	
Une évaluation des inégalités en matière d'assainissement et d'hygiène en termes d'accès et d'utilisation a été réalisée. L'étude a été approuvée par le gouvernement. L'étude a été réalisée au cours des 3 dernières années. Elle est considérée par le gouvernement comme une étude complète et représentative à l'échelle nationale. L'évaluation porte spécifiquement sur l'assainissement et l'hygiène.	Afrique du Sud, Burkina Faso, Niger, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zimbabwe, République démocratique du Congo, Érythrée, Gambie, Lesotho, Libye, République centrafricaine, Libéria, Malawi
Modérés 40-69%	
Une évaluation des inégalités en matière d'assainissement et d'hygiène a été réalisée en ce qui concerne l'accès et l'utilisation. L'étude a été approuvée par le gouvernement. L'étude a été réalisée au cours des 3 dernières années. L'étude n'est pas représentative de toutes les régions ou populations du pays ou ne couvre pas spécifiquement l'assainissement et l'hygiène (HWWS).	Botswana, Égypte, Ghana, Kenya, Mauritanie, Namibie, Sud-Soudan, Zambie, Éthiopie

Faible 0-40%	
Il n'y a pas eu d'évaluation nationale des inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène qui ait été approuvée par le gouvernement au cours des trois dernières années	Comores, Gabon, Madagascar, Tunisie, Ouganda, Guinée Bissau
Informations non accessibles	
	Algérie, Bénin, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Malawi, Mali, Somalie, Guinée équatoriale, Sierra Leone, Seychelles, Maurice, Tchad, Tunisie



Les principales observations sont les suivantes :

- Le Burkina Faso, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Togo, le Zimbabwe, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Gambie, le Lesotho et la Libye ont réalisé des évaluations nationales approuvées des inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène au cours des trois dernières années. Ces évaluations sont considérées comme complètes et représentatives, couvrant spécifiquement les aspects liés à l'assainissement et à l'hygiène.
- Les Comores, le Gabon, la Guinée Bissau, Madagascar, la Tunisie et l'Ouganda ont signalé l'absence d'évaluation agréée au niveau national au cours des trois dernières années.
- Le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Mauritanie et la Namibie, qui ont signalé l'absence d'évaluation des inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène en 2021, n'ont pas non plus procédé à une évaluation en 2023.

» 3.2.2.2 INDICATEUR C1E

L'indicateur C1E pose la question suivante : «Existe-t-il un cadre d'évaluation régulière des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et/ou environnementaux de la durabilité des services d'assainissement ?»

Tableau 6 : Progrès réalisés dans l'élaboration d'un cadre pour des évaluations régulières des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et/ou environnementaux de la durabilité des services d'assainissement

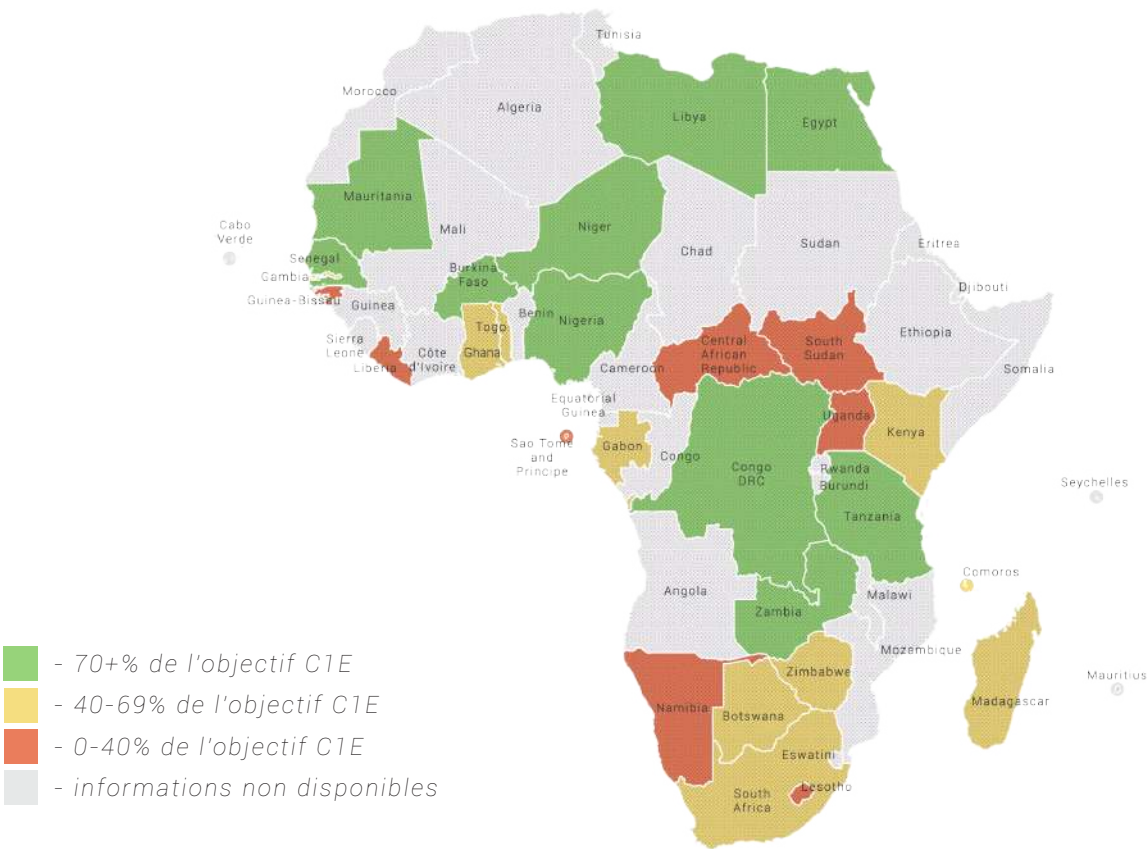
C1E : Existe-t-il un cadre d'évaluation régulière des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et/ou environnementaux de la durabilité des services d'assainissement ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C1E	États membres
Élevés 70-100%	
Des évaluations des facteurs de durabilité de l'assainissement ont été menées aux niveaux national et infranational au cours des trois dernières années.	Burkina Faso, République démocratique du Congo, Libye, Niger, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Mauritanie, Zambie, Mozambique, Égypte
Modérés 40-69%	
Certains objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène figurent dans les plans de mise en œuvre actuels de la vision nationale de développement, mais tous les aspects ne sont pas inclus. Les objectifs sont inclus mais ne sont pas alignés sur les ODD.	Afrique du Sud, Botswana, Gabon, Madagascar, Togo, Zimbabwe, Gambie, Ghana, Comores, Kenya
Faible 0-40%	
Il n'existe pas d'évaluation nationale des facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et/ou environnementaux définis au niveau national ayant un impact sur la durabilité des services d'assainissement.	Lesotho, Libéria, Namibie, Sao Tomé-et-Principe, Soudan du Sud, Ouganda, Guinée Bissau, République centrafricaine

Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Malawi, Mali, Somalie, Guinée équatoriale, Sierra Leone, Seychelles, Maurice, Tchad, Tunisie

Selon les données communiquées, 11 États membres - Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Libye, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Sénégal, Tanzanie et Zambie - ont bien progressé dans la conduite d'évaluations des facteurs de durabilité de l'assainissement aux niveaux national et infranational au cours des trois dernières années. Ces évaluations sont considérées comme complètes et couvrent tous les aspects de la durabilité des services d'as-sainissement, y compris les facteurs institutionnels, financiers, techniques, sociaux et environ-nementaux. Quatre États membres - le Botswana, le Gabon, Madagascar et l'Afrique du Sud - ont également mené des évaluations, mais elles ne sont pas aussi complètes ou ne couvrent pas tous les aspects de la durabilité des services d'assainissement.

Cependant, il y a encore une marge d'amélioration et de progrès dans la conduite d'évaluations des facteurs de durabilité de l'assainissement dans presque tous les États membres. La réalisa-tion d'évaluations est une étape essentielle pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces visant à améliorer la durabilité des services d'assainissement en Afrique.

Figure 5: Individual Member States' reported existence of a framework for regular evaluations of institutional, financial, technical, social and/or environmental factors for the sustainability of sanitation services (C1E)





3.2.3 SYNTHÈSE

- i. Généralement, le degré de sensibilisation aux évaluations des facteurs de durabilité de l'assainissement est élevé.
- ii. Toutefois, les niveaux de mise en œuvre sont inégaux sur le continent, certains États membres progressant et d'autres étant moins avancés. AMCOW jouera un rôle clé dans l'amélioration de la mise en œuvre en facilitant l'apprentissage entre pairs parmi les États membres. Ainsi, les États membres ayant obtenu les meilleurs résultats pourront servir d'exemples à suivre et offrir une assistance en matière de renforcement des capacités et de mise en œuvre des meilleures pratiques.
- iii. Pour améliorer encore la mise en œuvre, AMCOW collaborera avec des partenaires tels que l'UNICEF et l'OMS. Cette collaboration comprendra l'élaboration d'un plan stratégique visant à améliorer la collecte de données et l'analyse des inégalités en termes d'accès et d'utilisation des services d'assainissement et d'hygiène, ainsi que l'évaluation des facteurs de durabilité des services d'assainissement.
- iv. L'AMCOW coordonnera également les efforts du Réseau africain des organisations de la société civile pour l'eau et l'assainissement (ANEW), des acteurs du secteur privé et des organisations internationales pour sensibiliser et plaider en faveur d'une augmentation des investissements et du soutien. En prenant ces mesures, l'AMCOW contribuera à garantir que tous les États membres africains disposent des données et des outils dont ils ont besoin pour améliorer les services d'assainissement et d'hygiène pour leur population.

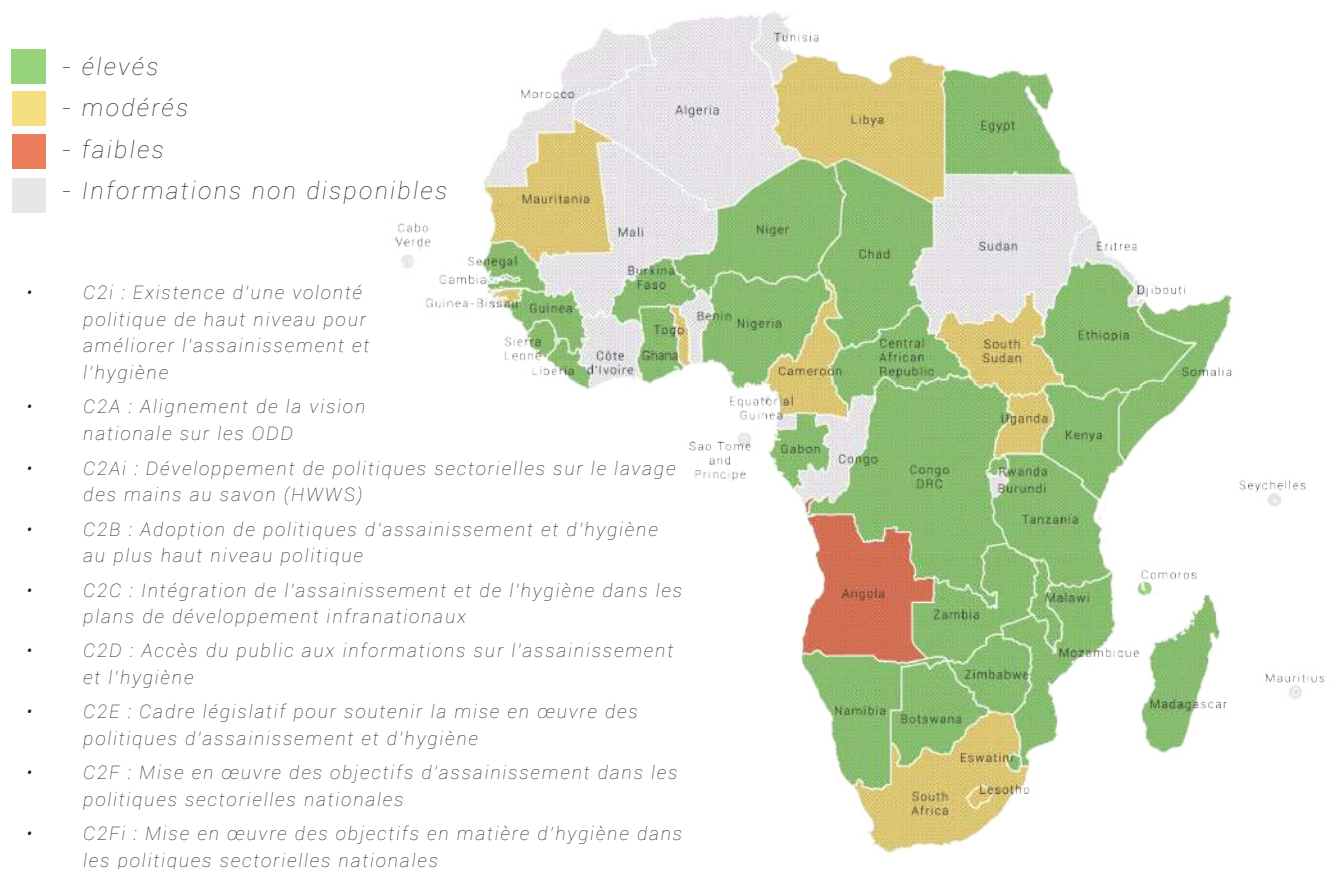
3.3 ENGAGEMENT 2

Mobiliser le soutien et les ressources au plus haut niveau politique en faveur de l'assainissement et de l'hygiène pour accorder une priorité disproportionnée à l'assainissement et à l'hygiène dans les plans de développement nationaux.

La mobilisation du soutien et des ressources au plus haut niveau politique est nécessaire pour rehausser le profil de l'assainissement et de l'hygiène dans la planification du développement national. Cela implique de sensibiliser à la valeur de l'assainissement et de l'hygiène, de préconiser une réforme des politiques et d'encourager les partenariats entre les parties prenantes concernées.

L'engagement 2 évalue la mesure dans laquelle les États membres ont mobilisé un soutien et des ressources de haut niveau en faveur de l'assainissement et de l'hygiène. Les progrès globaux des États membres sont illustrés dans la figure 6.

Figure 6 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 2



3.3.1 MESSAGES CLÉS

- À l'exception de la Guinée-Bissau, tous les États membres ayant présenté un rapport ont atteint un niveau de performance modéré à élevé, indiquant que l'assainissement et l'hygiène sont inclus dans les plans de développement nationaux et que des politiques pertinentes ont été élaborées.
- 23 États membres ont inclus l'assainissement et l'hygiène conformément aux ODD dans les plans de mise en œuvre actuels pour le développement national. Des politiques d'assainissement et d'hygiène ont été adoptées au plus haut niveau du gouvernement par 21 États membres.

3.3.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 2

» 3.3.2.1 INDICATEUR C2A

L'indicateur C2A se penche sur la question suivante : «Les plans actuels de mise en œuvre de la vision nationale du développement incluent-ils l'assainissement et l'hygiène et sont-ils alignés sur les ODD ?»

Tableau 7 : Progrès dans l'inclusion de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans de mise en œuvre au niveau du développement national.

C2A : Les plans actuels de mise en œuvre de la vision nationale de développement incluent-ils l'assainissement et l'hygiène et sont-ils alignés aux ODD ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C2A	États membres
Élevés 70-100%	
Les objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène sont inclus dans les plans actuels de mise en œuvre de la vision nationale de développement. Les objectifs sont alignés aux ODD	Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Libéria, Mauritanie, Mozambique, Madagascar, Namibie, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe, Comores.
Modérés 40-69%	
Certains objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène figurent dans les plans de mise en œuvre actuels de la vision nationale de développement, mais tous les aspects ne sont pas inclus. Les objectifs sont inclus mais ne sont pas alignés aux ODD..	Botswana, Lesotho, Libye, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Ouganda, Malawi
Faible 0-40%	
Il n'y a pas d'objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans les plans actuels de mise en œuvre de la vision nationale de développement.	Guinée Bissau
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Tchad, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone et Tunisie.

Le tableau 7 montre que la distribution des progrès dans l'inclusion des objectifs d'assainissement et d'hygiène dans les plans de mise en œuvre de la vision nationale de développement est inégale.

L'interprétation générale des résultats est la suivante :

- Le Burkina Faso, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Égypte, Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Libéria, la Mauritanie, le Mozambique, Madagascar, la Namibie, le Niger, le Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, la Zambie, les Comores et le Zimbabwe ont inclus des objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans leurs plans actuels de mise en œuvre de la

vision nationale de développement. Ils ont également progressé dans l'alignement de leurs plans aux Objectifs de développement durable.

- Le Botswana, le Lesotho, la Libye, l'Afrique du Sud, le Sud-Soudan et l'Ouganda ont fait des progrès modérés dans l'intégration de l'assainissement et de l'hygiène dans leurs plans de développement nationaux. Bien qu'ils aient atteint certains objectifs, ils peuvent encore améliorer la conformité de leurs plans aux ODD.
- En comparaison au rapport d'avancement 2021 de Ngor, les Comores ont démontré une performance renforcée sur les plans de mise en œuvre pour l'objectif C2A. En 2021, les Comores faisaient partie des États membres qui n'avaient pas d'objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans ses plans nationaux de développement. Cependant, en 2023, les Comores entrent dans la catégorie des États membres dont la plupart ou la totalité des objectifs des plans de mise en œuvre sont en bonne voie, ce qui indique des progrès significatifs.
- La Guinée-Bissau n'a pas d'objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans son plan de mise en œuvre actuel.
- Pour 15 États membres, les informations relatives à l'inclusion d'objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans les plans de mise en œuvre de la vision nationale de développement ne sont pas disponibles

» 3.3.2.2 INDICATEUR C2B

L'indicateur C2B évalue : «Les politiques d'assainissement et d'hygiène sont-elles adoptées au plus haut niveau politique ?

Tableau 8 : Progrès des États membres dans l'adoption de politiques d'assainissement et d'hygiène au plus haut niveau politique.

C2B : Les politiques d'assainissement et d'hygiène sont-elles adoptées au plus haut niveau politique ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C2B	États membres
Élevés 70-100%	
Les politiques d'assainissement et d'hygiène ont été élaborées par le(s) ministère(s) compétent(s). Les politiques ont été approuvées par la plus haute instance exécutive.	Botswana, Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie.
Modérés 40-69%	

Certains objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène figurent dans les plans de mise en œuvre actuels de la vision nationale de développement, mais tous les aspects ne sont pas inclus. Les objectifs sont inclus mais ne sont pas alignés aux ODD.	Comores, Gabon, Guinée Bissau, Libye, Madagascar, Afrique du Sud, Zimbabwe, Nigéria
Faible 0-40%	
Les objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène n'ont pas été définis.	N/A
Informations non disponibles	
	Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles et Tunisie.

Au total, 30 États membres ont fourni des informations sur cet indicateur, montrant des niveaux variables de progrès dans l'adoption de politiques d'assainissement et d'hygiène au plus haut niveau politique. L'interprétation générale des résultats est la suivante :

- 21 États membres disposent de politiques d'assainissement et d'hygiène élaborées par le(s) ministère(s) compétent(s) et approuvées par la plus haute instance exécutive. Ces pays sont les suivants : Botswana, Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie.
- Les Comores ont progressé dans l'inclusion d'objectifs en matière d'assainissement et d'hygiène dans les plans de développement nationaux, mais doivent encore inclure tous les aspects et s'aligner sur les Objectifs de développement durable (ODD).
- Depuis 2021, la Mauritanie est passée à des politiques d'assainissement et d'hygiène entièrement développées et approuvées au plus haut niveau.
- La Libye et l'Afrique du Sud sont toujours en cours d'élaboration de nouvelles politiques d'assainissement et d'hygiène, qui sont en attente d'une validation finale par les plus hauts responsables. Cela laisse présager des retards potentiels dans la mise en œuvre.
- Le Nigéria dispose de politiques d'assainissement et d'hygiène en milieu rural bien développées et approuvées par le ministère responsable et par la plus haute autorité, ce qui témoigne de l'existence de cadres politiques solides pour les zones rurales.

3.3.3 SYNTHÈSE

- i. La majorité des États membres ont élaboré des cadres réglementaires pour renforcer les services d'assainissement et d'hygiène. Les prochaines étapes consisteront à aligner leurs politiques sur les meilleures pratiques internationales telles qu'elles ressortent de leurs divers engagements mondiaux et continentaux.
- ii. En utilisant les lignes directrices de la politique africaine d'assainissement (ASPG), AMCOW - en collaboration avec divers acteurs du secteur - contribuera à ces efforts.
- iii. Le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires continueront à soutenir les États membres qui attendent que leurs politiques soient approuvées au plus haut niveau gouvernemental en fournissant un soutien technique ciblé dans le processus de validation des politiques. Il peut s'agir d'analyser le contenu des politiques et leur alignement sur les engagements continentaux, et de formuler des recommandations fondées sur des données probantes pour faciliter l'adoption finale.

3.3.4 ÉTUDE DE CAS: NIGERIA

CADRE POUR L'ÉVALUATION DE LA DURABILITÉ DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Cette étude de cas examine le cadre mis en place au Nigéria pour évaluer la durabilité des services d'assainissement, en mettant l'accent sur l'indicateur C2A. À cet égard, le pays a réalisé des progrès notables :

- WASH TrackFIN : le pays a institutionnalisé l'initiative WASH TrackFin, une méthodologie créée par l'OMS qui permet de suivre le financement du secteur WASH de manière cohérente dans tous les pays. Cette initiative produit des rapports complets qui mettent en évidence les dépenses totales du secteur WASH et les contributions provenant de diverses sources.
- Approbation du Conseil national : Le Conseil national des ressources en eau a approuvé la production de rapports sur les comptes WASH, tant au niveau national qu'au niveau des états, avec le soutien technique du gouvernement fédéral.
- Plaidoyer pour un financement accru : Le premier rapport sur les comptes WASH a donné lieu à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de plaidoyer pour le financement du secteur WASH, afin de solliciter une augmentation des fonds dans le secteur, en particulier auprès des gouvernements subrégionaux.

L'engagement du Nigéria à institutionnaliser l'initiative WASH TrackFin et ses efforts pour évaluer la durabilité des services d'assainissement témoignent d'une volonté d'améliorer la durabilité globale du secteur et de garantir le financement nécessaire.

3.4 ENGAGEMENT 3

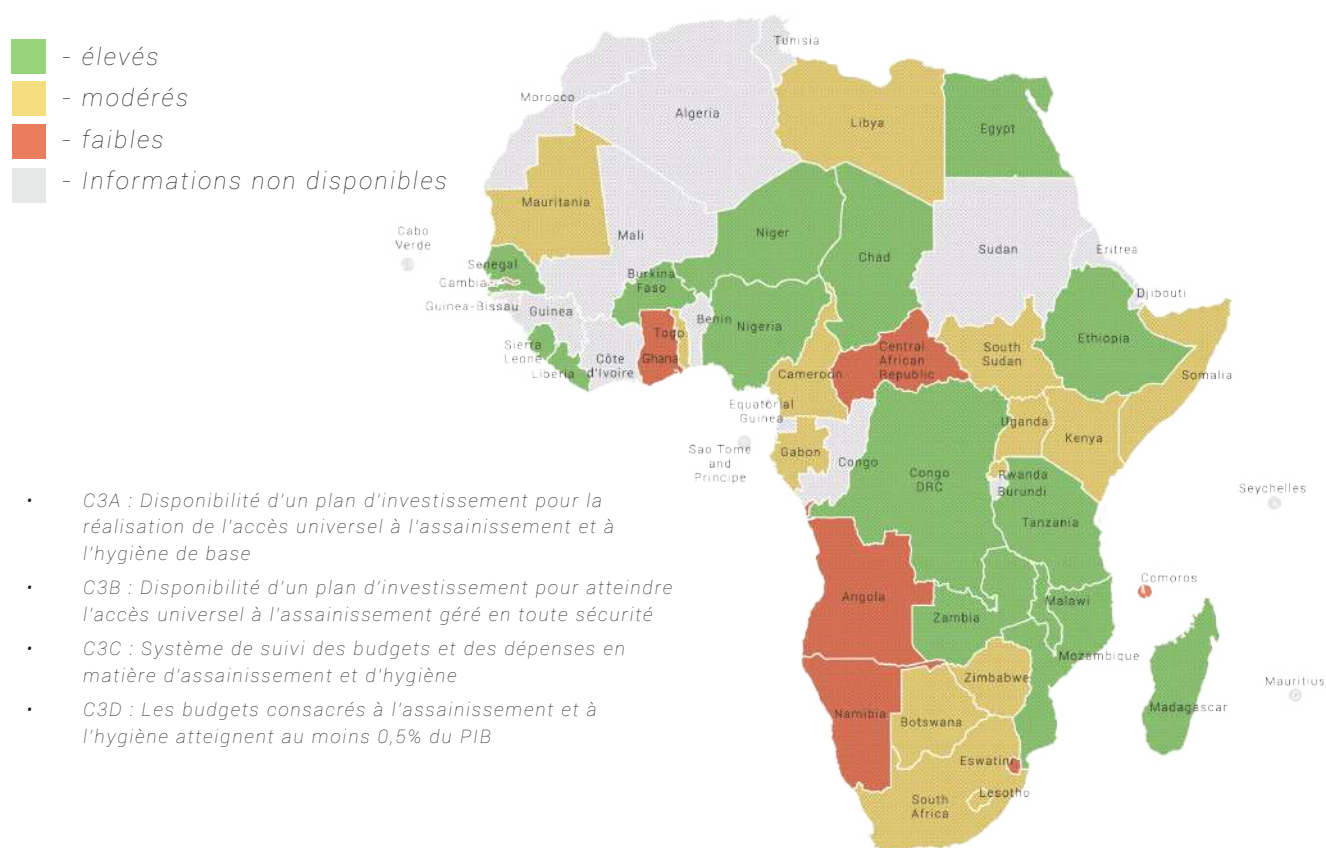
Établir et suivre des lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène qui augmentent régulièrement chaque année pour atteindre un minimum de 0,5 % du PIB.

Une allocation financière adéquate est essentielle pour la mise en œuvre d'initiatives et l'élargissement de l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les communautés mal desservies. L'engagement 3 souligne l'importance d'établir et de contrôler les lignes budgétaires consacrées à l'assainissement et à l'hygiène, afin d'atteindre une allocation minimale de 0,5 % du PIB.

L'analyse examine les progrès réalisés par les États membres en ce qui concerne l'affectation des budgets publics et l'augmentation des allocations pour contribuer à la réalisation de l'accès universel. La poursuite de l'augmentation du financement sera cruciale pour aider les États membres à maintenir et à développer les services afin de répondre aux besoins du continent.

La figure 7 montre les progrès généraux des États membres par rapport à l'engagement 3.

Figure 7 : Progrès rapportés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 3



3.4.1 MESSAGES CLÉS

- Le financement, la planification et la budgétisation de l'assainissement et de l'hygiène sont inégaux dans les États membres africains.
- Seuls deux États membres ont un budget pour l'assainissement et l'hygiène qui a atteint au moins 0,5 % de leur PIB.
- Seuls huit États membres disposent d'un mécanisme de suivi des dépenses consacrées à l'assainissement et à l'hygiène dans l'ensemble du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, et ces dépenses sont consolidées chaque année.
- Les États membres sont encouragés à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'investissement nationaux pour l'assainissement et l'hygiène qui sont alignés sur les objectifs de l'ODD 6.2, en mettant particulièrement l'accent sur la fourniture d'un assainissement géré en toute sécurité.
- Une majorité d'États membres n'ont pas indiqué qu'ils allouaient des budgets spécifiques à l'assainissement et à l'hygiène en proportion de leur PIB.

3.4.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES SUR LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 3

» 3.4.2.1 INDICATEUR C3B

L'indicateur C3B pose la question suivante : « Existe-t-il un plan d'investissement national actuel pour l'assainissement et l'hygiène, qui aborde l'ODD 6.2 relatif à l'assainissement géré en toute sécurité ? »

Tableau 9 : Progrès dans l'existence d'un plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène qui répond à l'ODD 6.2

C3B : Existe-t-il un plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène, qui répond à l'ODD 6.2 pour un assainissement géré en toute sécurité ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C3B	États membres
Élevés 70-100%	
There is a current country investment plan for sanitation and hygiene. The investment required to meet country goals defined in SDG 6.2 for safely managed sanitation has been assessed and included.	Burkina Faso, DR Congo, Niger, Sao Tome & Principe, Senegal, Egypt, Liberia, Libya, Mozambique, Uganda, Zambia, Malawi
Moderate 40-69%	
There is a current country investment plan for sanitation and hygiene. The investment plan does not address country goals defined in SDG 6.2 for safely managed sanitation.	Botswana, Gabon, Kenya, Madagascar, Mauritania, South Africa, South Sudan, Zimbabwe, Togo, Nigeria, Tanzania

Faible 0-40%	
Il n'existe pas de plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène.	Comores, Gambie, Ghana, Lesotho, Namibie,
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libye, Malawi, Mali, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Tunisie.

Le tableau 9 montre les résultats des États membres pour l'indicateur C3B. L'interprétation générale des résultats est la suivante :

- 12 États membres (Burkina Faso, République démocratique du Congo, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Égypte, Libéria, Libye, Mozambique, Ouganda, Zambie) disposent d'un plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène. En outre, leurs plans d'investissement évaluent les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux définis pour l'ODD 6.2 en matière d'assainissement géré en toute sécurité et les incluent dans leurs plans.
- 11 États membres (Afrique du Sud, Botswana, Gabon, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Soudan du Sud, Zimbabwe, Togo) disposent d'un plan d'investissement national pour l'assainissement et l'hygiène. Cependant, leurs plans d'investissement ne répondent pas de manière adéquate aux objectifs nationaux définis pour l'ODD 6.2 en matière d'assainissement géré en toute sécurité.
- La République centrafricaine, la Gambie, le Lesotho et la Namibie n'ont pas de plan d'investissement national spécifique pour l'assainissement et l'hygiène.
- Aucune information n'est disponible pour 22 États membres

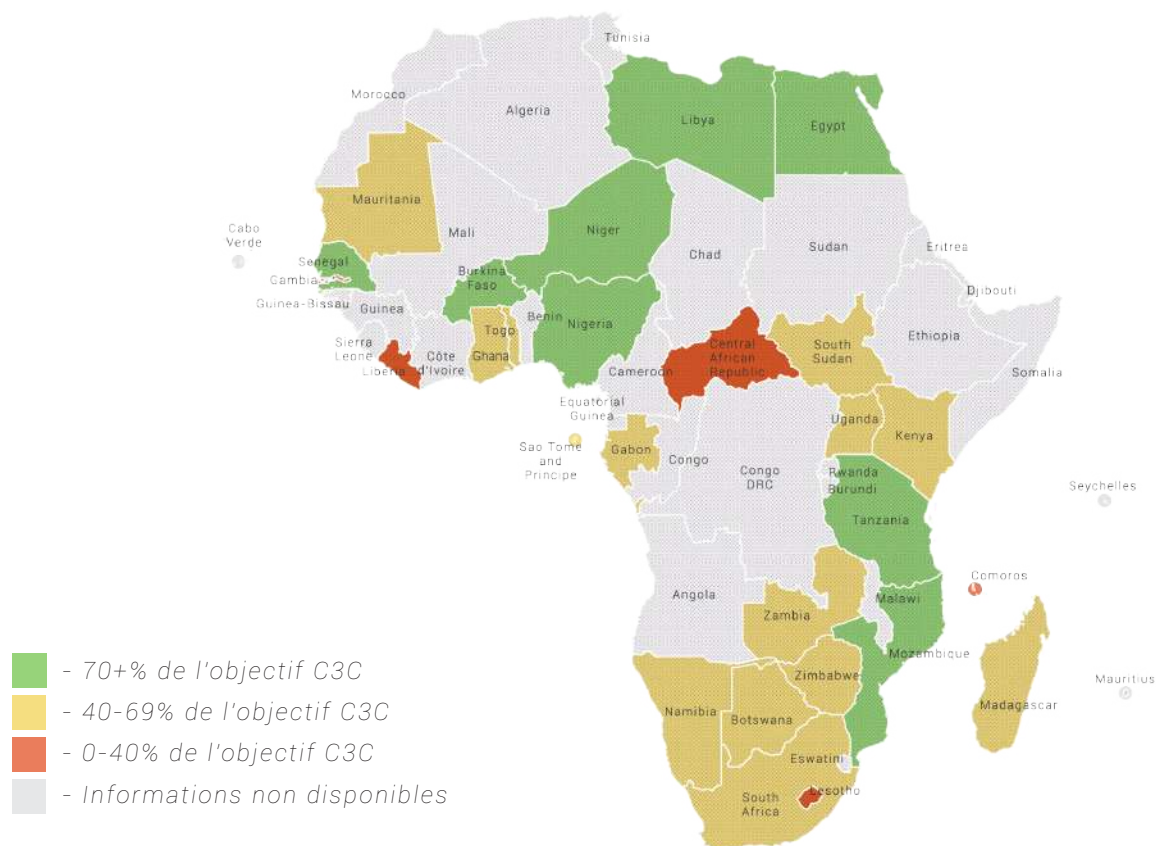
» 3.4.2.2 INDICATEUR C3C

L'indicateur C3C évalue : « Existe-t-il un moyen de suivre annuellement les budgets et les dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène au sein des organes gouvernementaux ? »

Tableau 10: Progrès dans le suivi des budgets et des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène

C3C : Existe-t-il un moyen de suivre annuellement les budgets et les dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène au sein des organes gouvernementaux?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C3C	États membres
Élevés 70-100%	
Il existe un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans l'ensemble du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, qui est consolidé chaque année.	Burkina Faso, Égypte, Libye, Mozambique, Niger, Nigéria, Sénégal, Tanzanie
Modérés 40-69%	
Il existe un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans certains organismes publics et des dépenses de certains acteurs du secteur, mais tous les budgets et toutes les dépenses ne peuvent être consolidés.	Afrique du Sud, Botswana, Gabon, Ghana, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Namibie, Sao Tomé-et-Principe, Soudan du Sud, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
Faible 0-40%	
Il n'existe pas de mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans les différents organes gouvernementaux concernés et dans le secteur..	République centrafricaine, Comores, Gambie, Lesotho, Libéria
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Guinée-Bissau, Mali, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Tunisie

Figure 8 : Mesure dans laquelle les États membres assurent le suivi annuel des budgets et des dépenses consacrés à l'assainissement et à l'hygiène par les différents organismes publics (C3C)



Le tableau 10 et la figure 8 montrent que le niveau de progrès réalisé par les États membres dans la mise en place de mécanismes de suivi annuel des budgets et des dépenses consacrés à l'assainissement et à l'hygiène au sein des organismes publics varie considérablement.

- Les résultats peuvent être interprétés en conséquence :
- 10 États membres (Burkina Faso, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Guinée, Niger, Nigéria, Sénégal et Tanzanie) disposent d'un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans l'ensemble du secteur de l'assainissement et de l'hygiène qui est consolidé annuellement.
- 14 États membres (Afrique du Sud, Botswana, Gabon, Ghana, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Namibie, Sao Tomé-et-Principe, Soudan du Sud, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe) disposent d'un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans les organismes publics et dans certains secteurs, mais tous les budgets et toutes les dépenses ne peuvent pas être consolidés.
- 5 États membres (République centrafricaine, Comores, Gambie, Lesotho, Libéria) ne disposent pas d'un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène dans les différents organes et secteurs gouvernementaux concernés.

» 3.4.2.3 INDICATEUR C3D

L'indicateur C3D est le suivant : «Le budget consacré à l'assainissement et à l'hygiène est-il en augmentation et atteint-il au moins 0,5 % du PIB ? »

Tableau 11 : Progression de l'allocation budgétaire des États membres pour l'assainissement et l'hygiène

C3D : Le budget consacré à l'assainissement et à l'hygiène est-il en augmentation et atteint-il au moins 0,5% du PIB ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C3C	États membres
Élevés 70-100%	
Le budget a atteint au moins 0,5 % du PIB.	Égypte, Sénégal
Modérés 40-69%	
Le budget augmente mais n'a pas encore atteint 0,5 % du PIB.	Libye, Nigéria, Tanzanie
Faible 0-40%	
Le budget n'augmente pas.	Burkina Faso, Mozambique, Niger
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, RD Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe, Namibie.

Le tableau 11 illustre les résultats des progrès réalisés par les États membres sur l'indicateur C3D.

L'analyse des données montre que :

- Les informations de 41 États membres ne sont pas disponibles en ce qui concerne cet indicateur.
- L'Égypte et le Sénégal ont un budget pour l'assainissement et l'hygiène qui a atteint au moins 0,5 % du PIB.
- La Libye, le Nigéria et la Tanzanie ont un budget pour l'assainissement et l'hygiène qui augmente mais n'a pas encore atteint 0,5% du PIB.
- Le Burkina Faso, le Mozambique et le Niger ne disposent pas d'un mécanisme de suivi des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène entre les différents organismes gouvernementaux concernés et le secteur.

3.4.3 SYNTHÈSE

- i. L'investissement dans l'assainissement et l'hygiène est essentiel pour réaliser l'ODD 6. Cependant, l'analyse des indicateurs montre qu'il y a un manque important de données disponibles sur les budgets consacrés à l'assainissement et à l'hygiène, les plans d'investissement et les budgets en proportion du PIB. Cela signifie qu'il est difficile d'évaluer de manière significative les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 6 et d'identifier les domaines dans lesquels un soutien est nécessaire.
- ii. Pour combler le manque de données disponibles, il est important de renforcer les systèmes et les mécanismes nationaux de collecte, d'analyse, de stockage et de partage des données financières. La coordination entre les différentes agences gouvernementales et les différents secteurs doit également être améliorée.
- iii. Outre l'amélioration de la disponibilité des données, il est également crucial de renforcer le profil et la valeur de l'assainissement et de l'hygiène dans les systèmes nationaux de planification et de développement économiques. Cela permettra de garantir que l'assainissement et l'hygiène reçoivent le financement et l'attention nécessaires.
- iv. Le secrétariat de l'AMCOW jouera un rôle central dans la résolution des problèmes liés au financement de l'assainissement et de l'hygiène. Cela impliquera l'élaboration d'un plan d'engagement efficace avec l'OMS dans le cadre de l'initiative TrackFin. Ce plan global comprendra la fourniture d'une assistance technique personnalisée et d'un soutien solide en matière de plaidoyer, facilitant ainsi un effort concerté pour relever ces défis cruciaux.

3.4.4 ÉTUDE DE CAS: ÉGYPTÉ

ALLOCATION BUDGÉTAIRE POUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Cette étude de cas explore l'engagement de l'Égypte en faveur de l'assainissement et de l'hygiène, en examinant plus particulièrement son allocation budgétaire et en cherchant à savoir si elle atteint l'objectif d'au moins 0,5 % du PIB.

L'Égypte reconnaît l'importance cruciale d'investir dans l'eau et l'assainissement pour le développement durable, notamment pour améliorer la santé, l'économie, l'environnement et la productivité. En 2016, la «Vision 2030 de l'Égypte» a été lancée, qui vise à réaliser la justice et le développement durable avec une économie compétitive et diversifiée à travers huit objectifs différents. Ceux-ci s'alignent sur les ODD et les objectifs de la déclaration de Ngor visant à améliorer les services d'assainissement en Afrique.

L'engagement ferme de l'Égypte à augmenter les allocations budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène est évident dans les initiatives suivantes :

- L'initiative Haya Karima : lancée en janvier 2019, cette initiative présidentielle vise à fournir des services complets, notamment en matière de santé, de soutien social et de conditions de vie, en mettant l'accent sur l'assainissement et l'hygiène.
- Investissement dans les zones rurales : l'initiative «Haya Karima», associée à une

allocation budgétaire substantielle pour un projet national de développement global, a conduit à une augmentation des investissements dans l'assainissement pour les zones rurales. La première phase de cette initiative cible les villages dont le taux de pauvreté dépasse 70 %, soit 1 413 villages répartis dans 52 districts. Cela a entraîné une augmentation des investissements sectoriels, dépassant l'objectif de 0,5 % du PIB.

L'approche proactive de l'Égypte en matière d'assainissement et d'hygiène, illustrée par l'initiative «Haya Karima» et l'augmentation des allocations budgétaires, témoigne d'un engagement fort en faveur de l'amélioration des services d'assainissement et de l'allocation des ressources nécessaires au développement durable.

3.5 ENGAGEMENT 4

Assurer un leadership et une coordination solides à tous les niveaux afin de mettre en place et de maintenir une gouvernance pour l'assainissement et l'hygiène dans tous les secteurs, en particulier l'eau, la santé, la nutrition, l'éducation, l'égalité des genres et l'environnement.

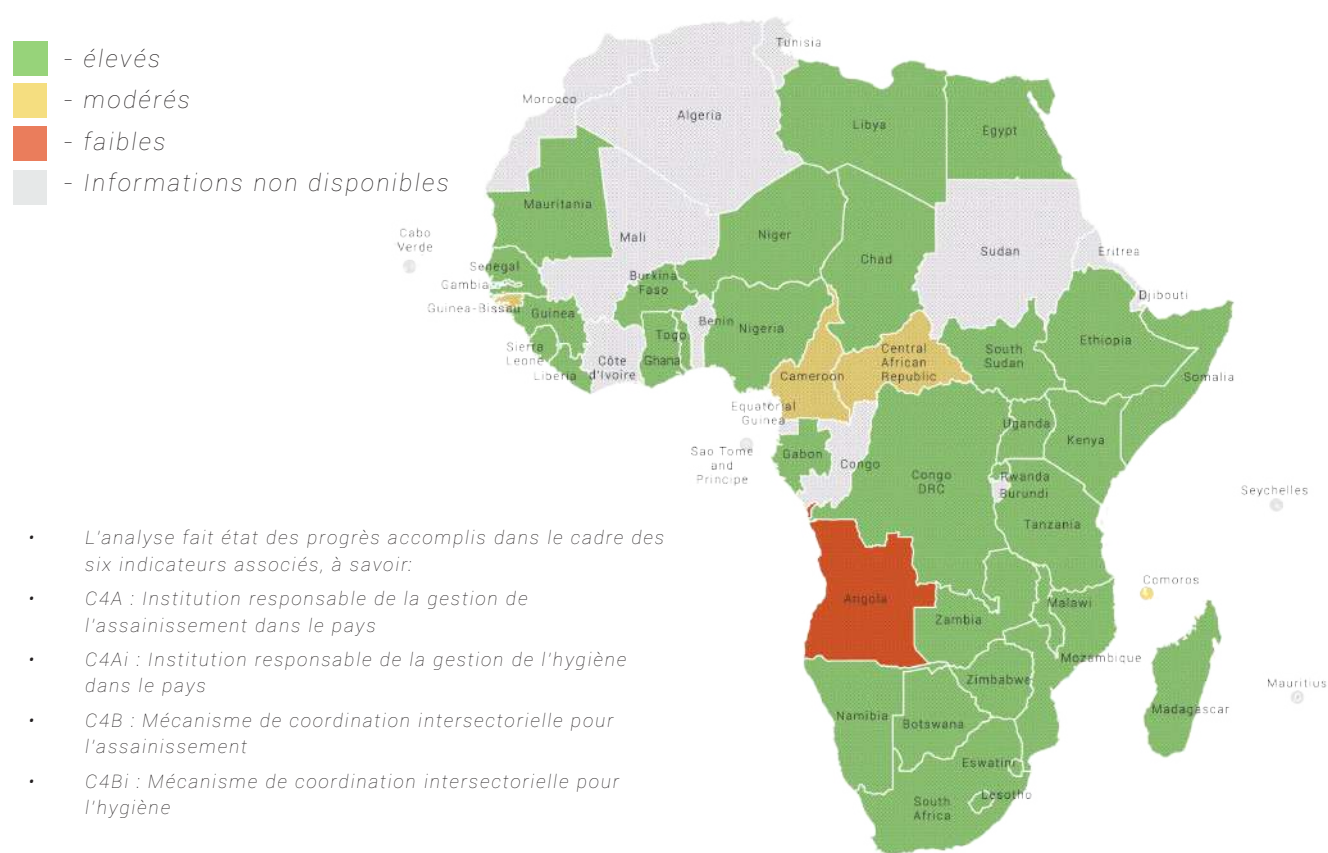
Pour assurer un leadership et une coordination solides, il est nécessaire d'établir des mécanismes et des cadres institutionnels clairs. Il s'agit notamment de désigner un organisme chef de file chargé de coordonner les activités en matière d'assainissement et d'hygiène, de créer des comités interministériels et de s'engager auprès des parties prenantes concernées par le biais de réunions et de consultations régulières. Ces mécanismes jouent un rôle essentiel en permettant une prise de décision efficace, une allocation effective des ressources, en minimisant la duplication des efforts et en contrôlant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés.

L'engagement 4 garantit un leadership et une coordination solides aux niveaux national et infra-national pour soutenir la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène.

Les progrès globalement réalisés par les États membres dans le cadre de cet engagement sont présentés dans la figure 9.



Figure 9 : Progrès rapportés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 4



3.5.1 MESSAGES CLÉS

- Davantage de données sont nécessaires concernant l'inclusion des différents secteurs dans les mécanismes de coordination de l'assainissement.
- Dans 21 États membres, la coordination couvre au moins cinq secteurs pertinents, ce qui prouve qu'une collaboration multisectorielle est possible dans un environnement favorable.
- 24 États membres ont désigné des responsables au niveau national et infranational.

3.5.2 PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 4

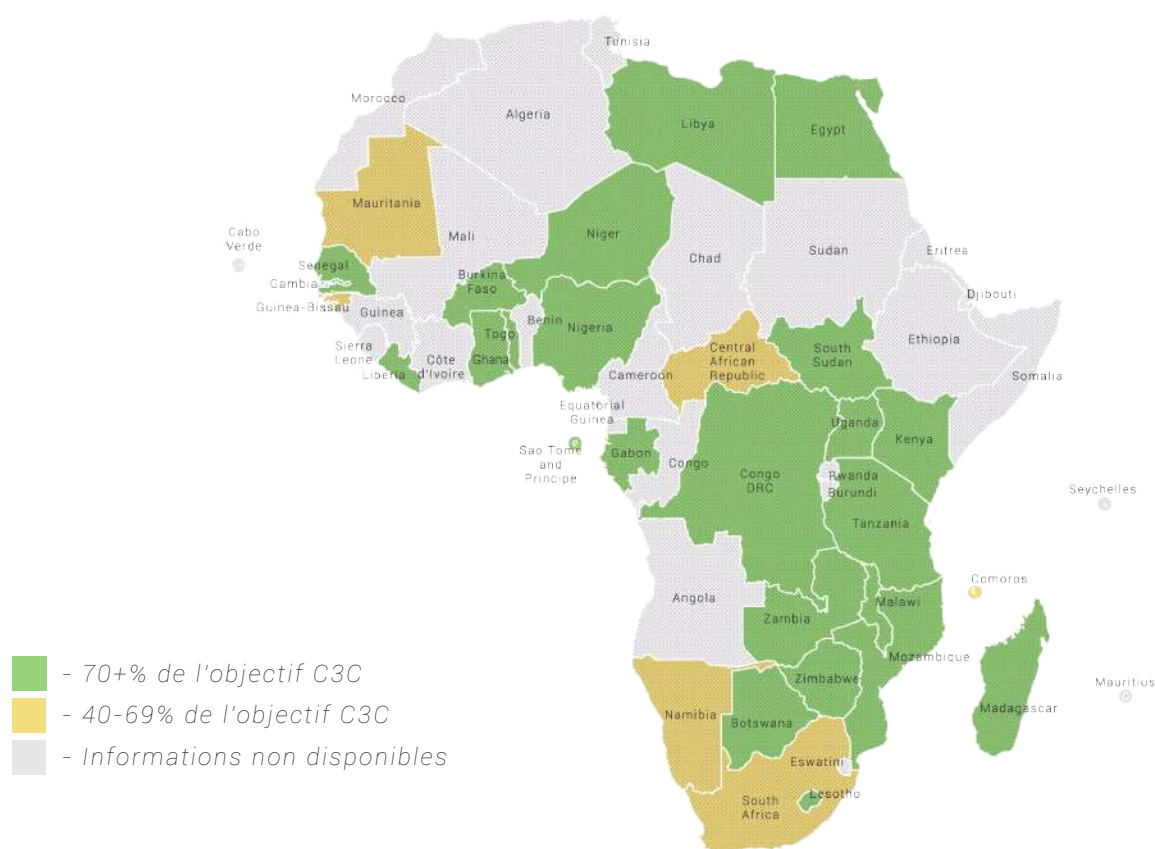
» 3.5.2.1 INDICATEUR C4A

L'indicateur C4A pose la question suivante : «Existe-t-il un organisme gouvernemental doté d'un mandat explicite pour diriger et coordonner les activités d'assainissement ?»

Tableau 12 : Progrès des États membres dans la mise en place d'un organisme gouvernemental chargé de diriger et de coordonner les activités d'assainissement

C4A : Existe-t-il un organisme gouvernemental doté d'un mandat explicite pour diriger et coordonner les activités d'assainissement ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C4A	États membres
Élevés 70-100%	
Il existe un responsable précis de la coordination des activités d'assainissement mandaté au niveau national. Il existe des responsables bien précis au niveau infranational.	Botswana, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Mozambique et Zimbabwe.
Modérés 40-69%	
Il existe un responsable précis de la coordination de l'assainissement au niveau national, mais pas au niveau infranational.	République centrafricaine, Comores, Guinée Bissau, Mauritanie, Namibie, Afrique du Sud
Faible 0-40%	
Il n'y a pas de responsable précis pour la coordination de l'assainissement au niveau national.	N/A
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Tunisie

Figure 10 : États membres ayant déclaré l'existence d'un organisme gouvernemental doté d'un mandat explicite pour diriger et coordonner les activités d'assainissement (C4A)



L'analyse du tableau 12 montre que les progrès sont inégaux dans la mise en place et la réforme des institutions à tous les niveaux pour la coordination des activités d'assainissement. 24 États membres ont un responsable clairement défini pour la coordination des activités d'assainissement au niveau national et infranational. 6 États membres ont un responsable clairement défini pour la coordination de l'assainissement au niveau national, mais aucune information n'est disponible quant à l'existence de responsables clairement définis au niveau infranational.

Certains États membres ont réalisé des progrès significatifs au cours des dernières années :

- Les Comores sont passées de l'absence de responsable clairement défini pour la coordination des activités d'assainissement au niveau national et infranational en 2021 à l'existence d'un responsable clairement défini au niveau national en 2023.
- En 2021, Sao Tomé-et-Principe n'avait pas de responsable clairement défini au niveau national ou infranational. Cependant, en 2023, le pays avait établi un responsable à ces deux niveaux.



» 3.5.2.2 INDICATEUR C4B

L'indicateur C4B est le suivant : «Les secteurs concernés sont-ils inclus dans le mécanisme de coordination de l'assainissement ? »

Tableau 13 : Progrès concernant l'inclusion des secteurs concernés dans le mécanisme de coordination de l'assainissement

C4B : Les secteurs concernés sont-ils inclus dans le mécanisme de coordination de l'assainissement ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C4B	États membres
Élevés 70-100%	
Le mécanisme de coordination des activités d'assainissement et d'hygiène comprend des représentants de tous les secteurs, y compris l'eau, la santé, la nutrition, l'éducation, le genre, l'environnement et l'hygiène (s'il s'agit d'un secteur différent de celui de l'assainissement). Le mécanisme de coordination fonctionne et est efficace.	Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, Gambie, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Sao Tomé-et-Principe.
Modérés 40-69%	
Le mécanisme de coordination des activités d'assainissement et d'hygiène comprend des représentants de 3 à 5 secteurs, dont l'eau, la santé, la nutrition, l'éducation, le genre, l'environnement et l'hygiène (s'il s'agit d'un secteur différent de celui de l'assainissement). Le mécanisme de coordination fonctionne et est efficace.	Comores, Gabon, Guinée Bissau, Afrique du Sud
Faible 0-40%	
Le mécanisme de coordination des activités d'assainissement et d'hygiène comprend des représentants de 0 à 2 secteurs, dont l'eau, la santé, la nutrition, l'éducation, le genre, l'environnement et l'hygiène (s'il s'agit d'un secteur différent de celui de l'assainissement). Le mécanisme de coordination fonctionne et est efficace.	Botswana, Lesotho, Libye, Mauritanie
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Tunisie

- ii. Le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires joueront un rôle clé en fournissant une assistance technique et une formation sur mesure aux États membres. L'assistance offrira les outils et les connaissances nécessaires pour établir et réformer les institutions de coordination des activités d'assainissement à tous les niveaux du gouvernement, et pour renforcer leurs mécanismes de coordination de l'assainissement. L'assistance pourrait être fournie par le biais de cours en ligne, d'ateliers en personne ou d'une combinaison des deux.
- iii. En outre, le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires aideront les États membres à collecter et à analyser des données sur l'inclusion de secteurs connexes pertinents dans leurs mécanismes de coordination de l'assainissement. Ces données seront utilisées pour identifier les domaines dans lesquels des progrès supplémentaires sont nécessaires et pour suivre les progrès au fil du temps.
- iv. Pour accroître les investissements dans l'assainissement et l'hygiène, le secrétariat d'AMCOW collaborera avec des partenaires pour plaider en faveur d'une augmentation des investissements aux niveaux national, régional et continental. Cet investissement est essentiel pour établir et réformer les institutions chargées de coordonner les activités d'assainissement et pour renforcer les mécanismes de coordination de l'assainissement.
- v. Enfin, le secrétariat d'AMCOW coordonnera les efforts visant à faciliter le partage des connaissances et l'apprentissage entre les États membres sur les meilleures pratiques en matière de coordination des activités d'assainissement. Cela peut se faire par le biais d'ateliers, de conférences et d'autres événements de mise en réseau.

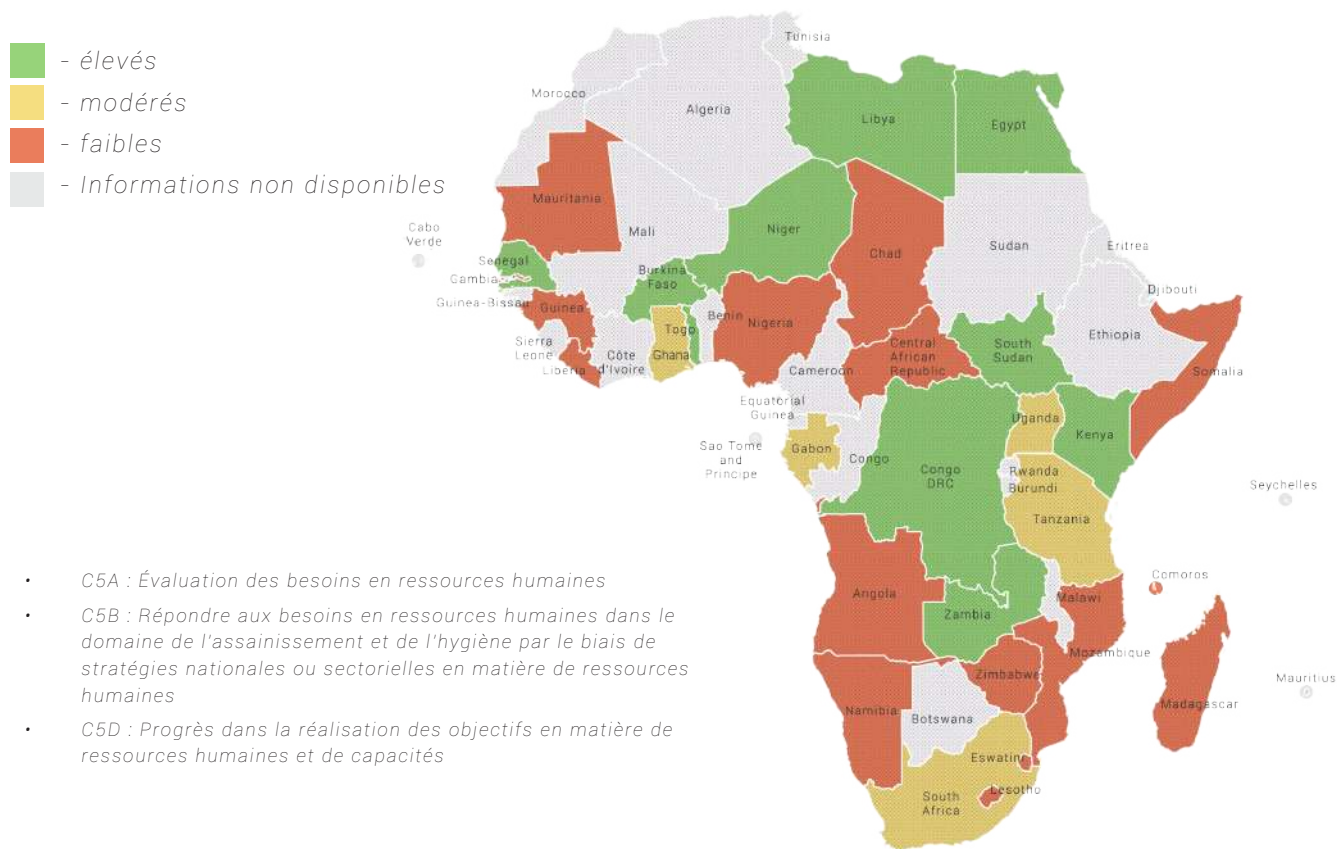
3.6 ENGAGEMENT 5

Élaborer et financer des stratégies visant à combler le manque de personnel dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène.

Investir dans le renforcement des capacités et des ressources humaines permet d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs définis, d'améliorer la productivité et d'encourager l'innovation. La réalisation des engagements de Ngor ne sera possible que si l'on investit dans les ressources humaines et les professionnels qualifiés pour gérer efficacement les infrastructures d'assainissement et d'hygiène et les services connexes.

L'engagement 5 évalue si les États membres ont comblé les lacunes en matière de ressources humaines et de capacités dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène. Les progrès généraux sont présentés dans la figure 12.

Figure 12 : Progrès rapportés par les États membres sur l'engagement 5



3.6.1 MESSAGES CLÉS

- 12 États membres ont abordé la question des besoins en ressources humaines dans leurs stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène, mais aucun objectif ou étape spécifique n'a été défini.
- 7 États membres n'ont pas d'orientations existantes en matière d'assainissement et d'hygiène dans d'autres institutions et espaces publics.

3.6.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 5

» 3.6.2.1 INDICATEUR C5B

L'indicateur C5B pose la question suivante : «Les besoins en ressources humaines sont-ils pris en compte dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans une stratégie sectorielle autonome en matière de ressources humaines ? »

Tableau 14 : Progrès dans la prise en compte des besoins en ressources humaines dans les stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène.

C5B : Les besoins en ressources humaines sont-ils pris en compte dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans une stratégie sectorielle autonome en matière de ressources humaines ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C5B	États membres
Élevés 70-100%	
Les besoins en ressources humaines sont entièrement pris en compte dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans une stratégie sectorielle autonome en matière de ressources humaines. Des objectifs ou des étapes spécifiques sont inclus.	Burkina Faso, République centrafricaine, Égypte, Gabon, Kenya, Libéria, Libye, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Togo, Zambie
Modérés 40-69%	
Les ressources humaines sont traitées dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans une stratégie sectorielle autonome en matière de ressources humaines. Il n'y a pas d'objectifs ou d'étapes spécifiques.	Comores, République démocratique du Congo, Ghana, Lesotho, Malawi, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda
Faible 0-40%	
Il n'existe aucune orientation concernant l'assainissement et l'hygiène dans d'autres institutions et espaces publics (ni dans les politiques ou lignes directrices du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, ni dans d'autres politiques ou lignes directrices sectorielles).	Gambie, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Soudan du Sud, Zimbabwe
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Tunisie, Éthiopie

Au total, 27 États membres ont fourni des données pour cet indicateur. Douze d'entre eux ont confirmé qu'ils avaient effectivement répondu aux besoins en ressources humaines dans leur stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans une stratégie sectorielle distincte en matière de ressources humaines, qui comprend des objectifs spécifiques. Ces États membres sont le Burkina Faso, la République centrafricaine, l'Égypte, le Gabon, le Kenya, le Libéria, la Libye, le Niger, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, le Togo et la Zambie. En outre, 9 États membres (Comores, République démocratique du Congo, Ghana, Lesotho, Malawi, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda) ont inclus des considérations relatives aux ressources humaines dans leur stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène ou dans leur stratégie sectorielle autonome en matière de ressources humaines, mais sans spécifier d'objectifs ou d'étapes spécifiques. À l'inverse, sept États membres (Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Soudan du Sud, Zimbabwe, Gambie, Madagascar) ont souligné l'absence de lignes directrices relatives à l'assainissement et à l'hygiène au sein des institutions et des espaces publics.

Il est intéressant d'examiner les progrès réalisés par certains États membres dans la prise en compte des besoins en ressources humaines dans leurs stratégies en matière d'assainissement et d'hygiène. Par exemple, en 2021, les Comores, l'Ouganda et le Lesotho ne disposaient d'aucune orientation ou politique en matière d'assainissement et d'hygiène dans d'autres institutions et espaces publics. Cependant, en 2023, ces États membres ont progressé dans la prise en compte des besoins en ressources humaines dans la stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène, bien qu'aucun objectif ou étape spécifique ne soit inclus.

3.6.3 SYNTHÈSE

- i. Les progrès réalisés dans la prise en compte des besoins en ressources humaines pour l'assainissement et l'hygiène varient d'un État membre à l'autre.
- ii. Les progrès inégaux dans la prise en compte des besoins en ressources humaines pourraient conduire à des disparités dans l'accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité. Les États membres dotés d'une forte capacité humaine sont plus susceptibles d'être en mesure de planifier, de mettre en œuvre et de contrôler efficacement les programmes d'assainissement et d'hygiène. Par conséquent, il est plus probable que les populations de ces États membres aient accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité.
- iii. 10 États membres ont abordé la question des besoins en ressources humaines dans leurs stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène, mais sans y inclure d'objectifs ou d'étapes spécifiques. Cela suggère la nécessité d'une planification et d'un suivi plus concrets des progrès réalisés en matière d'indicateurs.
- iv. Des objectifs et des étapes spécifiques pour répondre aux besoins en ressources humaines sont essentiels pour suivre les progrès et garantir que des ressources adéquates sont allouées à l'hygiène et à l'assainissement.
- v. Le secrétariat d'AMCOW collaborera avec des partenaires tels que l'UNICEF pour répondre aux besoins en ressources humaines dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène en fournissant une assistance technique, une formation et des ressources financières. Le secrétariat d'AMCOW et ses partenaires fourniront une assistance dans les domaines suivants : (i) établissement d'objectifs ou de jalons spécifiques pour le recrutement, la formation et la rétention des ressources humaines, (ii) soutien à la collecte et à l'analyse de données, (iii) sensibilisation à l'importance des ressources humaines pour les services d'assainissement et d'hygiène.



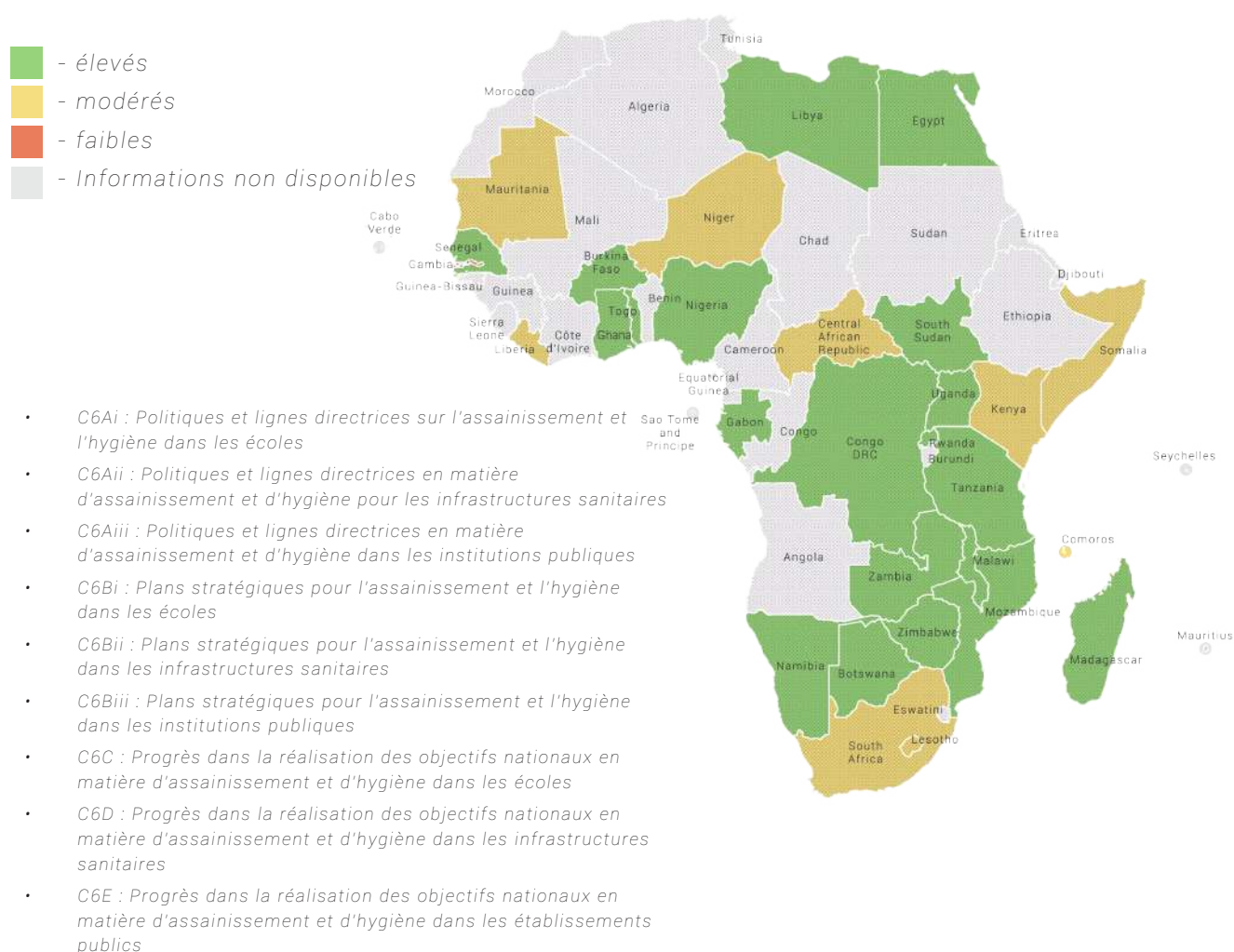
3.7 ENGAGEMENT 6

Garantir des services d'assainissement accessibles à tous et gérés en toute sécurité, ainsi que des infrastructures fonctionnelles pour le lavage des mains dans les institutions et les espaces publics.

Lorsque les services d'assainissement gérés en toute sécurité et les infrastructures fonctionnelles pour le lavage des mains dans les institutions publiques sont équitables et ouverts à tous, on observe une amélioration de la santé et de la productivité. Pour ce faire, il faut assurer l'accès à des services d'assainissement et de lavage des mains fiables, salubres et abordables aux niveaux national et infranational, en accordant une attention particulière aux communautés marginalisées et mal desservies. Pour parvenir à un assainissement équitable et inclusif, il faut mettre en œuvre des politiques et des initiatives fondées sur des données probantes qui donnent la priorité aux groupes vulnérables, promeuvent l'égalité des genres et fournissent des infrastructures accessibles aux personnes ayant des besoins particuliers.

L'engagement 6 évalue la mesure dans laquelle les États membres ont mis en place des infrastructures d'assainissement et d'hygiène inclusives dans les institutions et espaces publics. Les progrès globalement enregistrés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 6 sont présentés dans la figure 13 ci-dessous.

Figure 13 : Progrès rapportés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 6



3.7.1 MESSAGES CLÉS

- i. Dans ce contexte, les institutions et espaces publics comprennent les marchés, les lieux de culte et les prisons.
- ii. 19 États membres ont indiqué qu'ils disposaient soit de normes spécifiques claires pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures fonctionnelles de lavage des mains dans les institutions et espaces publics, soit d'un plan stratégique convenu avec des objectifs et des étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics.
- iii. 15 États membres ont indiqué qu'il n'existe pas de plan stratégique pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics.
- iv. 12 États membres ont indiqué que des normes claires et spécifiques pour des services d'assainissement et des infrastructures de lavage des mains inclusifs et gérés en toute sécurité dans les institutions et espaces publics sont en cours d'élaboration.
- v. La République démocratique du Congo, l'Égypte et la Libye ont démontré des progrès en passant d'un manque d'orientation en 2021 à l'établissement de normes claires spécifiques pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures de lavage des mains dans les institutions et espaces publics en 2023.

3.7.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 6

» 3.7.2.1 INDICATEUR C6Aiii

L'indicateur C6Aiii examine : «Existe-t-il des politiques et des lignes directrices pour les institutions et les espaces publics qui comprennent des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures fonctionnelles pour le lavage des mains ?»

Table 15: Progress in developing policies and guidelines for inclusive and safely managed sanitation services

C6Aiii : Existe-t-il des politiques et des lignes directrices pour les institutions et les espaces publics qui incluent des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures fonctionnelles pour le lavage des mains ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C6Aiii	États membres
Élevés 70-100%	
Des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement et des infrastructures de lavage des mains inclusifs et gérés en toute sécurité dans les institutions et espaces publics sont convenues et en cours de mise en œuvre (soit dans les politiques et/ou lignes directrices du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, soit dans d'autres politiques ou lignes directrices sectorielles).	Botswana, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Libye, Mozambique, Namibie, Madagascar, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe

Modérés 40-69%	
Des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement et des infrastructures de lavage des mains inclusifs et gérés en toute sécurité dans les institutions et espaces publics sont en cours d'élaboration (soit dans les politiques et/ou lignes directrices du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, soit dans d'autres politiques ou lignes directrices sectorielles).	République centrafricaine, Kenya, Malawi, Lesotho, Sao Tomé-et-Principe, Afrique du Sud, Niger, Mauritanie
Faible 0-40%	
Il n'existe aucune orientation concernant l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics (ni dans les politiques et/ou lignes directrices du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, ni dans d'autres politiques ou lignes directrices sectorielles).	Comores, Gambie, Ghana, Libéria, Ouganda, Nigéria
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Maurice, République sahraouie, Seychelles, Tunisie

28 États membres ont fourni des données sur l'existence de politiques et de lignes directrices relatives à des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et à des infrastructures fonctionnelles de lavage des mains dans les institutions et espaces publics.

Les données fournies dans le tableau 15 montrent ce qui suit :

- 14 États membres (Botswana, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Libye, Mozambique, Namibie, Madagascar, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe) ont indiqué que des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures de lavage des mains dans les institutions et espaces publics ont été convenues et sont en cours de mise en œuvre.
- 12 États membres, dont la République centrafricaine, le Kenya, le Malawi, le Lesotho, Sao Tomé-et-Principe, l'Afrique du Sud, le Niger, les Comores, la Gambie, le Ghana, le Libéria et l'Ouganda, ont indiqué que des normes spécifiques claires pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures de lavage des mains dans les institutions et espaces publics sont en cours d'élaboration.
- Les Comores, la Gambie, le Ghana, le Libéria, l'Ouganda et le Nigéria ne disposent pas actuellement de normes spécifiques pour des services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures fonctionnelles de lavage des mains, que ce soit dans les politiques ou lignes directrices du secteur de l'assainissement et de l'hygiène ou dans d'autres politiques ou lignes directrices sectorielles.
- La République démocratique du Congo, l'Égypte et la Libye ont fait des progrès significatifs, passant de l'absence d'orientation en 2021, à des normes claires spécifiques pour des

services d'assainissement inclusifs et gérés en toute sécurité et des infrastructures de lavage des mains dans les institutions et les espaces publics en 2023. De même, le Soudan du Sud a progressé dans la mise en œuvre de ces normes, passant de normes spécifiques et claires en cours d'élaboration en 2021 à des normes spécifiques et claires qui ont été approuvées et mises en œuvre en 2022.

» 3.7.2.2 INDICATEUR C6Biii

L'indicateur C6Biii pose la question suivante : «Existe-t-il des plans stratégiques assortis d'objectifs et d'étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics ?»

Tableau 16 : Progrès des plans stratégiques assortis d'objectifs et d'étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics.

C6Biii : Existe-t-il des plans stratégiques assortis d'objectifs et d'étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans d'autres institutions et espaces publics ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C6Biii	États membres
Élevés 70-100%	
Il existe un plan stratégique convenu avec des objectifs et des étapes pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et les espaces publics.	Égypte, Sénégal, Zambie, Togo, Libye
Modérés 40-69%	
L'assainissement et l'hygiène dans les institutions et les espaces publics sont inclus dans le plan stratégique, mais soit le plan est à l'état de projet, soit il n'y a pas d'objectifs et d'étapes spécifiques pour l'assainissement et l'hygiène.	Botswana, Burkina Faso, Niger, Afrique du Sud, Zimbabwe, Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Malawi
Faible 0-40%	
Il n'existe pas de plan stratégique pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et les espaces publics.	République centrafricaine, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Comores, RD Congo, Sud-Soudan
Informations non disponibles	
	Algérie, Bénin, Burundi, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Madagascar, Maurice, Mali, République sahraouie, Seychelles, Tunisie,

27 États membres ont fourni des informations sur cet indicateur. Parmi eux, 5 États membres (Égypte, Sénégal, Zambie, Togo, Libye) ont indiqué l'existence d'un plan stratégique convenu qui comprend des objectifs et des étapes définis pour l'assainissement et l'hygiène dans d'autres institutions et espaces publics.

En outre, 8 États membres (Botswana, Burkina Faso, Niger, Afrique du Sud, Zimbabwe, Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Malawi) ont déclaré que des considérations relatives à l'assainissement et à l'hygiène étaient incluses dans le plan stratégique des institutions publiques.

Toutefois, ces plans sont soit à l'état de projet, soit dépourvus d'objectifs et d'étapes spécifiques en matière d'assainissement et d'hygiène. 15 États membres ont indiqué qu'il n'existait pas de plan stratégique pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et espaces publics.

3.7.3 SYNTHÈSE

- i. Les progrès sont inégaux sur le continent en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de lignes directrices et de plans stratégiques pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et les espaces publics. Il est essentiel de remédier à cette situation si l'on veut garantir à chacune et chacun l'accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, quel que soit l'endroit où elle ou il vit ou travaille.
- ii. Le secrétariat d'AMCOW collaborera avec des partenaires sectoriels tels que l'OMS, l'UNICEF et l'APHRC. Cette collaboration vise à fournir un soutien continu aux États membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de lignes directrices et de plans stratégiques pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions et les espaces publics. Ces plans et politiques seront alignés sur les ASPG.
- iii. AMCOW et ses partenaires s'efforceront également de sensibiliser à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène dans les institutions et les espaces publics. Cela se fera par le biais de campagnes de sensibilisation, de programmes d'éducation publique et d'initiatives de recherche.

3.7.4 ÉTUDE DE CAS: NAMIBIE

ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE DURABLES

Cette étude de cas se concentre sur les progrès de la Namibie dans la réalisation de l'indicateur 6A, qui porte sur la mise en place de dispositifs et d'approches pour l'assainissement et l'hygiène. Elle met en lumière le programme de soutien au secteur de l'eau de la Namibie (NWSSP) et ses contributions à l'assainissement et à l'hygiène durables.

Les objectifs spécifiques du NWSSP sont d'aider le gouvernement namibien à améliorer l'accès, la qualité, la sécurité et la durabilité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement du pays. L'objectif global est de promouvoir l'utilisation durable des ressources en eau, de fournir des infrastructures d'assainissement et d'encourager les bonnes pratiques d'hygiène. Cela devrait améliorer l'accès à l'eau potable pour la consommation humaine et les usages industriels, tout en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines et rurales de la Namibie.

Avec le soutien du Groupe de la Banque africaine de développement, le gouvernement namibien met en œuvre le NWSSP afin de garantir un accès équitable aux ressources en eau, à l'assainissement et au développement social et économique à long terme.

Cela comprend plusieurs initiatives visant à promouvoir l'assainissement et l'hygiène durables, telles que la construction d'infrastructures sanitaires dans les écoles, les cliniques et les lieux publics à travers le pays. La Namibie met également en œuvre le programme School-Led Total Sanitation (SLTS, Assainissement intégral piloté par l'école en français) pour sensibiliser à la défécation en plein air et améliorer les pratiques d'hygiène. La participation de la communauté à l'entretien des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement est un autre aspect essentiel du programme d'assainissement intégral de la Namibie. Une vérification de la durabilité a révélé que 46 % des services WASH dans les ménages, les écoles et les infrastructures de santé sont durables.

En conclusion, le NWSSP de la Namibie et les initiatives associées telles que le SLTS renforcent les pratiques durables en matière d'assainissement et d'hygiène et, ce faisant, améliorent l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la sécurité alimentaire.

3.8 ENGAGEMENT 7

Éliminer progressivement les déchets non traités et encourager leur utilisation productive en milieu urbain et rural.

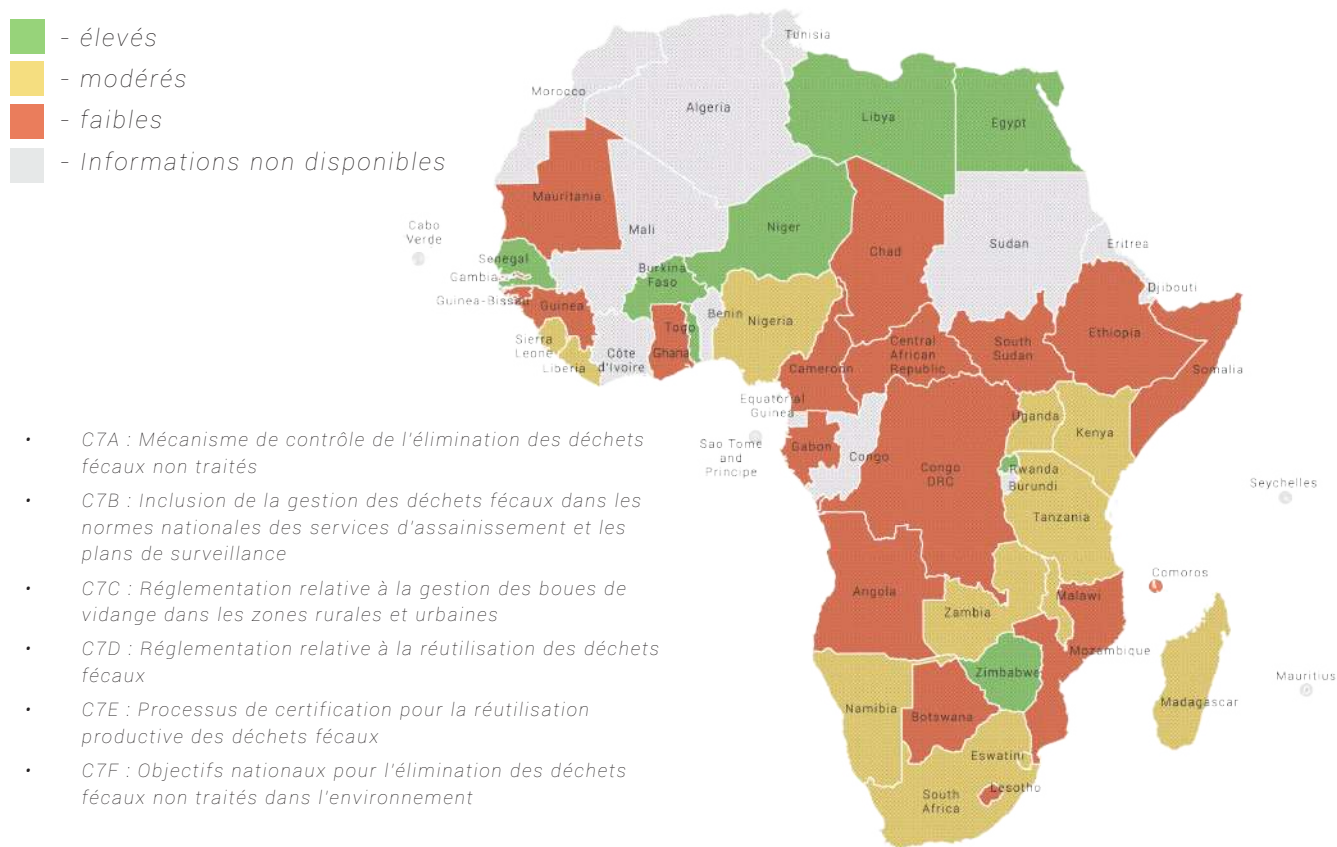
Le traitement des déchets humains et leur réutilisation productive jouent un rôle crucial dans la promotion du développement durable et de la protection de l'environnement, tant en milieu urbain que rural. Cela implique la mise en place de systèmes d'assainissement efficaces, applicables et utilisables dans différents contextes, tels que les stations d'épuration des eaux usées ou les technologies d'assainissement sur site comme les fosses septiques ou les latrines à fosse.

Ces systèmes facilitent l'élimination en toute sécurité des déchets humains, minimisent la contamination de l'eau et la propagation des maladies en éliminant les agents pathogènes et les polluants nocifs des déchets.

Une tendance émergente est l'adoption d'une approche d'assainissement en boucle fermée, où les excréments humains sont considérés comme une ressource précieuse pour une réutilisation productive. Cette approche s'aligne sur les principes de l'économie circulaire en mettant l'accent sur le traitement des déchets et la récupération des ressources. Le traitement des déchets fécaux et leur utilisation à des fins productives constituent une étape vers la réalisation du statut de zone exempte de défécation en plein air (ODF, Open defecation-free en anglais) en Afrique, comme le prévoit la déclaration de Ngor.

L'engagement 7 vise à éliminer les déchets non traités et à encourager leur réutilisation à des fins productives dans les zones rurales et urbaines. Les progrès réalisés par les États membres sont présentés dans la figure 14 ci-dessous.

Figure 14 : Progrès rapportés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 7



3.8.1 MESSAGES CLÉS

- Les informations sur l'existence d'un mécanisme de suivi ou de contrôle de la quantité de déchets fécaux non traités éliminés dans l'environnement n'étaient pas disponibles dans 26 États membres.
- Seuls 7 États membres ont mis en place un mécanisme de suivi et de contrôle de la quantité de déchets fécaux non traités éliminés dans l'environnement.
- Dans 15 États membres, la gestion des déchets fécaux est incluse dans toutes les définitions de l'ODF et des normes de services d'assainissement, ce qui garantit que les excréments sont éliminés en toute sécurité et/ou transportés et traités hors site.

3.8.2 PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 7

» 3.8.2.1 INDICATEUR C7A

L'indicateur C7A porte sur : «Existe-t-il un mécanisme de suivi et de contrôle de la quantité de déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement ? »

Le tableau 17 présente les progrès réalisés en ce qui concerne les mécanismes de suivi des déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement.

Indicateur C7A : Existe-t-il un mécanisme de suivi et de contrôle de la quantité de déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C7A	États membres
Élevés 70-100%	
Un mécanisme de suivi existe et les données sont intégrées dans le système de suivi de l'assainissement et de l'hygiène du pays.	Afrique du Sud, Égypte, Libye, Madagascar, Niger, Sénégal, Zambie
Modérés 40-69%	
Une évaluation de l'élimination des déchets fécaux a eu lieu et un mécanisme de contrôle est en cours d'élaboration.	Kenya, Libéria, Namibie, Nigéria, Togo, Ouganda, Zimbabwe, Gabon
Faible 0-40%	
Il n'existe aucun mécanisme permettant de contrôler la quantité de déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement.	Botswana, Burkina Faso, République centrafricaine, Comores, Gambie, Ghana, Mauritanie, Mozambique, Guinée Bissau, Lesotho, Sao Tomé-et-Principe, Tanzanie
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Malawi, Mali, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tunisie, Somalie.

L'indicateur C7A indique l'existence d'un mécanisme de suivi ou de contrôle de la quantité de déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement. Cet indicateur est en parfaite adéquation avec l'ODD 6.3, qui vise à réduire de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et à augmenter considérablement le recyclage et la réutilisation en toute sécurité à l'échelle mondiale⁹. Le tableau 17 montre ce qui suit :

- Sept États membres (Égypte, Libye, Madagascar, Niger, Soudan du Sud, Zambie) ont mis en place un mécanisme de surveillance des déchets fécaux. En outre, les données issues de ce mécanisme sont intégrées de manière efficace dans les dispositifs de surveillance de l'assainissement et de l'hygiène des pays.
- Au Kenya, au Libéria, en Namibie, au Nigéria, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe, une évaluation de l'élimination des déchets fécaux a eu lieu et des efforts sont en cours pour développer un mécanisme de surveillance.

⁹ Progrès des Nations unies en matière de traitement des eaux usées (cible 6.3 des ODD)

- 12 États membres (Botswana, Burkina Faso, République centrafricaine, Comores, Gambie, Ghana, Mauritanie, Mozambique, Guinée-Bissau, Lesotho, Sao Tomé-et-Principe, Tanzanie) ne disposent pas d'un mécanisme de surveillance permettant de suivre l'élimination des déchets fécaux non traités dans l'environnement.
- Les informations de 25 États membres n'étaient pas accessibles.

» 3.8.2.2 INDICATEUR C7B

L'indicateur C7B évalue : «La gestion des déchets fécaux est-elle incluse dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement dans les plans de suivi des pays, garantissant que les excréments sont éliminés en toute sécurité et/ou transportés et traités hors site ? »

Tableau 18 : Inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les définitions de l'absence de défécation en plein air dans le plan de suivi du pays

Indicateur C7B : La gestion des déchets fécaux est-elle incluse dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement dans les plans de suivi nationaux, garantissant que les excréments sont éliminés en toute sécurité et/ou transportés et traités en dehors du site ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C7B	États membres
Élevés 70-100%	
La gestion des déchets fécaux est incluse dans toutes les définitions de l'ODF et dans les normes des services d'assainissement qui garantissent que les excréments sont éliminés en toute sécurité et/ou transportés et traités hors du site.	Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Kenya, Libéria, Libye, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Sénégal, Zambie, Zimbabwe, Soudan du Sud, Gambie, Togo
Modérés 40-69%	
La gestion des déchets fécaux est incluse dans certaines définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement, mais pas de manière cohérente dans toutes les définitions.	Afrique du Sud, Gabon, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Tanzanie
Faible 0-40%	
La gestion des déchets fécaux n'est pas incluse dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement.	Botswana, République centrafricaine, Comores, Guinée Bissau, Lesotho, Ouganda, Ghana
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Mali, Maurice, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, République sahraouie, Tunisie

Les données recueillies lors de l'évaluation des flux de déchets fécaux dans 28 villes d'Afrique montrent que 49 % des boues produites par la population ne sont pas vidangées. Dans certains cas, les boues sont vidangées mais 19 % ne sont pas acheminées vers les stations d'épuration. Ainsi, l'absence de vidange et d'acheminement vers les stations d'épuration s'avère être l'échec le plus courant des efforts d'assainissement dans les villes, bien au-delà des taux de défécation en plein air ou de traitement inadéquat¹⁰. Dans ce contexte, l'indicateur C7B détermine dans quelle mesure la gestion des déchets fécaux est incluse dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement.

Les progrès des États membres en ce qui concerne cet indicateur sont les suivants :

- 15 États membres (Burkina Faso, République démocratique du Congo, Égypte, Kenya, Libéria, Libye, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Sénégal, Zambie, Zimbabwe, Sud-Soudan et Gambie) ont inclus la gestion des déchets fécaux dans toutes les définitions de l'ODF et les normes de service d'assainissement garantissant que les excréments sont éliminés en toute sécurité et/ou transportés et traités en dehors du site.
- 7 États membres (Gabon, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Afrique du Sud et Tanzanie) ont inclus la gestion des déchets fécaux dans certaines définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement, mais pas de manière cohérente dans toutes les définitions.
- Le Botswana, la République centrafricaine, les Comores, la Guinée Bissau, le Lesotho et l'Ouganda n'ont pas inclus la gestion des déchets fécaux dans leurs définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement.

3.8.3 SYNTHÈSE

- i. En Afrique, il existe des disparités importantes dans le suivi et la surveillance de l'élimination des déchets fécaux et dans l'inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement.
- ii. La contamination de l'environnement par les déchets fécaux peut entraîner une pollution de l'eau, du sol et de l'air. Cela peut avoir un impact négatif sur la santé humaine, les écosystèmes et le développement économique.
- iii. L'absence de progrès dans le suivi et la surveillance de l'élimination des déchets fécaux, et dans l'inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les définitions de l'ODF et d'autres normes de services d'assainissement, est un obstacle à la réalisation de l'ODD 6.2 : «Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous.»
- iv. AMCOW, en collaboration avec l'OMS et UN-Habitat, aidera les États membres à mettre en place et à améliorer les mécanismes de suivi et de contrôle de l'élimination des déchets fécaux, et à réviser leurs définitions de l'ODF et des normes de service d'assainissement pour y inclure la gestion des déchets fécaux.

¹⁰ An overview of the regulation of emptying and transport of faecal sludge in 20 cities and its implementation (Peal et al., 2020; Sustainable Sanitation Alliance (SuSanA), 2021).

- v. Le soutien de l'AMCOW et de ses partenaires aux États membres consistera à : (i) développer du matériel de formation, fournir des conseils sur l'utilisation de technologies spécifiques et aider les États membres à mettre en place et à gérer leurs dispositifs ; (ii) développer des conseils sur la manière de réviser les définitions, fournir des exemples de meilleures pratiques d'autres États membres et les aider à mettre en œuvre leurs définitions révisées ; (iii) plaider en faveur de l'inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les définitions des ODF et des normes de services d'assainissement aux niveaux national et international.

3.8.4 ÉTUDE DE CAS: ZAMBIE

SUIVI DES DÉCHETS FÉCAUX NON TRAITÉS

Comme de nombreux pays, la Zambie est confrontée à des défis liés à l'élimination des déchets fécaux non traités. Cette étude de cas explore les mécanismes mis en place pour le suivi et la surveillance des déchets fécaux non traités en Zambie et les mesures prises pour parvenir à des services d'assainissement gérés en toute sécurité.

La Zambie a fait des progrès significatifs dans l'amélioration des services d'assainissement gérés en toute sécurité :

- Lancement du cadre réglementaire : le pays a lancé un cadre réglementaire pour la fourniture de systèmes d'assainissement urbains sur site (OSS, Urban Onsite Sanitation Systems en anglais) et la gestion des boues de vidange (GBV). Ce cadre protège la santé publique et l'environnement en couvrant l'ensemble de la chaîne des services d'assainissement.
- Normes et code de pratique : la Zambie est en train d'élaborer des normes et un code de pratique pour les OSS et la GBV afin de préserver la santé publique et de protéger les eaux souterraines. Ces normes prennent en compte l'ensemble de la chaîne des services d'assainissement.
- Instrument statutaire : un instrument statutaire pour les OSS et la GBV est en cours d'élaboration afin de garantir que les services d'assainissement donnent la priorité à la santé publique et à la protection de l'environnement.
- Protection des eaux souterraines : un projet pour la mise en place d'un mécanisme réglementaire est en cours d'élaboration afin de protéger les eaux souterraines grâce à des services d'assainissement gérés en toute sécurité.
- Efforts de collecte de données : la Zambie a reconnu la nécessité de disposer de plus de données sur l'assainissement géré en toute sécurité et s'efforce activement de relever ce défi.
- Cadre de suivi et d'évaluation : le ministère du développement de l'eau, de l'assainissement et de la protection de l'environnement (MWDS, Ministry of Water Development, Sanitation, and Environmental Protection en anglais) est en train d'élaborer un cadre de suivi et d'évaluation qui inclut le suivi de l'assainissement géré en toute sécurité.

- Coordination des parties prenantes : le cadre institutionnel implique diverses organisations, telles que le Conseil national de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, l'Agence zambienne de gestion de l'environnement, l'Autorité de gestion des ressources en eau, les autorités locales et les prestataires de services, chacun ayant un rôle spécifique dans le suivi des services d'assainissement et des déchets fécaux non traités.

Bien que la Zambie ne dispose pas actuellement d'un mécanisme spécifique de suivi des déchets fécaux non traités, les initiatives en cours et les efforts réglementaires reflètent un engagement à améliorer les services d'assainissement gérés en toute sécurité et à s'attaquer au problème des déchets fécaux non traités..

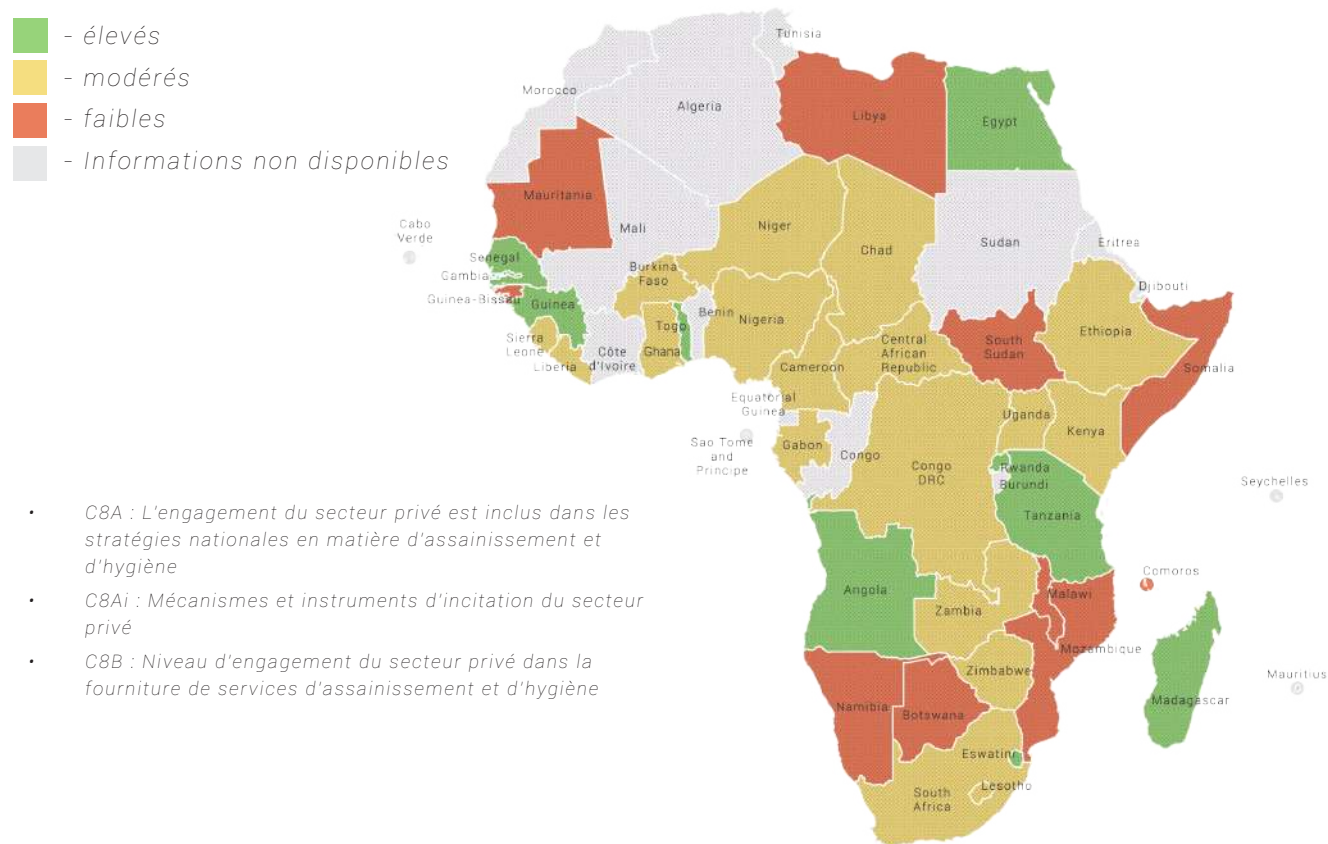
3.9 ENGAGEMENT 8

Permettre au secteur privé de développer des produits et services innovants en matière d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les personnes marginalisées et non desservies, et l'inciter à le faire.

Le secteur privé fournit des services vitaux tout au long de la chaîne des services d'assainissement, depuis la collecte des déchets, la vidange, le transport, le traitement, jusqu'à l'élimination et la réutilisation. Ils proposent des solutions innovantes et des modèles commerciaux durables pour améliorer les conditions d'assainissement et d'hygiène, contribuant ainsi à promouvoir l'économie du secteur de l'assainissement. Pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de Ngor, il est primordial que les gouvernements créent un environnement favorable et incitent le secteur privé à se développer. L'engagement 8 vise à renforcer l'engagement du secteur privé dans le développement de produits et de services innovants en matière d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les groupes marginalisés. Les progrès globalement réalisés par les États membres dans le cadre de cet engagement sont présentés dans la figure 15.



Figure 15 : Progrès rapportés par les États membres en ce qui concerne l'engagement 8



3.9.1 MESSAGES CLÉS

- 10 États membres ont élaboré des stratégies qui intègrent l'engagement du secteur privé dans les pratiques d'hygiène et d'assainissement. Toutefois, des mesures d'incitation supplémentaires sont nécessaires pour lancer activement la production de produits d'assainissement et fournir des services connexes.
- Seuls 6 États membres ont indiqué que l'engagement du secteur privé en faveur de l'assainissement et de l'hygiène est inclus dans les stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène, ou dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé avec des objectifs spécifiques pour atteindre les communautés marginalisées.
- Seuls 6 États membres ont indiqué que les contributions du secteur privé sont à l'échelle et atteignent durablement les populations mal desservies.
- Certains États membres, dont le Togo, le Niger et la Gambie, sont passés de la non-inclusion de l'engagement du secteur privé dans leurs stratégies d'assainissement et d'hygiène en 2021 à l'intégration de l'engagement du secteur privé soit dans la stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène, soit dans une stratégie distincte et spécifique en 2023.
- 25 États membres n'ont pas pu fournir d'informations sur l'intégration de l'engagement du secteur privé dans les stratégies d'assainissement et d'hygiène.

vi. La Libye, Madagascar, la Tanzanie et le Nigéria ont réussi à engager le secteur privé pour relever les défis de l'assainissement et de l'hygiène. Par conséquent, les contributions du secteur privé en matière d'assainissement et d'hygiène sont à l'échelle et atteignent durablement les populations marginalisées et non desservies.

3.9.2 PROGRÈS DES ÉTATS MEMBRES CONCERNANT
LES INDICATEURS DE L'ENGAGEMENT 8

» 3.9.2.1 INDICATEUR C8A

L'indicateur C8A examine : «L'engagement du secteur privé dans l'assainissement et l'hygiène est-il inclus dans la (les) stratégie(s) nationale(s) en matière d'assainissement et d'hygiène, ou dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé, avec des objectifs spécifiques pour les populations marginalisées et non desservies ?»

Il mesure l'existence d'une stratégie gouvernementale qui intègre la nécessité de créer des marchés privés avec une réglementation appropriée pour la durabilité et l'augmentation de la couverture des groupes marginalisés.

Tableau 19 : Mesure dans laquelle l'engagement du secteur privé est inclus dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène

C8A : L'engagement du secteur privé pour l'assainissement et l'hygiène est-il inclus dans la (les) stratégie(s) nationale(s) pour l'assainissement et l'hygiène, ou dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé, avec des objectifs spécifiques pour les personnes marginalisées et non desservies ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C8A	États membres
Élevés 70-100%	
L'engagement du secteur privé en faveur de l'assainissement et de l'hygiène est inclus dans la (les) stratégie(s) nationale(s) en matière d'assainissement et d'hygiène, ou dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé. Des objectifs spécifiques sont fixés pour les personnes marginalisées et non desservies.	Égypte, Gambie, Madagascar, Namibie, Niger, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Zambie
Modérés 40-69%	
L'engagement du secteur privé pour l'assainissement et l'hygiène est inclus dans la (les) stratégie(s) nationale(s) pour l'assainissement et l'hygiène, ou dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé. Il n'y a pas d'objectifs spécifiques pour les personnes marginalisées et non desservies.	Afrique du Sud, Burkina Faso, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Zimbabwe
Faible 0-40%	
L'engagement du secteur privé pour l'assainissement et l'hygiène n'est pas inclus dans la/les stratégie(s) nationale(s) pour l'assainissement et l'hygiène dans une stratégie autonome d'engagement du secteur privé.	Botswana, République centrafricaine, Comores, Guinée Bissau, Libéria, Ouganda, Libye

Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Mali, Mauritanie, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tunisie.

Les performances des États membres par rapport à cet indicateur sont présentées dans le tableau 19 et résumées ci-dessus :

1. 10 États membres (Égypte, Gambie, Madagascar, Namibie, Niger, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo et Zambie) ont élaboré des stratégies incluant l'engagement du secteur privé.
2. 7 États membres n'ont pas intégré l'engagement du secteur privé pour l'assainissement et l'hygiène dans leur stratégie nationale en la matière. Ces États membres sont le Botswana, la République centrafricaine, les Comores, la Guinée-Bissau, le Libéria, l'Ouganda et la Libye.
3. Aucune information n'a été obtenue pour 26 pays. Leur état d'avancement n'est donc pas connu.
4. La République arabe d'Égypte a intégré la participation du secteur privé soit dans la stratégie nationale en matière d'assainissement et d'hygiène, soit dans une stratégie distincte et spécifique, à la fois en 2021 et en 2023. De même, le Togo, le Niger, la Zambie et la Gambie sont passés de l'absence d'engagement du secteur privé dans leurs stratégies d'assainissement et d'hygiène en 2021 à l'intégration de l'engagement du secteur privé soit dans la stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène, soit dans une stratégie distincte et spécifique en 2023.
5. Le Botswana, les Comores, la Libye, l'Ouganda et la Gambie ont régressé, passant de l'intégration de l'engagement du secteur privé soit dans la stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène, soit dans une stratégie distincte et spécifique en 2021, à l'absence d'engagement du secteur privé dans leurs stratégies d'assainissement et d'hygiène en 2023.

» 3.9.2.2 INDICATEUR C8B

L'indicateur C8B évalue : «Le secteur privé s'est-il engagé à traiter les questions d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les populations marginalisées et non desservies ?»

Tableau 20 : Progrès de l'engagement du secteur privé dans la résolution des problèmes d'assainissement et d'hygiène.

C8B : Le secteur privé est-il engagé dans la lutte contre les problèmes d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les populations marginalisées et non desservies ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C8B	États membres
Élevés 70-100%	
Les contributions du secteur privé sont à l'échelle et atteignent durablement les populations marginalisées et non desservies.	Libye, Madagascar, Tanzanie, Nigéria, Sénégal, Égypte
Modérés 40-69%	
Il existe des exemples documentés de contributions du secteur privé qui ont permis d'atteindre des populations marginalisées et non desservies.	Burkina Faso, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Afrique du Sud, Comores, Sao Tomé-et-Principe
Faible 0-40%	
Le secteur privé ne fournit pas de produits et de services d'assainissement et d'hygiène destinés aux populations marginalisées et non desservies.	Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Botswana, République centrafricaine, Sud-Soudan, Guinée-Bissau
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Mali, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tunisie.

L'indicateur C8B mesure le rôle du secteur privé dans la résolution des problèmes d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les populations marginalisées et non desservies.

Le tableau 20 montre que :

- Dans 9 États membres (Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Botswana, République centrafricaine, Soudan du Sud, Guinée-Bissau), le secteur privé n'est pas impliqué dans la fourniture de produits et de services d'assainissement et d'hygiène pour les populations marginalisées et non desservies.
- 13 États membres ont indiqué qu'il existe des exemples documentés de contributions du secteur privé qui ont permis d'atteindre avec succès les populations marginalisées et non desservies, mais rien ne prouve que cela se produit à grande échelle ou de manière durable.
- La Libye, Madagascar, la Tanzanie, le Nigéria, le Sénégal et l'Égypte ont élaboré une stratégie d'engagement du secteur privé. Ainsi, les contributions du secteur privé sont à l'échelle et atteignent durablement les populations marginalisées et non desservies.

3.9.3 SYNTHÈSE

- i. La vision de la déclaration de Ngor vise à assurer l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables et à éliminer la défécation en plein air d'ici à 2030. Dans ce cadre, il est essentiel que les gouvernements créent un environnement favorable qui incite le secteur privé à proposer des produits et des services innovants en matière d'assainissement et d'hygiène. Ces services doivent être adéquats et disponibles pour les groupes marginalisés et mal desservis.
- ii. En 2023, des progrès notables ont été réalisés dans le cadre de l'engagement 8, avec une reconnaissance accrue par les gouvernements du potentiel du secteur privé à relever les défis de l'hygiène et de l'assainissement. Ces progrès sont évidents dans la déclaration d'une participation durable du secteur privé à l'échelle par davantage d'États membres, notamment la Libye, Madagascar, la Tanzanie, le Nigéria, le Sénégal et l'Égypte. En revanche, en 2021, seuls quatre pays avaient réalisé des progrès similaires.
- iii. Les engagements inadéquats du secteur privé se traduisent par une couverture plus faible en matière d'assainissement et de produits d'hygiène, en particulier dans les zones d'habitat informel. Les conséquences comprennent la migration des populations des zones à faible niveau de service vers les zones urbaines, ce qui peut entraîner une pression accrue sur les infrastructures, les ressources et les équipements.
- iv. Une approche stratégique est nécessaire pour obtenir des niveaux significatifs de participation du secteur privé dans les domaines de l'hygiène et de l'assainissement. AMCOW se coordonnera avec les partenaires concernés pour rassembler, documenter et diffuser les marges bénéficiaires associées aux investissements dans l'assainissement. Cela suscitera l'intérêt du secteur privé et renforcera son désir de concevoir des produits d'assainissement et de fournir des services connexes, toujours en tenant compte des groupes marginalisés.
- v. AMCOW collaborera avec ses partenaires pour aider les États membres à établir des cadres institutionnels clairs et à créer des politiques qui encouragent le secteur privé à aligner leurs stratégies sur la réalisation de l'ODD 6.2. Pour commencer, des dialogues seront facilités avec le secteur privé pendant la conférence AfricaSan7 pour mettre en évidence les opportunités commerciales que représente la fourniture de services liés à l'assainissement pour les plus de 800 millions de personnes en Afrique qui n'y ont actuellement pas accès.

3.10 ENGAGEMENT 9

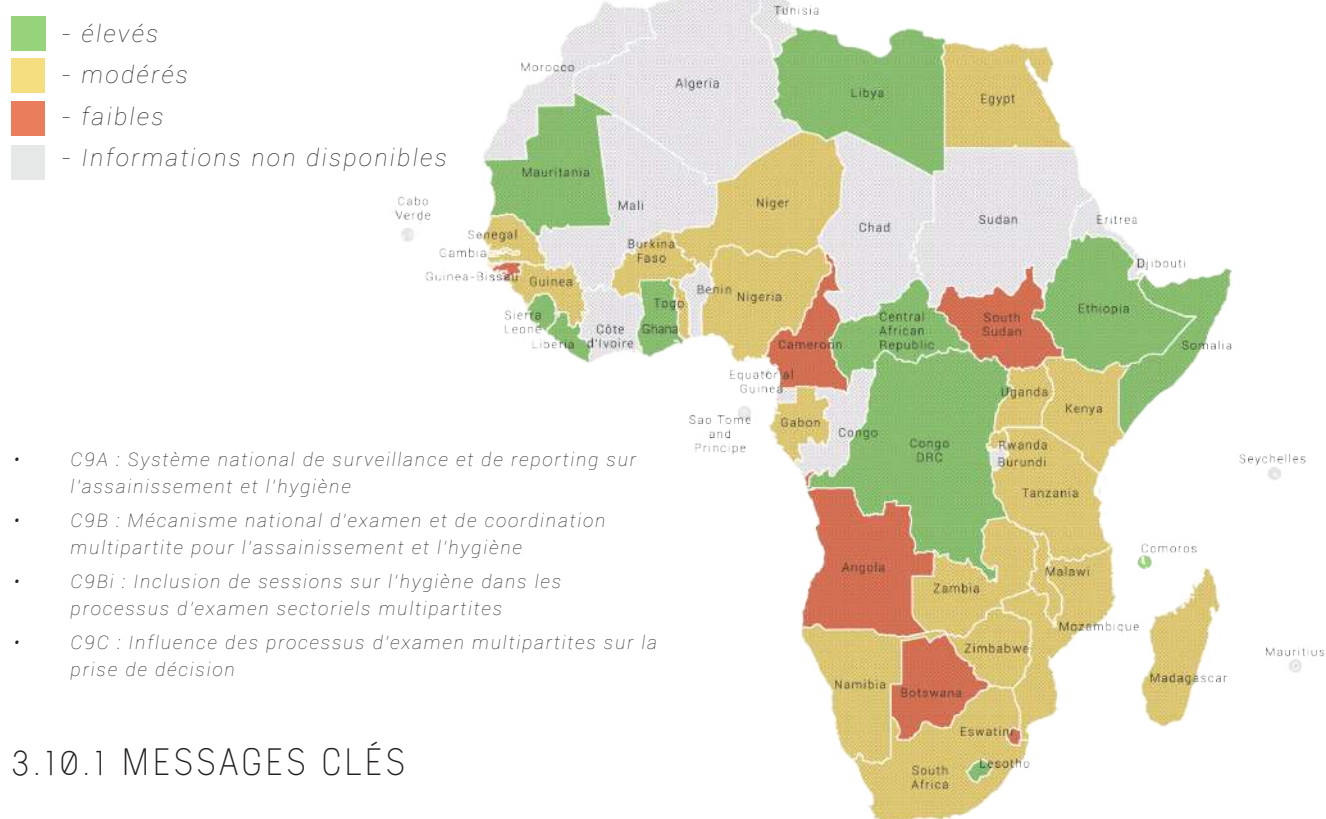
Mettre en place des systèmes de suivi, de rapport, d'évaluation, d'apprentissage et d'examen pilotés par le gouvernement.

Les systèmes de suivi et d'examen pilotés par les gouvernements constituent la base d'une prise de décision fondée sur des données probantes et contribuent à une gouvernance efficace. Ils permettent aux gouvernements de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des politiques, garantissant ainsi la responsabilité, la transparence et l'efficacité de la prestation de services. Le processus de suivi de la mise en œuvre des programmes permet d'identifier les

lacunes et de prendre des mesures pour les corriger et y remédier. Par conséquent, la mise en place d'un système de suivi et d'examen est un aspect essentiel de la réalisation des objectifs des engagements de Ngor.

L'engagement 9 mesure l'existence de systèmes de suivi, d'établissement de rapports, d'évaluation, d'apprentissage et d'examen pour l'assainissement et l'hygiène au niveau national et infra-national. Les performances des États membres sont présentées dans la figure 16.

Figure 16: Member States reported progress on Engagement 9



3.10.1 MESSAGES CLÉS

- 14 États membres ont mis en place un système de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène à l'usage du gouvernement, des parties prenantes et des partenaires.
- Seuls 4 États membres (Malawi, Nigéria, Ouganda, Zambie) ont déclaré avoir intégré les recommandations de leur exercice de suivi et de reporting dans les politiques et stratégies sectorielles pertinentes.
- Les données de 48 États membres n'ont pas été consultées. Par conséquent, impossible de savoir si les résultats de l'examen multipartite et les recommandations sont utilisés pour éclairer la prise de décision et la mise en œuvre des activités.

3.10.2 PROGRÈS RÉALISÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES EN CE QUI CONCERNE LES INDICATEURS RELATIFS À L'ENGAGEMENT 9

» 3.10.1.2.INDICATEUR C9A

L'indicateur C9A cherche à savoir «Existe-t-il un système national de suivi et d'établissement de rapports sur l'assainissement et l'hygiène en place et à la disposition des parties prenantes et des partenaires du gouvernement ?»

Tableau 21 : Progrès concernant l'existence d'un système national de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène

C9A : Existe-t-il un système national de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène, mis à la disposition des parties prenantes et des partenaires du gouvernement ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C9A	États membres
Élevés 70-100%	
Il existe un système national de suivi et de reporting pour les indicateurs d'assainissement et d'hygiène couvrant l'ensemble du pays. Les données de suivi sont immédiatement accessibles à toutes les parties prenantes du gouvernement et à tous les partenaires aux niveaux national et infranational.	Burkina Faso, Égypte, Gambie, Nigéria, Ghana, Kenya, Madagascar, Mozambique, Niger, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe, Zambie
Modérés 40-69%	
Il existe un système de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène. Les données de suivi ne sont pas accessibles à toutes les parties prenantes du gouvernement et à tous les partenaires aux niveaux national et infranational.	Lesotho, Libye, Malawi, Sao Tomé-et-Principe, Afrique du Sud, Togo, République démocratique du Congo
Faible 0-40%	
Il n'existe pas de système de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène.	Botswana, Comores, Gabon, Guinée Bissau, Libéria, Mauritanie, Namibie, République centrafricaine, Sud-Soudan
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun Cap-Vert, Tchad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Mali, Maurice, Rwanda, République sahraouie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tunisie.

L'indicateur C9A mesure l'existence et l'accessibilité de données sur l'assainissement et l'hygiène pour les parties prenantes concernées, en vue d'une utilisation pour la prise de décision et la planification. Le tableau 21 permet d'observer ce qui suit :

1. 14 États membres ont mis en place des systèmes de suivi et de reporting accessibles aux parties prenantes. Ces États membres sont le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigéria, le Niger, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.
2. 7 États membres (Lesotho, Libye, Malawi, Sao Tomé-et-Principe, Afrique du Sud, Togo et République démocratique du Congo) ont mis en place des systèmes de suivi et de reporting, bien qu'ils ne soient pas accessibles à toutes les parties prenantes. Les informations de 23 États membres n'ont pas été consultées.
3. La République arabe d'Égypte a maintenu pendant deux cycles consécutifs le processus de suivi du rapport Ngor. Cela témoigne de la durabilité du fonctionnement et de la maintenance

des systèmes nationaux de suivi et de reporting.

4. Les États membres tels que le Botswana, la République centrafricaine, les Comores et le Gabon sont passés d'une fourchette de résultats de 70 % en 2021 à 40 % dans le cycle de rapport 2023. De même, les résultats des États membres comprenant l'Ouganda, la Tanzanie, le Nigéria, le Niger et Madagascar ont augmenté, passant d'une fourchette de 40 % en 2021 à 70 % en 2023.

» 3.10.2.2 INDICATEUR C9C

L'indicateur C9C pose la question suivante : «Les résultats de l'examen multipartite et les données de suivi sont-ils utilisés pour éclairer la prise de décision et la mise en œuvre des activités ?»

Tableau 22 : Résultats des États membres en matière d'examen multipartite et d'utilisation des informations pour la prise de décision

C9C : Les résultats de l'examen multipartite et les données de suivi sont-ils utilisés pour éclairer la prise de décision et la mise en œuvre des activités ?	
Échelle des scores et interprétation générale pour atteindre l'objectif C9C	États membres
Élevés 70-100%	
Les plans et/ou les stratégies sont adaptés ou maintenus conformément aux recommandations de l'examen et aux dernières données de suivi disponibles. Certaines activités ajustées sont financées et mises en œuvre.	Malawi, Nigéria, Ouganda, Zambie
Modérés 40-69%	
Les plans et/ou stratégies sont ajustés ou maintenus conformément aux recommandations de l'examen et aux dernières données de suivi disponibles. Aucune activité ajustée n'est financée et mise en œuvre.	Kenya
Faible 0-40%	
Le rapport d'examen est publié, mais rien n'indique que les plans ou stratégies nationaux sont adaptés conformément aux recommandations de l'examineur.	N/A
Informations non disponibles	
	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Namibie, Niger, Rwanda, République Sahraouie, Sao Tomé & Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sud Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zimbabwe, Mozambique, Afrique du Sud.

L'indicateur C9C mesure si les politiques, stratégies et plans des États membres en matière d'assainissement et d'hygiène ont été révisés sur la base des recommandations de l'examen multipartite. L'analyse des données montre que :

1. Dans l'ensemble, les informations de 48 États membres n'ont pas été consultées pour cet indicateur.
2. Le Kenya a indiqué que le pays a ajusté ses plans et stratégies sur la base des recommandations de l'examen et des données de suivi. Cependant, contrairement aux pays ayant obtenu les meilleures notes, il n'y a pas de preuve d'activités financées et mises en œuvre découlant de ces ajustements.
3. Le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda et la Zambie ont fait preuve d'un examen proactif des recommandations et des données de suivi. Ils ont adapté leurs plans et stratégies en fonction des recommandations et des dernières données de suivi disponibles. En outre, ces États membres financent et mettent en œuvre certaines des activités ajustées.
4. Depuis 2021, le Malawi a progressé, passant de l'ajustement de ses stratégies sur la base des recommandations de l'examen et des dernières données de suivi disponibles à un niveau où certaines activités ajustées ont été financées pour être mises en œuvre dans un délai spécifique.

3.10.3 SYNTHÈSE

- i. Les engagements de Ngor exigent que les progrès de l'indicateur C9A servent de base fondamentale pour atteindre une performance significative dans l'indicateur C9C. Par conséquent, le score élevé de l'indicateur C9A suggère que de nombreux pays ont mis en œuvre avec succès des systèmes de suivi et de compte rendu. La phase suivante consiste à utiliser ces systèmes pour les examens sectoriels et à traduire les rapports qui en résultent en décisions politiques.
- ii. Il est primordial que les États membres renforcent les plates-formes nationales d'examen sectoriel conjoint (ESC) afin qu'elles puissent procéder à des évaluations annuelles des progrès en matière d'hygiène et d'assainissement. L'ESC devrait aboutir à un plan d'action convenu pour mettre en œuvre les priorités sectorielles alignées sur les engagements de Ngor et les ODD, en utilisant les résultats du suivi pour façonner ces priorités.
- iii. AMCOW collaborera avec les parties prenantes pour faciliter les initiatives de renforcement des capacités afin de renforcer les compétences des parties prenantes et des partenaires du gouvernement dans l'analyse des données, l'interprétation et l'utilisation des recommandations des rapports de suivi pour une planification et une programmation fondées sur des données probantes.

3.10.4 ÉTUDE DE CAS : NIGÉRIA

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE

Cette étude de cas se concentre sur les efforts déployés par le Nigéria pour mettre en place un système complet de suivi et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène, en particulier dans le cadre de l'indicateur C9A. Elle présente le système de gestion de l'information sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASHIMS, Water, Sanitation and Hygiene Information Management System en anglais) et l'approche innovante de l'évaluation de la durabilité dans le secteur.

Reconnaissant la nécessité d'une gouvernance efficace et d'un développement durable, le Nigéria a mis en place avec succès le système WASHIMS, qui fait office de référentiel central de données accessible aux parties prenantes du gouvernement, aux partenaires et aux autres parties intéressées par le biais d'un site web dédié (www.washims.com.ng). Ce système est une ressource vitale pour suivre les progrès en matière d'assainissement et d'hygiène en regroupant des données provenant de diverses sources, y compris les enquêtes de cartographie des résultats nationaux WASH.

Parmi les principales initiatives et les progrès réalisés dans le pays, on peut citer :

- Vérification de la durabilité : une évaluation nationale a été menée qui a évalué la durabilité des services WASH à travers les ménages, les écoles et les infrastructures sanitaires. Cette vérification a révélé que 46% des services WASH au Nigéria sont durables, sur la base des données WASH NORM 2021. Fait notable, le Nigéria est le premier pays à produire une étude et un document aussi complets.
- Plan d'action mené par le gouvernement : le gouvernement Nigérian prévoit d'organiser une réunion visant à élaborer des mesures claires et réalisables pour améliorer la durabilité dans le secteur WASH. Cette réunion rassemblera les principales parties prenantes, des experts et des partenaires.

La mise en place par le Nigéria de WASHIMS et son évaluation innovante de la durabilité sont des étapes importantes pour assurer une prise de décision basée sur des données et des services d'assainissement et d'hygiène améliorés. L'engagement à combler les lacunes en matière de durabilité par le biais d'un processus de planification de l'action mené par le gouvernement démontre une volonté de favoriser le développement durable dans le secteur. Ces réalisations soulignent l'importance vitale de systèmes solides de suivi et d'établissement de rapports pour un assainissement et une hygiène durables.

3.11 ENGAGEMENT 10

Permettre la poursuite d'un engagement actif dans le processus AfricaSan de l'AMCOW

La conférence AfricaSan offre une plateforme continentale unique pour le partage de connaissances et d'idées entre les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile

et les acteurs du secteur concerné. L'engagement dans le processus AfricaSan permet aux États membres de souligner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la déclaration de Ngor et de discuter des défis qui affectent la fourniture de services d'assainissement sûrs et durables. Grâce à l'échange de connaissances, au dialogue politique, aux programmes de renforcement des capacités et au soutien technique, les États membres participants peuvent améliorer leurs structures de gouvernance, leurs cadres politiques et leurs systèmes de suivi afin d'améliorer l'hygiène et l'assainissement aux niveaux local, national et continental. La conférence offre également aux gouvernements un espace physique pour forger des partenariats, avec la possibilité de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de programmes d'assainissement à grande échelle.

L'engagement 10 est mesuré en fonction de l'engagement continu des États membres dans les processus de suivi de Ngor et d'AfricaSan. Les événements et processus utilisés pour mesurer la performance des États membres en ce qui concerne cet engagement comprennent leur participation aux cycles de suivi de Ngor, aux réunions subrégionales et aux événements de dialogue avec les pays.

L'évaluation de l'engagement 10 en 2023 montre que les États membres ont fait preuve d'un intérêt et d'un engagement continus dans les processus de suivi des engagements d'AfricaSan et de Ngor. Le nombre de pays participant au cycle de suivi de Ngor a progressivement augmenté. La participation des États membres au cycle de suivi et d'établissement de rapports de Ngor a été de 38 pays en 2019, de 39 pays en 2021 et de 40 pays en 2023. Alors que tous les États membres de l'UA sont censés fournir des données sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements de Ngor, la contribution actuelle de 40 pays témoigne de leur dévouement et de leur engagement dans la poursuite des objectifs de la déclaration de Ngor.





4

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 CONCLUSION

L'accès universel aux services d'hygiène et d'assainissement est indispensable pour de nombreuses raisons. En plus d'être un droit humain fondamental, il améliore la qualité de vie des individus et préserve le bien-être de communautés entières. L'hygiène et l'assainissement jouent un rôle essentiel dans la prévention des maladies et la réduction des épidémies, comme l'a démontré la pandémie de COVID-19, ces services étant indispensables pour endiguer la transmission des agents pathogènes. Sur le plan économique, des services d'hygiène et d'assainissement performants favorisent une plus grande productivité, réduisent l'absentéisme à l'école et au travail et contribuent aux efforts de développement. Pour ces motifs, les ministres africain.e.s ont signé la déclaration de Ngor et se sont engagés à améliorer l'hygiène et l'assainissement dans l'ensemble de l'Afrique.

Bien qu'environ 800 millions de personnes en Afrique n'aient toujours pas accès à des services d'assainissement et d'hygiène de base gérés en toute sécurité et que 18 % d'entre elles pratiquent encore la défécation en plein air, le cycle de rapports AfricaSan Ngor 2023 a montré que des progrès généralement encourageants sont en cours. Néanmoins, une analyse plus détaillée révèle des disparités dans les progrès entre les États membres. Cela souligne l'importance de traduire les réalisations en actions tangibles qui peuvent répondre aux besoins des zones les plus défavorisées et étendre la couverture des services d'assainissement et d'hygiène.

Le suivi 2023 et le suivi des progrès de la mise en œuvre des engagements de Ngor ont été menés avec succès avec la participation de 40 États membres. L'analyse des informations fournies par les États membres a révélé ce qui suit :

ENGAGEMENT 1: DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE SONT EN PLACE DANS DE NOMBREUX ÉTATS MEMBRES. MAIS DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT PLUS DURABLES SONT NÉCESSAIRES.

Des efforts pour assurer un accès équitable aux services d'assainissement et d'hygiène sont en cours au niveau continental. Cependant, il est encore difficile d'obtenir un financement

¹¹ The 2022 Annual Report of the Commission on the implementation of the July 2008 Assembly Declaration on the Sharm El-Sheikh Engagements for Accelerating the Achievement of Water and Sanitation Goals in Africa Assembly Decision (Assembly/AU/ Decl.1 (XI)),

Photo: Planning work, © pressfoto, www.freepik.com

durable. Pour y remédier, il est impératif de renforcer la collaboration entre les gouvernements et les institutions financières afin de développer des modèles de financement durables. Les partenariats public-privé devraient être encouragés pour attirer les investissements, et les États membres devraient explorer des sources de financement innovantes telles que les obligations ou les taxes.

ENGAGEMENT 2: LA PROMOTION DE L'HYGIÈNE ET LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT PROGRESSENT, MAIS DES INVESTISSEMENTS CIBLÉS SONT NÉCESSAIRES POUR FAIRE ÉVOLUER EFFICACEMENT LES COMPORTEMENTS.

Bien que les progrès en matière de promotion de l'hygiène et de changement de comportement soient évidents dans tous les États membres, des investissements ciblés sont essentiels pour provoquer des changements de comportement ayant un impact. Il convient de concevoir des campagnes de promotion de l'hygiène sur mesure et culturellement adaptées, qui misent sur les personnes influentes au sein de la communauté et sur les canaux de communication modernes. Il convient d'encourager la recherche visant à comprendre les déterminants comportementaux et les programmes scolaires destinés à promouvoir les bonnes habitudes d'hygiène auprès des jeunes générations.

ENGAGEMENT 3: LA RÉGLEMENTATION ET LE SUIVI DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE S'AMÉLIORENT, MAIS DES PLANS PLUS COMPLETS, ASSORTIS D'OBJECTIFS QUANTIFIABLES, SONT NÉCESSAIRES POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DES POLITIQUES.

Si les États membres ont effectivement élaboré des politiques, des stratégies et des plans pertinents, l'absence de plans concrets assortis d'étapes précises pour atteindre les résultats souhaités constitue une lacune importante. L'absence d'objectifs spécifiques empêche souvent de traduire les progrès politiques en véritables améliorations sur le terrain. Bien qu'il y ait des progrès visibles en termes de réglementation et de suivi des services d'assainissement et d'hygiène, la gestion des eaux usées nécessite une attention plus particulière. Les organismes de réglementation doivent être renforcés pour garantir le respect des règles, et des investissements plus importants sont nécessaires pour mettre en place des technologies de contrôle modernes. Des plans exhaustifs de gestion des eaux usées et des technologies durables de gestion des déchets fécaux doivent être élaborés et adoptés. Pour des raisons de durabilité et de rentabilité, il est essentiel d'investir dans des technologies fabriquées localement.

ENGAGEMENT 4: GARANTIR UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE EST ESSENTIEL POUR TOUS, NÉCESSITANT UNE APPROCHE CIBLÉE SUR LES ZONES MARGINALISÉES ET MAL DESSERVIES.

La plupart des États membres ayant présenté un rapport ont mis en place avec succès des systèmes de suivi et d'évaluation, garantissant l'accessibilité aux parties prenantes. Toutefois, le véritable potentiel de ces mécanismes n'a pas encore été exploité, car les recommandations issues de ces évaluations n'ont pas été utilisées de manière efficace pour guider l'élaboration des politiques et des stratégies. Il est essentiel de combler cette déficience en intégrant activement ces recommandations dans les processus d'élaboration des politiques, en veillant à ce qu'elles conduisent à des améliorations significatives de l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène, en particulier dans les zones mal desservies. Cela nécessite

une approche proactive pour aligner les résultats des évaluations sur les réformes politiques et les actions stratégiques, garantissant ainsi un accès équitable à ces services vitaux.

ENGAGEMENT 5: DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DURABLES SONT ESSENTIELS À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE ET NÉCESSITENT DES INVESTISSEMENTS ACCRUS POUR QUE DES PROGRÈS SIGNIFICATIFS SOIENT ACCOMPLIS.

Il est préoccupant de constater que seuls deux États membres, la République arabe d'Égypte et le Sénégal, ont déclaré avoir atteint l'objectif consistant à allouer 0,5 % du PIB à l'hygiène et à l'assainissement. Cela suggère que les budgets alloués à la mise en œuvre des plans d'action en matière d'hygiène et d'assainissement sont systématiquement insuffisants. Cela pourrait également signifier que la coordination des apports pour la mise en œuvre d'activités liées à l'assainissement doit être renforcée. Il est impératif de remédier à cette insuffisance en établissant des mécanismes de coordination financière et en plaidant pour une augmentation des investissements dans le secteur.

ENGAGEMENT 6: DES PROGRÈS SONT RÉALISÉS DANS L'AMÉLIORATION DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT INCLUSIFS AU SEIN DES INSTITUTIONS PUBLIQUES, MAIS L'ABSENCE D'ORIENTATIONS CLAIRES DANS CERTAINES RÉGIONS SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE POLITIQUES CIBLÉES.

Les services d'assainissement accessibles à tous s'améliorent, mais l'absence d'orientations claires suggère que des politiques plus ciblées sont nécessaires. La collaboration entre les États membres et les organisations internationales peut conduire à l'élaboration de politiques d'assainissement inclusives et de stratégies de mise en œuvre associées, avec un engagement plus large des parties prenantes pour des perspectives diverses. L'intégration des politiques à travers les secteurs doit être préconisée afin de garantir l'inclusivité dans la planification intégrée.

ENGAGEMENT 7: LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE DOIVENT ÊTRE RENFORCÉS POUR UNE GESTION EFFICACE DES DÉCHETS FÉCAUX.

L'importance de la gestion des déchets non traités pour la protection de l'environnement est évidente, et le développement de mécanismes de suivi solides est nécessaire pour une gestion efficace des déchets fécaux. Les investissements dans les infrastructures de traitement des déchets fécaux et les partenariats public-privé pour une gestion durable des déchets sont impératifs pour la réalisation de l'engagement 7.

ENGAGEMENT 8: IL EST ESSENTIEL D'IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ, MAIS DES STRATÉGIES ET UNE PARTICIPATION SOUTENUE SONT NÉCESSAIRES POUR GARANTIR L'ACCÈS DES POPULATIONS MARGINALISÉES.

L'implication du secteur privé est essentielle pour faire progresser l'hygiène et l'assainissement en Afrique, en particulier pour desservir les populations marginalisées. Un environnement favorable, caractérisé par des politiques claires et des incitations à la participation du secteur privé, devrait être mis en place. Des initiatives ciblées pourraient être mises en œuvre spécifiquement pour étendre les services aux communautés mal desservies, éventuellement par le biais de partenariats avec des organisations à but non lucratif pour maximiser la portée et l'impact.

ENGAGEMENT 9: LA COLLABORATION ET LA COORDINATION MULTISECTORIELLES PROGRESSENT DE MANIÈRE SATISFAISANTE, SOULIGNANT L'IMPORTANCE DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR FAVORISER LES APPROCHES HOLISTIQUES.

Les progrès évidents en matière de collaboration et de coordination multisectorielles constituent un élément positif. Le renforcement de la collaboration entre les secteurs concernés et la mise en place de plateformes pour le partage régulier d'informations et la coordination entre les parties prenantes sont des étapes cruciales pour la réalisation des engagements de Ngor. Les initiatives conjointes visant à relever des défis complexes devraient être encouragées pour une mise en œuvre efficace.

Les États membres, avec le soutien du secrétariat de l'AMCOW et des partenaires sectoriels, accéléreront les progrès vers la réalisation des engagements de Ngor en alignant leurs actions sur les orientations susmentionnées.

4.2 RECOMMANDATIONS

Sur la base de l'analyse du suivi et des rapports d'AfricaSan Ngor pour 2023, les recommandations suivantes sont formulées :

- 1.** Implication de la Task Force internationale AfricaSan (AITF) : L'AITF doit s'engager activement et collaborer avec les États membres pour mener des actions et des efforts collectifs en vue de la réalisation des engagements de Ngor, y compris :
 - a.** Coordination et suivi : collaborer avec les États membres pour mettre en place des mécanismes de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements de Ngor, en garantissant la transparence et la responsabilité.
 - b.** Engagement et plaidoyer : participer aux efforts de plaidoyer avec les États membres pour relever les défis et mobiliser le soutien en faveur de l'assainissement et de l'hygiène aux niveaux national et régional, en ralliant l'action collective pour de meilleurs résultats.
 - c.** Échange de connaissances et apprentissage par les pairs : faciliter la mise en place de plateformes permettant aux États membres d'échanger leurs connaissances, de partager leurs expériences et de tirer les leçons des réussites et des échecs de chacun, en favorisant un environnement de collaboration et de soutien pour la réalisation des engagements de Ngor.
- 2.** Mise en œuvre des lignes directrices de la politique africaine d'assainissement (ASPG): l'ASPG servira de document de base pour guider les États membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques globales en matière d'hygiène et d'assainissement. Le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires soutiendront sa mise en œuvre par les moyens suivants:
 - a.** L'alignement et l'adoption des politiques : le Secrétariat d'AMCOW facilitera et coordonnera l'utilisation des ASPG pour promouvoir les environnements favorables à l'assainissement et à l'hygiène à travers le continent. Cela permettra d'améliorer les progrès sur les indicateurs de la première et de la deuxième phase des engagements de Ngor.

- b.** Assistance technique à la mise en œuvre : les États membres bénéficieront d'une assistance technique et de conseils pour traduire les principes des ASPG en mesures politiques réalisables, par exemple en fournissant des modèles et des cadres pour une mise en œuvre efficace.
- c.** Examen et mises à jour périodiques : il est important de procéder à des révisions et à des mises à jour régulières des ASPG afin de refléter la transformation des contextes, les nouveaux défis et l'évolution des meilleures pratiques dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène.
- d.** Institutionnaliser le suivi et l'établissement de rapports : plaider en faveur de la mise en place d'un mécanisme robuste de suivi et d'établissement de rapports afin de suivre les progrès réalisés sur les résultats de l'utilisation de l'ASPG. Ce niveau supplémentaire de suivi complétera le suivi des engagements de Ngor, garantissant une évaluation complète des efforts en matière d'assainissement et d'hygiène. Il permettra de combler les lacunes dans les rapports concernant des éléments spécifiques, en fournissant une représentation plus nuancée et plus précise des progrès réalisés par les États membres en matière de politiques et de stratégies d'assainissement. En intégrant cette approche de suivi, les États membres peuvent mieux comprendre l'efficacité des ASPG dans l'élaboration de leurs politiques d'assainissement et procéder à des ajustements en connaissance de cause pour renforcer leur impact et leur efficacité. Un suivi et un rapport efficaces sur l'utilisation des ASPG nécessitent une collaboration avec les parties prenantes du secteur pour établir les méthodes de collecte des données, les indicateurs, la fréquence des rapports et les procédures de diffusion.

4.3 PERSPECTIVES D'AVENIR : UNE FEUILLE DE ROUTE POUR RÉALISER LES OBJECTIFS DE LA DÉCLARATION DE NGOR D'ICI À 2030

La voie à suivre pour atteindre les objectifs de la déclaration de Ngor nécessite une approche intégrée entre les États membres, les institutions intergouvernementales et les partenaires de développement dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et les secteurs connexes afin de fournir des services efficaces, performants et durables pour tout le monde. La coordination entre les acteurs du secteur est nécessaire pour minimiser la duplication des efforts et optimiser l'utilisation de ressources limitées.

Aujourd'hui plus que jamais, le rôle vital du secteur privé doit être souligné et tous les aspects de la chaîne des services d'assainissement, de la collecte à l'élimination en passant par le traitement, doivent être considérés comme prioritaires.

Le Secrétariat de l'AMCOW, les États membres de l'Union africaine et les partenaires de développement, y compris l'AITF et la Plateforme de coordination et d'engagement politique (PCEP), ont tous un rôle à jouer pour assurer la réalisation des 10 engagements de Ngor.

4.3.1 LE SECRÉTARIAT D'AMCOW

Le Secrétariat d'AMCOW a un mandat unique pour coordonner les parties prenantes et les États membres afin de s'assurer que les recommandations du processus de suivi d'AfricaSan Ngor

2023 soient mises en œuvre. Le Secrétariat s'acquittera des tâches suivantes :

EXAMEN DU PROCESSUS DE SUIVI D'AFRICASAN NGOR

Compte tenu des problèmes identifiés dans la désagrégation et la formulation des indicateurs au cours de cette période de rapport, un examen complet du cadre actuel de suivi d'AfricaSan Ngor est essentiel. Cet examen consistera en une évaluation rigoureuse des mécanismes de suivi existants, de leur efficacité et de l'adéquation des indicateurs avec une appréhension nuancée des progrès accomplis. L'objectif premier est d'affiner et d'adapter le cadre, en veillant à ce que les indicateurs soient à la fois spécifiques et mesurables, sans laisser de place à l'ambiguïté. Ce processus d'affinement prendra également en compte les différents contextes et capacités des États membres, favorisant ainsi une évaluation plus précise et plus équitable des progrès accomplis dans la réalisation des engagements de Ngor. Les principales parties prenantes, notamment les États membres, les organisations non gouvernementales, les partenaires de développement et les organismes internationaux compétents, seront impliquées pour garantir une évaluation holistique.

À l'issue de l'examen, des recommandations concernant les ajustements nécessaires, l'ajout ou la suppression d'indicateurs devront être proposées. Il s'agit de rationaliser le processus de suivi, de le rendre plus efficace, plus performant et plus représentatif des diverses réalités des nations africaines.

ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES ÉTATS MEMBRES AU PROCESSUS AFRICASAN NGOR

Il est impératif d'encourager activement la participation des 55 États membres de l'Union africaine au processus AfricaSan Ngor. Les efforts d'engagement comprendront des programmes de sensibilisation, des initiatives de développement des capacités et des plateformes de partage des connaissances. Ces initiatives devraient doter les États membres des outils, de la capacité de compréhension et des compétences nécessaires pour s'engager efficacement dans le cadre de suivi et pour fournir des données complètes et précises. En outre, le lien direct entre leur participation et l'avancement de l'assainissement et de l'hygiène au sein de leur nation respective devrait être mis en évidence. Les États membres doivent être conscients que leur participation active au processus de Ngor non seulement renforce la crédibilité du cadre de suivi, mais contribue aussi directement à la prise de décisions politiques éclairées, à des interventions ciblées et à des améliorations globales en matière d'assainissement et d'hygiène.

RENFORCER LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET INTERSECTORIELLE

Afin d'améliorer la collaboration entre les parties prenantes, la création ou le renforcement d'une plateforme nationale s'impose: une plateforme qui rassemble les ministères concernés, tels que les ministères de l'eau et de l'assainissement, de la santé, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, et de l'agriculture. Cette plateforme de coordination facilitera la collaboration, le partage d'informations et la prise de décision entre les différents secteurs.

MISE EN PLACE D'UN CADRE DE SUIVI ET DE REPORTING

Un cadre de suivi doit être mis en place pour évaluer l'impact de l'utilisation des ASPG. Cela permettra d'améliorer la collecte de données et d'informations sur les indicateurs de Ngor liés à un environnement favorable ainsi que de fournir les informations nécessaires à une prise de décision éclairée dans les États membres. Les évaluations de base seront une composante du

cadre de suivi afin de comprendre l'état actuel des conditions d'assainissement et d'hygiène dans les différents États membres.

COORDONNER LES PARTIES PRENANTES ET FACILITER L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

L'AMCOW coordonnera son action avec celle de divers partenaires, notamment les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé, et en particulier les membres de l'AITF, afin de tirer parti de leur expertise et de leurs ressources pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de Ngor. Les échanges de connaissances et le partage des meilleures pratiques peuvent renforcer les compétences des équipes de suivi, des autorités gouvernementales et des autres parties prenantes. Cela peut se faire par le biais d'événements régionaux et continentaux tels que la conférence AfricaSan.

4.3.2 LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

Les partenaires de développement sont des acteurs essentiels de la mise en œuvre des recommandations du rapport Ngor 2023. Ils jouent un rôle déterminant en apportant leur soutien à:

L'expertise technique: les partenaires de développement apportent leur expertise technique dans une multitude de domaines liés à l'assainissement et à l'hygiène. Ils contribuent par leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience à la conception et à la mise en œuvre d'interventions alignées sur les recommandations du rapport afin d'accélérer la réalisation de la vision de Ngor. Leur expertise couvre différents domaines, notamment le renforcement des capacités et la transmission d'informations essentielles sur les composantes de l'environnement favorable à l'assainissement, telles que le financement, la réglementation, le développement des capacités, le suivi et l'évaluation, ainsi que l'organisation institutionnelle.

Poursuite de l'engagement et du plaidoyer: l'AITF devrait poursuivre son engagement actif auprès des États membres. Les efforts de plaidoyer devront être intensifiés pour relever les défis persistants et fluctuants auxquels est confronté le secteur de l'assainissement et de l'hygiène. Il s'agit notamment de fédérer l'action collective en vue de l'amélioration des résultats et de susciter la volonté politique nécessaire à la réalisation de progrès durables.

Mobilisation des ressources: les partenaires de développement sont également invités à soutenir la mise à disposition et la mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre des recommandations. Ils peuvent intégrer les recommandations du rapport Ngor dans leurs priorités stratégiques et, en conséquence, allouer des fonds à des interventions spécifiques.

Mobilisation et coordination des parties prenantes: les partenaires de mise en œuvre présents en Afrique sont en mesure de collaborer étroitement avec les gouvernements, la société civile et d'autres parties prenantes afin d'assurer une coordination et une synergie efficaces entre les différents acteurs. Ils peuvent soutenir la mobilisation des points focaux nationaux afin d'augmenter la quantité et la qualité des données au cours du processus de suivi de Ngor. Cela contribuera largement à réduire le problème de l'inaccessibilité des données.

4.3.3 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE

Les États membres de l'Union africaine peuvent soutenir efficacement la mise en œuvre des recommandations du rapport Ngor 2023 et réaliser des progrès significatifs dans l'amélioration des objectifs nationaux en matière d'assainissement et d'hygiène sur l'ensemble du continent de plusieurs manières. Ils peuvent:

Renforcer les cadres politiques et réglementaires: en collaboration avec l'AMCOW, les États membres peuvent élaborer et renforcer les politiques, les stratégies et les plans d'action qui soutiennent la réalisation de la vision Ngor et des cibles des ODD. Cela devrait inclure des feuilles de route claires pour accélérer la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène inclusifs et durables.

Participation du secteur privé: le secteur privé joue un rôle important tout au long de la chaîne de services d'assainissement pour assurer la prestation de technologies abordables qui soutiennent l'économie circulaire de l'assainissement. Les gouvernements peuvent créer un environnement propice au développement du secteur privé en établissant et en mettant en œuvre des politiques de soutien.

Coordination institutionnelle: les États membres devraient établir et renforcer les plateformes de coordination nationales, y compris les entités interministérielles et intersectorielles, afin de soutenir la mise en œuvre des recommandations de Ngor et l'établissement de rapports à ce sujet. Ces entités peuvent également élaborer des plans d'action conjoints qui définissent clairement les rôles et les responsabilités dans la mise en œuvre des recommandations du rapport Ngor, l'objectif global étant de concrétiser la vision de Ngor et l'objectif de développement durable n° 6.

Engagement de haut niveau: les gouvernements sont en mesure de faire preuve de détermination et de volonté politique pour réaliser la vision de Ngor et les ODD en fixant des objectifs clairs et réalistes, en allouant des ressources et des financements pour la mise en œuvre des activités, et en instituant des procédures de suivi et d'évaluation de routine pour tracer les progrès accomplis et procéder aux ajustements nécessaires. L'ESC (Examen sectoriel conjoint), dont l'institutionnalisation est fortement recommandée, constitue un mécanisme précieux pour l'examen des progrès accomplis.

Production et partage de connaissances et d'informations: les États membres sont invités à donner la priorité à la collecte de données et à tirer parti des plateformes régionales, continentales et mondiales pour faire connaître les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux. Cela permettrait de s'engager de manière significative avec les donateurs et les partenaires techniques qui pourraient éventuellement soutenir les futures interventions liées à l'assainissement et à l'hygiène.

4.3.4 OPPORTUNITÉS SUPPLÉMENTAIRES

D'autres actions pourraient être entreprises en vue de la réalisation des engagements de Ngor:

Réunions de haut niveau pour améliorer le profil de l'hygiène et de l'assainissement à l'échelle nationale, continentale et mondiale:

- a. Sommets de l'Union africaine**
- b. ESC nationaux**
- c. Réunions sous-régionales de l'AMCOW**
- d. Conférences AfricaSan**
- e. Forum mondial de l'eau**
- f. Semaine mondiale de l'eau**
- g. Conférences sur la gestion des boues de vidange**
- h. Congrès de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement**
- i. Association des régulateurs de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique orientale et australe**

Gouvernance et partenariats pour consolider les environnements favorables à l'assainissement et à l'hygiène, y compris les dispositions institutionnelles, les réglementations, le financement, les réformes politiques, le suivi et l'évaluation. Cet objectif peut être atteint par l'utilisation et la mise en œuvre:

- a. Des lignes directrices de la politique africaine d'assainissement**
- b. Des comptes WASH, par exemple en utilisant TrackFIN**
- c. Du contrôle de durabilité de l'UNICEF**
- d. Des plans stratégiques nationaux**
- e. Des mécanismes de responsabilisation en matière d'assainissement et d'eau pour tous**

ANNEXES

ANNEXE 1 : LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

La septième édition de la conférence AfricaSan est prévue du 6 au 11 novembre 2023 à Swakopmund, en Namibie. La conférence sera accueillie par le gouvernement namibien par l'intermédiaire du ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire, en collaboration avec l'AMCOW et la Commission de l'Union africaine.

L'objectif principal d'AfricaSan7 est de renforcer la poursuite des objectifs de la déclaration de Ngor en matière d'assainissement et d'hygiène en fournissant une plateforme de dialogue technique et politique qui résonne avec les réalités des États membres, telles qu'elles ont été analysées dans les données de Ngor. Pour atteindre cet objectif, le thème et les sous-thèmes de la conférence sont basés sur les observations tirées du suivi et des rapports de Ngor. La conférence comprendra des discussions impliquant des représentants gouvernementaux, des décideurs et des acteurs du secteur afin de faire progresser le profil de l'assainissement et de l'hygiène et de trouver des solutions aux défis existants et émergents.

Les objectifs spécifiques de la conférence AfricaSan7 sont les suivants :

1. Renforcer les partenariats et faciliter l'échange de connaissances pour agir sur la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité.
2. Donner aux gouvernements et aux parties prenantes les moyens de tirer pleinement parti des investissements dans les services d'assainissement et d'hygiène.
3. Catalyser l'action sur la recherche et l'innovation, et promouvoir le développement des capacités pour des solutions durables et équitables en matière d'assainissement et d'hygiène.
4. Encourager la promotion de l'hygiène et les initiatives de changement de comportement, l'intégration de la dimension de genre et l'élaboration de politiques inclusives.

Ces objectifs sont alignés sur les thèmes et sous-thèmes de la conférence. Ils orienteront les sessions techniques et les discussions au cours d'AfricaSan 7 afin de garantir que les États membres progressent dans la réalisation des objectifs de la déclaration de Ngor.



Thème et sous-thèmes de la conférence AfricaSan

Programme de la conférence AfricaSan	
JOUR	ACTIVITÉS
5 Nov	Réception de bienvenue
6 Nov	Séance plénière d'ouverture: <ul style="list-style-type: none"> • Dévoilement de la bannière AfricaSan7 • Documentaire sur la culture, l'eau, l'assainissement et les efforts d'hygiène en Namibie • Déclaration introductive du secrétaire exécutif de l'AMCOW • Interventions des partenaires sur l'assainissement et l'hygiène • Divertissement culturel, Namibian Youth's Choreography • Discours de la Commission de l'Union africaine • Vidéo de présentation du mouvement AfricaSan et du rapport 2023 de Ngor • Panel de discussion sur les progrès faits pour catalyser l'action en faveur d'un assainissement et d'une hygiène gérés en toute sécurité, tirés du rapport Ngor • Ouverture de la conférence par le ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire de la République de Namibie / ancien président de l'AMCOW • Événement parallèle • Dialogue entre les pays d'AfricaSan (session parallèle) • Dialogue avec les autorités locales (plénière)
7 Nov	Sessions thématiques: <ul style="list-style-type: none"> • Sessions parallèles thématiques • Dialogue avec la société civile (Plénière) • Événement parallèle
8 Nov	Sessions thématiques: <ul style="list-style-type: none"> • Sessions parallèles thématiques • Dialogue avec les partenaires de développement (Plénière) • Événement parallèle
9 Nov	Sessions thématiques: <ul style="list-style-type: none"> • Sessions parallèles thématiques • Dialogue avec les acteurs du secteur privé (Plénière) • Événement parallèle • Dîner de gala ministériel et prix AfricaSan
10 Nov	Dialogue ministériel et séance plénière de clôture <ul style="list-style-type: none"> • Documentaire sur la culture, l'eau, l'assainissement et l'hygiène en Namibie • Déclaration introductive du secrétaire exécutif d'AMCOW • Allocution de bienvenue du ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire de la République de Namibie / ancien président d'AMCOW • Message de bienvenue : Hani Sewilam, ministre des ressources en eau et de l'irrigation, République arabe d'Égypte et président de l'AMCOW • Discours d'ouverture de la Commission de l'Union africaine • Présentation vidéo et lancement du mouvement AfricaSan et du rapport 2023 de Ngor • Présentation de l'ordre du jour annoté - résultats des coordinateurs des sous-thèmes, des secteurs et des représentants du dialogue avec les pays • Intervention ministérielle sur les résultats de la conférence, les recommandations et les décisions proposées • Visite présidentielle et ministérielle de la zone d'exposition de la conférence • Messages de soutien
11 Nov	Visites de terrain et excursions: <ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures sanitaires, Swakopmund • Visite du désert du Namib et des flamants roses
Exposition – Ouverte durant toute la conférence	

ANNEXE 2 : INDICATEURS POUR LE SUIVI DES ENGAGEMENTS AFRICASAN NGOR

ENGAGEMENT	INDICATEUR	STADE
ENGAGEMENT 1: Se concentrer sur les plus pauvres, les plus marginalisés et les moins bien desservis afin d'éliminer progressivement les inégalités en termes d'accès et d'utilisation ainsi que sur la mise en œuvre de stratégies nationales et locales mettant l'accent sur l'équité et la durabilité (aux niveaux national et infranational)	C1A : Études objectives pour identifier les populations vulnérables et les inégalités	1
	C1B : Intégration des besoins des populations pauvres et marginalisées dans les stratégies et plans nationaux	1
	C1C : Suivi de la satisfaction des utilisateurs au niveau local dans les zones rurales	3
	C1D : Mécanisme de dépôt des plaintes des clients et suivi de la satisfaction des utilisateurs dans les zones urbaines	3
	C1E : Mécanisme d'évaluation régulière de la durabilité institutionnelle, financière, technique, sociale et environnementale	1
	C1F : Objectifs de réduction des inégalités	2
ENGAGEMENT 2: Mobiliser le soutien et les ressources au plus haut niveau politique en faveur de l'assainissement et de l'hygiène pour accorder une priorité disproportionnée à l'assainissement et à l'hygiène dans les plans de développement nationaux	C2i : Existence d'une volonté politique de haut niveau pour améliorer l'assainissement et l'hygiène	1
	C2A : Alignement de la vision nationale sur les ODD	1
	C2Ai : Développement de politiques sectorielles sur le lavage des mains au savon (HWWS)	1
	C2B : Adoption de politiques d'assainissement et d'hygiène au plus haut niveau politique	1
	C2C : Intégration de l'assainissement et de l'hygiène dans les plans de développement infranationaux	1
	C2D : Accès du public aux informations sur l'assainissement et l'hygiène	1
	C2E : Cadre législatif pour soutenir la mise en œuvre des politiques d'assainissement et d'hygiène	1
	C2F : Mise en œuvre des objectifs d'assainissement dans les politiques sectorielles nationales	2
	C2Fi : Mise en œuvre des objectifs en matière d'hygiène dans les politiques sectorielles nationales	2
ENGAGEMENT 3: Établir et suivre des lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène qui augmentent régulièrement chaque année pour atteindre un minimum de 0,5 % du PIB	C3A : Disponibilité d'un plan d'investissement pour la réalisation de l'accès universel à l'assainissement et à l'hygiène de base	1
	C3B : Disponibilité d'un plan d'investissement pour atteindre l'accès universel à l'assainissement géré en toute sécurité	1
	C3C : Système de suivi des budgets et des dépenses en matière d'assainissement et d'hygiène	1
	C3D : Les budgets consacrés à l'assainissement et à l'hygiène atteignent au moins 0,5% du PIB	2

ENGAGEMENT 4: Assurer un leadership et une coordination solides à tous les niveaux afin de mettre en place et de maintenir une gouvernance pour l'assainissement et l'hygiène dans tous les secteurs, en particulier l'eau, la santé, la nutrition, l'éducation, l'égalité des genres et l'environnement (aux niveaux national et infranational)	C4A : Institution responsable de la gestion de l'assainissement dans le pays	1
	C4Ai : Institution responsable de la gestion de l'hygiène dans le pays	1
	C4B : Mécanisme de coordination intersectorielle pour l'assainissement	1
	C4Bi : Mécanisme de coordination intersectorielle pour l'hygiène	1
ENGAGEMENT 5: Élaborer et financer des stratégies visant à combler le manque de personnel dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène (aux niveaux national et infranational)	C5A : Évaluation des besoins en ressources humaines	1
	C5B : Répondre aux besoins en ressources humaines dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène par le biais de stratégies nationales ou sectorielles en matière de ressources humaines	1
	C5D : Progrès dans la réalisation des objectifs en matière de ressources humaines et de capacités	2
ENGAGEMENT 6: Garantir des services d'assainissement accessibles à tous et gérés en toute sécurité, ainsi que des infrastructures fonctionnelles pour le lavage des mains dans les institutions et les espaces publics (aux niveaux national et infranational)	C6Ai : Politiques et lignes directrices sur l'assainissement et l'hygiène dans les écoles	1
	C6Aii : Politiques et lignes directrices en matière d'assainissement et d'hygiène pour les infrastructures sanitaires	1
	C6Aiii : Politiques et lignes directrices en matière d'assainissement et d'hygiène dans les institutions publiques	1
	C6Bi : Plans stratégiques pour l'assainissement et l'hygiène dans les écoles	1
	C6Bii : Plans stratégiques pour l'assainissement et l'hygiène dans les infrastructures sanitaires	1
	C6Biii : Plans stratégiques pour l'assainissement et l'hygiène dans les institutions publiques	1
	C6C : Progrès dans la réalisation des objectifs nationaux en matière d'assainissement et d'hygiène dans les écoles	2
	C6D : Progrès dans la réalisation des objectifs nationaux en matière d'assainissement et d'hygiène dans les infrastructures sanitaires	2
	C6E : Progrès dans la réalisation des objectifs nationaux en matière d'assainissement et d'hygiène dans les établissements publics	2

ENGAGEMENT 7: Éliminer progressivement les déchets non traités et encourager leur utilisation productive en milieu urbain et rural	C7A : Mécanisme de contrôle de l'élimination des déchets fécaux non traités	1
	C7B : Inclusion de la gestion des déchets fécaux dans les normes nationales des services d'assainissement et les plans de surveillance	1
	C7C : Réglementation relative à la gestion des boues de vidange dans les zones rurales et urbaines	1
	C7D : Réglementation relative à la réutilisation des déchets fécaux	3
	C7E : Processus de certification pour la réutilisation productive des déchets fécaux	3
	C7F : Objectifs nationaux pour l'élimination des déchets fécaux non traités dans l'environnement	2
ENGAGEMENT 8: Permettre au secteur privé de développer des produits et services innovants en matière d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les personnes marginalisées et non desservies (urbain et rural)	C8A : L'engagement du secteur privé est inclus dans les stratégies nationales en matière d'assainissement et d'hygiène	1
	C8Ai : Mécanismes et instruments d'incitation du secteur privé	1
	C8B : Niveau d'engagement du secteur privé dans la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène	2
ENGAGEMENT 9: Mettre en place des systèmes de suivi, de rapport, d'évaluation, d'apprentissage et d'examen pilotés (aux niveaux national et infranational)	C9A : Système national de surveillance et de reporting sur l'assainissement et l'hygiène	1
	C9B : Mécanisme national d'examen et de coordination multipartite pour l'assainissement et l'hygiène	1
	C9Bi : Inclusion de sessions sur l'hygiène dans les processus d'examen sectoriels multipartites	1
	C9C : Influence des processus d'examen multipartites sur la prise de décision	2
ENGAGEMENT 10: Permettre la poursuite d'un engagement actif dans le processus AfricaSan de l'AMCOW	C10a : Participation aux activités d'AfricaSan	1

ANNEXE 3 : ENGAGEMENTS DES PAYS AFRICAINS EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

FEUILLE DE ROUTE 2016 DE DAR ES SALAAM POUR LA RÉALISATION DES ENGAGEMENTS DE NGOR SUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

En juillet 2016, les ministres responsables des questions relatives à l'eau et à l'assainissement en Afrique ont adopté la «Feuille de route de Dar es Salaam pour la réalisation des engagements de Ngor sur la sécurité de l'eau et l'assainissement en Afrique» lors de la 10e session ordinaire du Conseil de gouvernance de l'AMCOW. La feuille de route souligne

l'engagement du Conseil à progresser en matière de sécurité de l'eau et d'assainissement conformément aux ODD. Elle a été officiellement adoptée lors de la 6e Semaine africaine de l'eau.

La feuille de route de Dar es Salaam fournit un cadre global pour améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement en Afrique, conformément aux objectifs de la déclaration de Ngor. Elle souligne la nécessité urgente d'accorder la priorité à la sécurité de l'eau et à l'assainissement en tant qu'éléments essentiels du développement durable et insiste sur l'importance de l'engagement politique, de la collaboration multisectorielle et du renforcement des capacités. Les éléments décrits dans la feuille de route comprennent, entre autres, le renforcement des structures de gouvernance, la mobilisation des ressources financières, la promotion de l'hygiène et du changement de comportement, et le changement climatique.

La «Feuille de route de Dar es Salaam pour la réalisation des engagements de Ngor sur la sécurité de l'eau et l'assainissement en Afrique» a donné un nouvel élan à la déclaration de Ngor en proposant un plan d'action pour sa mise en œuvre. Elle a également servi de cadre essentiel pour le suivi d'AfricaSan Ngor sur le continent.

DÉCLARATION DE NGOR DE 2015 SUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Lors de la quatrième conférence AfricaSan, organisée par le gouvernement du Sénégal, les ministres africain.e.s et les chef.fe.s de délégation responsables de l'assainissement et de l'hygiène se sont réuni.e.s pour adopter la «déclaration de Ngor 2015 sur l'assainissement et l'hygiène». Cette déclaration s'appuie sur les connaissances acquises lors de la mise en œuvre de la déclaration d'eThekwini. En tant que telle, la déclaration de Ngor remplace la déclaration d'eThekwini et présente dix engagements visant à «réaliser l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, équitables, inclusifs et durables et à éliminer la défécation en plein air d'ici à 2030».

Le document souligne l'importance pour les banques de développement, les donateurs et les partenaires de soutenir les initiatives menées par les gouvernements pour atteindre l'accès universel à l'assainissement et à l'hygiène. En outre, il invite l'AMCOW à établir un cadre de suivi et de reporting des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de Ngor.

En réponse à la déclaration de Ngor, l'AITF (la Task Force internationale AfricaSan) a développé une série d'indicateurs pour suivre les objectifs définis dans les engagements de Ngor. Composée du secrétariat de l'AMCOW, des États membres et des partenaires sectoriels concernés, l'AITF sert de groupe de réflexion en contribuant aux processus techniques et financiers pour l'amélioration des services d'assainissement. Le groupe de travail est composé de trois sous-comités : processus d'assainissement, sous-comité consultatif AfricaSan, et suivi et apprentissage. Ensemble, ces sous-comités de l'AITF contribuent activement à l'établissement des rapports de Ngor en mobilisant les représentants nationaux pour qu'ils s'engagent auprès des points focaux pour l'assainissement et encouragent leur participation aux activités de suivi.

DÉCLARATION D'ETHEKWINI ET PLAN D'ACTION AFRICASAN 2008

La déclaration d'eThekwini sur l'assainissement et l'hygiène, adoptée lors de la deuxième conférence AfricaSan à Durban, en Afrique du Sud, en 2008, contenait 11 engagements visant à améliorer les performances du sous-secteur de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique. La déclaration a également servi de cadre à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le

développement en matière d'assainissement.

La déclaration d'eThekwini a été approuvée par les chef.fe.s d'État africain.e.s lors de l'assemblée générale de l'UA à Charm El-Cheikh en 2008, et réaffirmée dans d'autres déclarations, telles que la déclaration de Libreville de 2008 sur la santé et l'environnement en Afrique. Cette approbation au plus haut niveau a suscité un intérêt politique considérable qui a conduit à une prise de conscience à l'échelle du continent du caractère primordial de l'assainissement dans l'agenda du développement.

Les gouvernements nationaux ont adopté la déclaration et ont donc élaboré des plans d'action pour sa mise en œuvre. La mise en œuvre de la déclaration a fait l'objet d'un suivi et d'un reporting réguliers, ce qui a conduit à la mise en place des Objectifs de développement durable et de la déclaration de Ngor.

ANNEXE 4 : LES DIX ENGAGEMENTS DE NGOR

La vision Ngor	Engagements de Ngor
«Réaliser l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, équitables, inclusifs et durables et éliminer la défécation en plein air d'ici à 2030».	<div>1. 1. Éliminer les inégalités dans l'accès et l'utilisation des infrastructures d'assainissement et d'hygiène.</div> <div>2. Mobiliser le soutien et les ressources au plus haut niveau</div> <div>3. Établir des lignes budgétaires pour l'assainissement et en assurer le suivi</div> <div>4. Assurer un leadership et une coordination solides</div> <div>5. Combler les déficits en ressources humaines</div> <div>6. Assurer des services d'assainissement équitables et inclusifs</div> <div>7. Traitement et réutilisation des déchets</div> <div>8. Engagement du secteur privé</div> <div>9. Mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation</div> <div>10. Engagement dans le processus AfricaSan</div>

ANNEXE 5 : PRINCIPAUX ACTEURS AFRICAINS DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE

LE COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIALISÉ DE L'UNION AFRICAINE SUR L'AGRICULTURE, LE DÉVELOPPEMENT RURAL, L'EAU ET L'ENVIRONNEMENT

Le Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement (CTS sur l'ADRE) est un comité de l'Union africaine chargé de promouvoir le développement et la gestion durables des ressources naturelles sur le continent africain. Le CST sur l'ADRE travaille à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de programmes liés à l'agriculture, au développement rural, à l'eau et à l'environnement. Il a pour mandat de coordonner et d'harmoniser les efforts des États membres, des communautés économiques régionales et des autres parties prenantes dans les domaines de ses politiques et programmes.

LA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DURABLE ET DE L'ECONOMIE BLEUE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

La Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue (CUA-EDEB) de la Commission de l'Union africaine (CUA) est une unité de la CUA chargée de promouvoir le développement et la gestion durables de l'environnement et de l'économie bleue en Afrique. La CUA-EDEB travaille au développement et à la mise en œuvre de politiques, de programmes et d'initiatives qui soutiennent l'utilisation durable des ressources naturelles, protègent l'environnement et promeuvent la croissance économique sur le continent africain. La CUA-EDEB joue un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, une vision à long terme pour le développement du continent africain.

LE CONSEIL DES MINISTRES AFRICAINE.S CHARGÉ.E.S DE L'EAU

Créé en 2002, le Conseil des ministres africain.e.s chargé.e.s de l'eau (AMCOW) est un organe intergouvernemental africain autonome qui sert de plateforme de coordination pour le dialogue sur la politique de l'eau sur le continent africain et promeut la gestion et le développement durables des ressources en eau du continent, en mettant l'accent sur l'élargissement de l'accès à l'approvisionnement en eau et aux services d'assainissement. Dans le cadre de ses responsabilités, l'AMCOW fait office de groupe de travail sur l'eau et l'assainissement au sein du CTS sur l'ADRE. Lors du sommet des chef.fe.s d'État et des gouvernements de l'Union africaine de juillet 2008, le secrétariat de l'AMCOW a été chargé de présenter un rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris par l'Union africaine dans le cadre des engagements de Charm el-Cheikh de 2008 sur l'eau et l'assainissement. Plusieurs autres accords internationaux doivent être pris en compte dans ce rapport, notamment la Vision africaine de l'eau 2025, l'Agenda africain 2063 et l'ODD 6.

CONTRIBUTEURS

MEMBRES DU COMITÉ TECHNIQUE CONSULTATIF (CTC)

M. Djasrabe Nguemadjita (Tchad), M. Armelos Alouna (Congo Brazzaville), M. Amancio Bela Sebbe (Guinée Equatoriale) M. Jocelyn Bouyou Mavoungou (Gabon), Mme Ligia Barros (São Tomé-et-Príncipe) Mme Gladys Wekesa (Kenya), Mme Honorine Mugiraneza Cyuzuzo (Rwanda), M. Peter Mahal Dhieu Akat (Sud Soudan), Eng. Hisham Yousif Al Amer (Soudan), M. Robert K.M. Sunday (Tanzanie), Mme Benabderrahmane Linda Hacici (Algérie) Dr. Mme Tahani Moustafa Sileet, (Égypte), M. Mokhtar Radi Salem (Libye), Khattry Mohamed Lemine(Mauritanie), Engr Ouasli Abderrahman (Tunisie), M. Manuel Quintino (Angola), Mme. Bogadi Mathangwane (Botswana), Mme Ndiyakupi Nghituwamata (Namibie), Mme Lindiwe Lusenga (Afrique du Sud), Mme. Flora Sikamundenga Simumba (Zambie), Kolawolé Saïd Hounponou (Bénin), (Amb Alhagie Nyangado) Gambie, Fátima Kassimo ASSAD (Guinée-Bissau), Khamada Baya (Niger), Dr. Nicholas Dumebi Madu FNSE (Nigéria).

MEMBRES DU COMITÉ TECHNIQUE D'EXPERTS (CTE)

M. Vondou Madi, (Cameroun), M. Sylvain Guebanda (République centrafricaine), M. Louis Lungu Malutshi (République démocratique du Congo), M. Joseph Nimfasha (Burundi), M. Said Kaireh Youssef (Djibouti), M. Zebene Lakew Teffera, PhD (Éthiopie), M. Ahmed Mohamed Hassan (Somalie), M.. Sewagudde Sowedi (Ouganda), Amb Salem Buseif (République arabe sahraouie

démocratique), Mme Safaa Bahije (Royaume du Maroc), Mr. Lebohang Maseru (Lesotho), M. Andrianaritsifa Ravaloson (Madagascar), M. Prince Mleta (Malawi), Mme B. Kissoon-Luckputtya (Maurice), Dr. Raúl Mutevúie Júnior (Mozambique), M. Frankie Dupres (Seychelles), M. Makhosinni Khoza (Swaziland), M. Tinayeshe Mutazu (Zimbabwe), M. Tizambo Wendemi Cyprien (Burkina Faso), M. Claudio Lopes Dos Santos (Cap Vert), Dr YEO Wonnan Eugène (Côte D'Ivoire), Engr. Kwabena Asare Gyasi-Duku (Ghana), Camara Ibrahim Sory (République de Guinée, Conakry), Amb Bobby Whitfield (Libéria), M. Djooouro Bocoum (Mali), M. Niokhor Ndour (Sénégal), Ing. Augustine Amara (Sierra Leone), Madame Tozo A. Abla (Togo)

POINTS FOCALX ASSAINISSEMENT

M. kouotou idriss (Cameroun), Sale Backo (République Centrafricaine) Haroun Abdou Mahamat (Tchad), M. Alouna Armelos (Congo Brazzaville) Ir. Ndaukila Muhinya Godefroid (République démocratique du Congo) Mme Estrella Matutina Oyono Abang (Guinée équatoriale), M. Victor Boumono Moukouri (Gabon) Mme Ligia Baros (São Tomé-et-Príncipe), Mme Jeanne Francine Nkunzimana (Burundi), M. Moustapha Nour Usman (Djibouti), Dr. Zemui Alemu (Erythrée), M. Tadesse Yared (Éthiopie), Kimanthi Kyengo (Kenya), Mme Marcelline Kayitesi (Rwanda), Abdisalam Ibrahim Hussein (Somalie), M. Peter Mahal (Sud Soudan) Dr. Motwakel Mahmoud Ibrahim (Soudan), M. Khalid Massa (Tanzanie), M. Bob Amodan Omoda (Ouganda) Mme Linda Hacici (Algérie), M. Wafaa Mahmoud (Égypte), Dr. Wafaa Mahmoud (Égypte), M. Mokhtar f. Radi Salem (Libye), Ahmed Weddady (Mauritanie), M. Hedi bouaoun (Tunisie), M. Moustapha El Habti (Royaume du Maroc) Mme Elsa Ramos (Angola), Bogadi Mathangwane (Botswana), M. Lehlohonolo Ntlama (Lesotho), M. Mandimbisoa Kleoni (Madagascar), M. Alick Kaumba (Malawi), Eng. Elijah Ngurare (Namibie), Franky Dupres (Seychelles), Tabita Napakade (Afrique du Sud), Khanyakweze L. Mabuza (Swaziland) , Eng. Zizwani Phiri (Zambie), Eng. Mutazu (Zimbabwe) M. Oussou Richard (Bénin), M. Miguel ngelo da Moura (Cap Vert), M. Seydou Coulibaly (Côte D'Ivoire) M. Lamin M.Fadera (Gambie), M. Tksekpsetse- Akuamoah Kweku (Ghana), Mme Fátima Kassimo ASSAD (Guinée-Bissau), Mme Hadja Safiatou Diallo (Guinée Conakry), Amb. Bobby Whitfield (Libéria), Mme Aissata Cissé (Mali), Mme Ugoh Elizabeth (Nigéria), M. Omar SENE (Sénégal), Dr Doris bah (Sierra Leone), M. Sani Amidou (Togo).

SECRÉTARIAT D'AMCOW

Dr Rashid Mbaziira, Mme Comfort Kanshio, M. Patrice Leumeni, M. Nelson Gomonda, M. Obinna Anah, M. Emmanuel Uguru

RÉDACTEURS TECHNIQUES (ANCIENNEMENT WATER SCIENCE POLICY)

Maja Antič, František Ficek, Christian Fischer, Athénaïs Georges, Kseniia Gonjaeva, Eliana Harrigan, Alicja Plewako.

